

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN DROIT
PAR

Catherine PAULIN

Présentée et soutenue le 7 Mars 1949, à 14 heures

Importance du Thermalisme et du Climatisme
en France

Opportunité et nécessité d'un Crédit thermal

Président Monsieur LAVERGNE

Suffragants { Monsieur FROMONT
Monsieur André MARCHAL

L'EXPANSION SCIENTIFIQUE
FRANÇAISE
23, Rue du Cherche-Midi, Paris-6^e

1949

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN DROIT

PAR

Catherine PAULIN

Présentée et soutenue le 7 Mars 1949, à 14 heures

Importance du Thermalisme et du Climatisme
en France

Opportunité et nécessité d'un Crédit thermal

Président Monsieur LAVERGNE

Suffragants { Monsieur FROMONT
Monsieur André MARCHAL

L'EXPANSION SCIENTIFIQUE

FRANÇAISE

23, Rue du Cherche-Midi, Paris-6°



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

« Dans un monde bouleversé par le conflit le plus étendu de toute l'histoire, meurtri par les deuils, la misère et les privations, appauvri et souvent ruiné par les destructions de la plus ruineuse des guerres, chaque Etat cherche à retrouver un équilibre rompu. Comme les autres, notre pays, qui est sans conteste l'un de ceux qui ont payé le plus durement leur liberté, essaye, de toutes ses forces, de se redresser, et quoiqu'en disent certains, y réussit. A cette œuvre de redressement, il faut que toutes les ressources de l'Union Française soient utilisées.

« Parmi ces ressources, on doit mettre à part, comme immédiatement et facilement utilisable, le thermo-climatisme et souligner l'extraordinaire fortune que constituent nos *sources d'eaux minérales et nos climats*.

« Parmi les richesses du sous-sol de la France, à côté du minerai de fer, de la bauxite, du phosphate de chaux et du charbon, notre grand géologue Pierre TERMIER classait nos *ressources hydrominérales*. Nos richesses climatiques ne sont pas moindres.

« *Quinze cents sources médicinales, cent vingt stations thermales spécialisées*, dont une vingtaine connues dans le monde entier, une centaine de *stations climatiques parfaitement outillées* et réparties le long de nos côtes ou dans nos montagnes, telle est l'extraordinaire richesse thermo-climatique de notre pays. Richesse unique en vérité : il n'est pas en effet de pays à qui la Providence ait distribué avec autant de largesse des eaux aussi diverses, aussi nombreuses et aussi bienfaisantes, des climats aussi différents et aussi actifs. » (1).

*
**

Le thermo-climatisme s'insère dans le cadre général du *tourisme*. Le terme générique de tourisme recouvre des formes

(1) Le Thermo-Climatisme français. — Son aspect actuel par MM. L. JUSTIN-BESANÇON et Ch. DEBRAY (Etats généraux du thermalisme et du climatisme; 13, 14, 15 mars 1947).

assez différentes les unes des autres, que l'on peut classer en quatre catégories : le tourisme d'agrément, le tourisme intellectuel et artistique, le tourisme à but sportif, le tourisme à tendance thérapeutique.

Le *tourisme d'agrément*, ou tourisme proprement dit, est tout de suite évoqué par le terme général. On pourrait l'appeler aussi « excursionnisme ». Il répond au besoin de distraction, au plaisir de voyager, au désir de sortir de chez soi et de voir du pays. Il est lié à l'extension des moyens de transport dont certains deviennent un but touristique en eux-mêmes (bicyclette, automobile, bateau, avion). Son champ d'action s'étend à tout le territoire, s'appliquant plus spécialement à la visite des sites, des villes d'art ou historiques, mais aussi aux plus petites campagnes.

Le *tourisme intellectuel et artistique* est plus spécialisé. Il s'adresse surtout à une élite venue admirer notre capital artistique, architectures et musées, assister à des manifestations théâtrales, musicales, folkloriques, écouter les cours de nos professeurs, etc...

Le *tourisme à but sportif* comprend essentiellement l'alpinisme et les sports d'hiver. L'essor des sports d'hiver a été extraordinaire au cours des dix années qui ont précédé la guerre et n'a certainement pas encore atteint l'apogée. Au point de vue de l'exploitation économique des sports d'hiver, la France arrivait en 1939 au deuxième rang, après la Suisse.

Enfin, le *tourisme à tendance thérapeutique* englobe le thermalisme, le climatisme et l'uvanisme. L'uvanisme comporte la cure de raisin dans un but médical; c'est un aspect assez spécial que nous nous contentons de signaler.

*
**

Le *thermalisme* concerne l'ensemble des principes réglant le séjour pour raison de santé dans des stations hydrominérales.

*
**

Le climatisme est plus difficile à définir. Il fait appel à des notions établies avec moins de précision scientifique.

Dans les années qui ont précédé cette dernière guerre les climatologues se sont fortement préoccupés de délimiter le domaine du climatisme.

Après avoir consulté l'Académie de Médecine, le Conseil Supérieur d'Hygiène, l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie, la Société d'Hydrologie et de Climatologie Médicales, dans sa

séance du 10 février 1939, la commission permanente des stations hydrominérales, climatiques et uvales a discuté la définition de la station climatique. Les débats permettent d'établir une définition du climatisme.

Le *climatisme* concerne l'ensemble des principes réglant le séjour dans une station maritime, d'altitude ou de plaine, au climat de laquelle on a reconnu des vertus thérapeutiques, et où les visiteurs sont assurés de trouver une situation hygiénique et sanitaire leur permettant de bénéficier de conditions naturelles favorables au rétablissement ou à l'affermissement de leur santé.

*
**

Ces différents aspects du tourisme se retrouvent dans le *classement légal des stations*.

Le texte actuellement en vigueur est la loi du 3 avril 1942 qui prévoit le classement de six catégories de stations : les stations balnéaires, les stations de tourisme, les stations hydrominérales, les stations climatiques, les stations de sports d'hiver et d'alpinisme, les stations uvales.

Une refonte générale du régime du classement des stations est actuellement en préparation. Les modifications tendront essentiellement à faire une discrimination parmi les stations qui ont été longtemps classées, faute de catégories plus différenciées, au titre du climatisme. Déjà la loi de 1942 a introduit des distinctions parmi les stations de montagne et les plages, dont un certain nombre d'entre elles ne peuvent être classées comme climatiques par suite de voisinages indésirables, de conditions d'hygiène insuffisantes ou de défaut d'organisation technique.

C'est ainsi que sont apparues les catégories nouvelles : *stations de sport d'hiver et d'alpinisme* et *stations balnéaires*. Pour ces dernières, la classement n'est pas effectif, par suite de la non parution du règlement d'administration publique nécessaire.

Nous croyons savoir qu'il est question de faire une autre distinction en introduisant le classement au titre de *station de villégiature*. Ainsi les stations climatiques pourront garder le côté médical qui doit être le leur.

*
**

De cette façon, les formes de tourisme dont nous avons relevé la tendance thérapeutique seront nettement différenciées. Dans les stations hydrominérales nous préconisons l'institution au profit des établissements thermaux d'un organisme leur facilitant

le crédit. Nous réclamons ce *crédit thermal* dont le présent travail a pour objet de démontrer la rentabilité et l'opportunité. Les bénéficiaires sont nettement délimités, la thérapeutique thermique ayant sa doctrine scientifiquement établie et ses agents bien définis. Le climatisme médical, dont l'efficacité est reconnue, repose sur des bases à peine sorties de l'empirisme; la cure climatique n'est encore pratiquée dans des établissements au statut précis et uniforme. Nous croyons cependant qu'un *crédit au climatisme* serait hautement souhaitable; il pourrait être organisé dans le cadre du crédit thermal.

Néanmoins, vu l'urgence actuelle de nos besoins dans tous les domaines, nous pensons qu'il est sage de limiter l'effort de financement à l'équipement des stations thermales. Un organisme de crédit doit être créé en faveur des établissements thermaux. Quand il sera rodé et aura donné satisfaction aux nécessités thermales il sera facile de l'étendre à l'équipement des stations climatiques.

Dans cette modeste contribution, nous nous bornerons à préparer les voies à un *Crédit Thermal*, mais nous laisserons toutes les possibilités de transformation en un *Crédit Thermal et Climatique*.

*
**

Ayant ainsi tracé les bornes du thermo-climatisme, nous n'entendons pas élever de cloisons impénétrables entre les différentes formes de tourisme; au contraire, cette interpénétration s'inscrit dans les faits et d'ailleurs est bienfaisante.

Les sources jaillissent souvent dans des sites qui suffiraient à eux seuls à attirer les touristes; l'air de nos côtes ou de nos sommets se respire toujours dans des lieux touristiques. Une station peut du reste être classée à différents titres.

Le tourisme général bénéficie des déplacements effectués par les étrangers et nos nationaux à l'occasion de leur séjour dans des stations thermales et climatiques. De plus, le malade vient rarement seul faire sa cure; le *taux d'accompagnement* était très élevé avant guerre : deux à trois personnes en moyenne, qui étaient des touristes purs. La diminution actuelle du pouvoir d'achat a raréfié ces accompagnants.

On peut ajouter que l'attrait touristique est un utile *adjuvant* de la cure thermique ou climatique.

Mais si nous constatons que les différentes branches du tourisme sont solidaires, nous affirmons qu'elles doivent rester indépendantes. Le thermo-climatisme doit entretenir avec le tourisme des rapports de coordination et non de subordination.

Ses ressources doivent être séparées. Nous souhaitons l'institution d'une Caisse de Crédit spéciale, objet de la présente étude.

*
**

Nous commencerons par situer le thermo-climatisme dans l'économie nationale, du point de vue intérieur et extérieur, et par rapport aux problèmes sociaux.

Puis nous exposerons les raisons pour lesquelles le thermo-climatisme a besoin d'un financement en sa faveur.

Enfin, nous présenterons un essai d'organisation de ce Crédit Thermal que nous préconisons.

Place économique et sociale
du thermalisme et du climatisme
en France

CHAPITRE I

ROLE DU THERMALISME ET DU CLIMATISME DANS L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Le thermo-climatisme se présente en France comme une véritable industrie nationale par le capital et le travail qu'il met en œuvre. Mais c'est surtout en tant qu'industrie motrice de toute une série d'activités que se manifeste son importance économique.

LE THERMO-CLIMATISME. GENERATEUR ECONOMIQUE

Le thermo-climatisme joue en effet le rôle de générateur économique. Son action dynamique se fait sentir dans un nombre incroyable de secteurs de l'économie nationale.

Écoutons Monsieur Antoine BORREL, ancien sous-secrétaire d'Etat au Tourisme, dans un rapport au Conseil Supérieur du Tourisme : « Le Tourisme n'est pas seulement l'usager d'une chambre d'hôtel, le dîneur d'une table de restaurant, le passager d'un autocar, le titulaire d'un billet de chemin de fer. Il ne contribue pas seulement à faire vivre et grandir l'industrie hôtelière, celle des transports et à soutenir les divers corps d'états auxquels ces industries font elles-mêmes appel. Dès qu'il foule notre sol, tous nos commerces ont en lui un acheteur éventuel, vraisemblable pour beaucoup d'entre eux, probable pour plusieurs, certains pour quelques-uns ». Cet exposé pourrait s'appliquer mot pour mot au thermo-climatisme, dans la mesure où il participe au tourisme.

Le thermo-climatisme, cheville-ouvrière du tourisme, apparaît comme une industrie-mère déclenchant toute une série de phénomènes économiques et faisant office de nerf-moteur de l'économie française.

Ce rôle moteur vis-à-vis de l'activité économique générale du pays démontre par lui-même la *rentabilité* d'un crédit en faveur du thermalisme et du climatisme. En aidant ces industries, on donne en même temps un essor à quantité d'autres qui en sentiront la répercussion indirecte. Le contre-coup peut se manifester sur *l'économie de toute la Nation*.

A coup sûr la *région* bénéficie de l'accroissement de la clientèle de telle ou telle station thermale ou climatique. Le curiste, si son état lui permet de circuler, ce qui est souvent le cas, ne restera pas sans bouger de la station où il se soigne. Il fera travailler les organisations de transport, les restaurants et salons de thé des environs. Certains départements, jadis réputés pour leur pauvreté, ont trouvé dans le thermo-climatisme et le tourisme un élément de prospérité.

A plus forte raison la *station* elle-même voit-elle sa richesse s'accroître parallèlement à tout développement de l'activité proprement thermale. Le commerce local reçoit plus de 30 % des sommes que le touriste laisse derrière lui. Les intéressés connaissent bien ce phénomène, et un hôtelier d'une station thermale le décrivait en ces termes : « L'établissement thermal est en effet, dans toute station, l'élément le plus important, le plus stable. N'est-il pas la cause première et déterminante de l'essor progressif de toute station ? N'est-ce pas lui qui est à la base, en quelque sorte, la raison d'être des casinos, des hôtels, des industries saisonnières et de toutes les organisations sportives et touristiques ? » — L'établissement thermal est le point vital d'une station. Qu'il décline et toute la station en pâtira. Des statistiques, surtout étrangères, font constater le parallélisme constant des opérations thermales données dans un établissement et du nombre des voyageurs reçus dans une station.

Cette *solidarité* qui existe entre les diverses activités professionnelles, dont l'ensemble constitue cette entité économique que représente la station, formera le leitmotiv de nombreux développements de cette étude.

CAPITAUX INVESTIS ET CHIFFRE D'AFFAIRES

Malgré cette importance dans l'économie nationale, les capitaux *directement* investis dans le thermo-climatisme et le chiffre d'affaires correspondant restent étonnamment peu élevés.

La Commission de Modernisation du Tourisme, dans son rapport pour le plan de modernisation et d'équipement, donne les évaluations suivantes pour les établissements thermaux.

Capitaux investis : valeur en place pour l'exercice 1939 : un milliard de francs.

Chiffre d'affaires réalisé la même année : 165.000.000.

Il semble que ces estimations soient tout de même au-dessous de la réalité.

La Commission Consultative des dommages et des réparations a publié d'autres chiffres. Se référant à une évaluation des capitaux investis dans 44 stations hydro-minérales en 1926, faite par le Docteur CANY, Président de la Fédération des Syndicats d'Initiative du Massif Central, elle estime avec lui que la valeur globale de ces investissements peut s'élever à environ 5 milliards francs 1926.

La même Commission évalue le chiffre d'affaires global pour 1938-1939 à environ 45 millions de francs 1939, les établissements ayant un chiffre d'affaires supérieur à un million étant les suivantes : Vichy, Le Mont-Dore, La Bourboule, Aix-les-Bains, Châtel-Guyon, Royat, Bagnols-de-l'Orme, Cauterets, Aix-les-Thermes, Saint-Honoré, Vittel, Plombières.

Il est difficile de recueillir les chiffres correspondant au climatisme, qui ne possède pas d'établissements thermaux.

Si les chiffres relatifs au thermalisme sont discordants, c'est parce que l'activité thermique est, comme nous l'avons déjà fait remarquer, liée au développement des autres activités travaillant dans son orbite.

Les diverses évaluations portant sur la *station dans son ensemble* aboutissent à des résultats impressionnants.

C'est ainsi que le Docteur MEILLON a pu estimer s'élever à 40 milliards la valeur totale des installations de nos stations en 1933 (1).

Le Docteur CANY, dans une enquête déjà citée, a essayé de chiffrer « la valeur économique et sociale du patrimoine hydro-minéral et climatique de l'Auvergne » représentée par les cinq stations du Massif Central. Il a estimé la valeur de « l'usine thermique » à 750 millions de francs 1926, dont les postes principaux seraient :

— Etablissements et sources	40 millions
— Hôtels	450 »

(1) Dr. MEILLON : « La vérité sur la situation du tourisme », Novembre 1933.

— Casinos	25 millions
— Immeubles privés des agglomérations thermales	150 »
— Immeubles divers d'utilité publique concernant directement la station.	70 »

La recette brute des cinq stations a été évaluée à 220 millions pour 1926.

*
**

Les statistiques globales du tourisme commencent à être établies avec quelque précision, mais elles font rarement de discrimination permettant d'isoler les résultats se rapportant au thermo-climatisme.

Néanmoins, des estimations basées sur des enquêtes minutieuses permettent d'évaluer l'importance du rendement du thermo-climatisme à 45 % environ du rendement total de l'industrie touristique française (1). Sur un point précis, le montant du produit de la taxe de séjour dans les 329 stations classées, soit 41.395.900 francs, près de 40 %, soit 16.102.600 francs, ont été perçus dans les stations thermales (2).

PERSONNEL EMPLOYÉ

Les mêmes observations sont applicables à propos de la main-d'œuvre employée par le thermo-climatisme.

Le personnel *directement* employé par les établissements thermaux s'élève à 3.980 (recensement de 1936) dont les deux tiers environ sont considérés comme personnel saisonnier. L'application des traitements crénothérapeutiques n'exige souvent qu'un personnel réduit; cependant l'effectif n'est pas assez nombreux et cette insuffisance traduit à notre avis un niveau d'exploitation au-dessous de l'optimum. En effet, sur les 110 établissements homologués par le Syndicat National des établissements thermaux de France, toujours d'après le recensement de 1936.

- 42 établissements occupaient de 6 à 20 salariés;
- 22 établissements occupaient de 21 à 100 salariés;
- 8 établissements occupaient plus de 100 salariés;

(1) Evaluation citée par Gaston MORTIER : « Le Tourisme et l'Economie Nationale ».

(2) Chiffres donnés par M. INGRAND, commissaire général du Tourisme, au Congrès National du Tourisme, Biarritz, avril 1948.

Il reste donc 38 établissements occupant moins de 6 salariés. Il y a certainement là une possibilité de développement, tant pour ces établissements déficients que pour les autres qui, pendant la pleine saison, ne parviennent pas à satisfaire toute leur clientèle.

La répartition géographique était la suivante en 1936 pour les départements au chiffre le plus important :

— Allier	1.400	salariés	
— Puy-de-Dôme	300	»	) parmi lesquels la Com-
— Loire	300	»	(pagnie Fermière de
— Ardèche	300	»	) Vichy entre pour 1.200.
— Vosges	700	»	

Les établissements d'Aix-les-Bains occupaient, en 1936, 192 personnes.

Si l'on considère les *activités solidaires* du thermo-climatisme, le nombre des personnes qui en dépendent est beaucoup plus important. L'enquête citée plus haut du Docteur CANY a montré que « l'usine thermique » des cinq stations du Massif Central emploie 20 à 25.000 personnes: directeurs, ingénieurs, médecins, artisans, spécialistes, commerçants, employés, ouvriers avec leurs familles.

D'après des sondages approximatifs 1.200.000 à 1.500.000 Français vivaient activement du tourisme dans son ensemble, soit une proportion de 3,5 %. Dans ce chiffre l'industrie hôtelière, (restaurants, débits de boissons) qui d'ailleurs est alimentée pour partie par le thermo-climatisme, représente à elle seule plus de la moitié : 750.000 personnes, employeurs et employés. Le reste se répartit entre casinos, golfs, agences de voyages, autocars, téléphériques, et enfin établissements thermaux.

RENDEMENT FISCAL

Il ne faut pas oublier les ressources fiscales apportées par le thermo-climatisme. Dans les années précédant la guerre, le thermalisme permettait d'effectuer environ le centième des recettes budgétaires.

Tant l'Etat que les départements et les communes prélèvent un tribut important sur les recettes directement apportées par le thermo-climatisme. On a pu évaluer que les diverses taxes qui grèvent les exploitations thermales atteignent jusqu'à 60 % des recettes. Voici des chiffres donnant les résultats de quelques exercices pour la Société Générale des Eaux Minérales de Vittel :

	1938	1939	1945	1946
— Impôts et impositions . .	6.883	6.449	13.758	34.073
— Appointement et salaires	6.282	5.786	14.530	44.747
— Charges sociales	519	629	2.908	11.363
	(en milliers de francs)			

En regard de ces chiffres, les bénéfices pour 1946 se sont élevés à 2.832.000 francs. On peut juger que l'Etat et les collectivités publiques ont eu la part du lion.

D'autre part, le thermo-climatisme ayant, comme le tourisme, un rôle moteur pour quantité d'autres branches de l'activité nationale, il *augmente indirectement la matière imposable*. « Multipliant ainsi les faits générateurs d'impôts, production, consommation, circulation, il enrichit par là-même le budget de l'Etat et celui des collectivités secondaires d'un énorme contingent d'impôts et de taxes ». (1) :

Le rendement des impôts dans les stations thermales ou climatiques est très supérieur à ce qu'il est dans les autres villes de même importance. C'est ainsi que de 1903 à 1928, l'accroissement des impôts a été de 2.000 % pour La Bourboule et seulement de 150 % pour Riom, sous-préfecture dont cette station dépend.

En ce qui concerne le *trafic postal*, qui profite intégralement à l'Etat, on a pu calculer que son volume dans les stations passe durant la saison au triple et même au quintuple.

On peut donc penser que tout sacrifice consenti en faveur du thermo-climatisme, par l'intermédiaire de l'institution que nous préconisons, c'est-à-dire le Crédit Thermal, sera largement récupéré par l'Etat sous la forme de prélèvements fiscaux.

RESISTANCE A LA CRISE

Enfin il faut remarquer que le thermo-climatisme distribue ses bienfaits économiques d'une façon relativement régulière et constante.

C'est un élément de prospérité offrant à la crise une grande résistance. Alors que le tourisme est durement touché en période de dépression, le thermo-climatisme l'est moins et moins longtemps. Les dépenses pour la santé sont peu élastiques et doivent

(1) Mlle MONGINET : « Action collective en faveur du tourisme ». — Thèse, Bordeaux 1933.

devenir tout à fait stables avec la nouvelle organisation sociale. De plus le malade contribue lui-même à jouer un rôle de régulation : il retourne fidèlement faire des cures d'entretien dans la station qui l'a soulagé.

On ne saurait mieux faire que de reproduire ici les termes employés par M. BISSEAU, conseiller à la Cour des Comptes : « Le touriste, d'ordinaire, ne se croit pas malade, mais le malade qui « va aux eaux » est toujours en même temps un touriste, et un touriste souvent accompagné. Dans les années heureuses le développement donné au tourisme favorisera donc le thermalisme. Par contre, dans les années de crise, c'est le thermalisme qui soutiendra le tourisme, car le client est plus fidèle que le vagabond. On a constaté qu'en 1934, année de crise, le nombre des touristes américains avait diminué de 80 %, alors que la clientèle américaine des stations thermales ne subissait qu'une réduction de 25 %. Le thermalisme, a-t-on dit justement, fixe le tourisme. Et si l'on songe, avec Jules ROMAINS, que « l'homme bien portant n'est qu'un malade qui s'ignore », on admettra le caractère presque indéfiniment extensible du rôle propre du thermalisme. »

**

En CONCLUSION de ce chapitre, nous ferons observer tout l'intérêt que présente l'industrie thermo-climatique, dont la matière première essentielle est utilisée sur place et, la plupart du temps, sans aucune transformation.

L'eau de nos sources et les qualités de nos climats constituent pour notre pays des richesses naturelles inépuisables et par là même d'une valeur inestimable. De plus, nos eaux minérales se présentent souvent avec une telle abondance que leur utilisation n'est pas restreinte par le débit.

Ces fontaines et ces climats de santé n'ont rien coûté, ils font partie de notre patrimoine.

Mais aussi, leur valeur se perd si elle n'est pas exploitée. C'est le rôle de l'industrie thermo-climatique de faire naître une valeur économique de ces biens de la nature.

CHAPITRE II

ROLE DU THERMALISME ET DU CLIMATISME DANS LA TENUE DU CHANGE

DEFICIT DE NOTRE BALANCE DES COMPTES

Déjà avant cette dernière guerre, nos exportations vers l'étranger ne couvraient que les deux tiers de nos importations. On observait un *déficit chronique de notre balance commerciale*.

Au lendemain du conflit terriblement meurtrier que nous venons de subir, notre situation s'est aggravée. La France a des besoins immenses, pathologiques. C'est pour elle une nécessité vitale, sous peine de compromettre irrémédiablement la reconstruction et la vie même de la nation, que d'effectuer à l'étranger des achats massifs de matières premières et de produits manufacturés.

Depuis la Libération, nos importations se sont élevées à :

— 1945	55 milliards de francs.	
— 1946	234	»
— 1947	346	»
— 1948 (8 premiers mois) .	376	»

En contre-partie, nos recettes sont limitées, car, en dehors de nos vins et de certains articles de luxe dont nous sommes les fournisseurs traditionnels et qui ne représentent qu'un chiffre modeste, nous ne sommes à même d'exporter que des matières premières importées au préalable et œuvrées en France, c'est-à-dire notre travail. En outre, par suite du manque de ressources de nos éventuels acheteurs, l'encombrement des débouchés étrangers est croissant et peut aller pour certains produits jusqu'au point de saturation du marché.

Si bien que notre déficit commercial est colossal (132 milliards de francs en 1946).

*
**

Autrefois, nous arrivions presque à équilibrer notre balance des comptes en comblant le déficit de la balance des échanges « visibles » par les *exportations* « invisibles » : fret de nos navires, courtage international, revenu de nos capitaux placés à l'étranger, enfin tourisme.

Que pouvons-nous attendre aujourd'hui de ces différentes ressources ?

En ce qui concerne le *fret*, les destructions subies par notre Marine du fait de la guerre nous interdisent, dans un avenir immédiat, d'effectuer des transports maritimes pour les nations voisines. Malgré l'apport des bâtiments allemands et italiens au titre des réparations, nous ne serons peut-être même pas capables de transporter les produits qui nous sont destinés.

L'apport des *courtages d'assurances françaises* à l'étranger est également négligeable, pour le moment du moins.

Le *revenu actuel des capitaux* placés à l'étranger n'est pas, non plus, de nature à nous rassurer. Les ressources se sont considérablement amoindries, puisque les nécessités de l'heure nous conduisent peu à peu à réquisitionner les capitaux français à l'étranger.

De plus, un élément négatif pèse sur notre balance des comptes : la situation démographique française nous oblige à faire appel, d'une façon massive et suivie, à la *main-d'œuvre étrangère*. Ces travailleurs sont susceptibles d'envoyer dans leur pays les quelques économies qu'ils auront pu faire, transfert rendu, il est vrai, plus difficile par le contrôle des changes plus ou moins généralisé de par le monde depuis la dernière guerre.

*
**

La France pourrait-elle se permettre longtemps encore de solder entièrement, ou à peu près, le déficit de la balance commerciale à l'aide de l'or de la Banque de France ? Nous ne le pensons pas, car la France ne produit pour ainsi dire pas d'or et, depuis 1932, le stock de notre Institut d'Emission a subi une hémorragie grave et continue, comme nous allons le montrer :

— Décembre 1942	4.900 tonnes
— Octobre 1936	3.512 tonnes
— Juillet 1937	2.491 tonnes
— Novembre 1938	2.171 tonnes
— Février 1940	1.778 tonnes
— Décembre 1944	1.578 tonnes
— Décembre 1945	968 tonnes
— Mai 1946	707 tonnes
— Février 1947	618 tonnes
— Juillet 1947	484 tonnes

La France ne peut pas davantage compter sur des *devises étrangères*, car la plupart de nos avoirs liquides en monnaies fortes sont, d'ores et déjà, réquisitionnés. Il nous faudrait des dollars, mais, notre portefeuille en valeurs américaines est peu important, et le gouvernement fédéral Suisse se refuse à nous communiquer le moindre renseignement au sujet de nos avoirs en dollars en Suisse, évalués à peut-être un milliard de dollars.

L'aide intérimaire américaine récemment, le plan Marschall jusqu'en 1952, vont nous permettre de « vivre décemment » au point de vue économique, mais après ?...

ROLE DU TOURISME DANS L'APPORT DE DEVISES ETRANGERES

Nous avons passé sous silence un gros poste d'exportations invisibles qui nous était d'un grand secours avant guerre et qui, maintenant, peut et doit nous procurer d'importantes ressources : le tourisme.

L'importance du tourisme et son rôle à l'intérieur de la balance des comptes d'un Etat ne sont clairement et sainement apparus qu'après la guerre 1914-1918.

En effet, le tourisme n'avait auparavant, pas encore pris un grand essor international, et les budgets nationaux étaient équilibrés. En France, la balance commerciale se soldait par un déficit d'environ 1 milliard $1/2$ de francs (or), et les bénéfices de notre fret international, le revenu des capitaux que nous avions prêtés à l'étranger (la France était alors, derrière l'Angleterre, le deuxième prêteur du monde) suffisaient à équilibrer notre balance des comptes.

Les dépenses annuelles des touristes étrangers en France s'élevaient quand même à quelques 600 millions de francs de l'époque.

Le financement de la guerre 1914-1918, les dépenses des dures années qui suivirent, amenèrent rapidement le considérable déficit de notre balance commerciale. Dès lors le tourisme joua un rôle très brillant dans l'équilibre de la balance des comptes, constituant 33 % de nos exportations invisibles.

Voici deux tableaux montrant l'importance de ce mouvement de personnes et de capitaux. Les chiffres, bien que plusieurs soient approximatifs, permettent cependant d'en mesurer l'ordre de grandeur.

NOMBRE DES TOURISTES ETRANGERS EN FRANCE (1)

1923	=	1.200.000
1925	=	1.400.000
1927	=	1.500.000
1929	=	1.910.000
1931	=	1.540.000
1933	=	930.000
1935	=	390.000 (tension internationale).
1937	=	1.000.000 (année de l'Exposition).
1938	=	1.200.000
.....		
1946	=	500.000
1947	=	950.000
1948 (prévisions) ..	=	1.500.000 environ (excellente année - beaucoup d'américains et d'anglais).

(1) Chiffres empruntés jusqu'à 1938 à G. MATHIOT : « Le tourisme réceptif français ».

CONFRONTATION DE LA BALANCE COMMERCIALE ET DE LA BALANCE DU TOURISME (1)

ANNÉES	BALANCE COMMERCIALE	BALANCE DU TOURISME
	(en millions de francs 1928)	
1910	— 4.354	+ 3.022
1911	— 9.555	+ 3.008
1912	— 7.213	+ 2.894
1913	— 7.302	+ 3.571
1920	— 35.910	+ 2.220
1921	— 4.950	+ 2.800
1922	— 4.890	+ 3.000
1923	— 4.760	+ 4.000
1924	+ 400	+ 4.800
1925	— 1.560	+ 9.000
1926	— 2.483	+ 13.000
1927	+ 108	+ 6.000
1928	— 3.299	+ 7.500
1929	— 11.107	+ 10.000
1930	— 12.913	+ 8.500
1931	— 13.250	+ 6.000
1932	— 10.088	+ 2.500
1933	— 8.998	+ 3.000
1934	— 6.739	+ 2.500
1935	— 5.945	+ 750
1936	— 8.288	+ 846
1937	— 10.053	+ 1.300
1938	— 6.100	+ 1.550

(1) Tableau emprunté à G. MORTIER : « Le tourisme et l'économie nationale » et établi d'après les statistiques publiées par la Société des Nations.

Complétons ce tableau par les résultats de la balance commerciale depuis 1940 (en millions de francs au cours officiel).

1940	—	12.200
1941	—	9.100
1942	+	3.700
1943	+	21.300
1944	+	15.800
1945	—	43.500
1946	—	132.500
1947	—	133.500
1948	—	127.400

(8 premiers mois)

Les soldes créditeurs de la balance du tourisme tiennent évidemment compte de la déduction des sommes dépensées par les Français à l'étranger. Au total, c'est près de 90 milliards de francs nets que le tourisme a inscrit à l'actif de la balance des comptes de la France, dans la période de 1921 à 1938, soit un montant supérieur à l'encaisse de la Banque de France.

Notons au passage le tragique solde créditeur de la balance commerciale des années 1942, 1943 et 1944, durant lesquelles la France, privée de toute importation étrangère, devait diriger sur l'Allemagne de massifs envois de tous ordres, solde qui s'est traduit pour nous par des arriérés de clearing irreouvrables à jamais.

Depuis la libération, l'apport du tourisme a été faible au début :

1946	=	2.820 millions de francs
1947	=	7.400 millions de francs

Maintenant, le grand essor est commencé. La saison 1948 doit fournir 30 milliards de francs correspondant à des dollars et des livres principalement. Le plan Monnet escompte à partir de 1952 des ressources annuelles s'élevant à 450 millions de dollars.

PART INCOMBANT AU THERMO-CLIMATISME

Il est évidemment délicat de discriminer, dans le rôle joué par le tourisme sur le marché des changes, la portion exacte respectivement apportée par le thermo-climatisme et le tourisme à but extra-médical.

Il est toutefois possible de juger de l'apport en devises étrangères fourni par les curistes étrangers en effectuant des

sondages dans les *banques des grandes stations*; c'est ainsi qu'en 1937, à Aix-les-Bains, deux banques sur cinq, avaient recueilli dollars, livres, florins, couronnes suédoises, pour une valeur de cinquante millions de francs.

*
**

Nous avons vu d'autre part au chapitre précédent l'importance économique du thermo-climatisme. Or, les étrangers constituent une part importante de la clientèle. La proportion en est même croissante à l'heure actuelle. Voici des chiffres montrant la fréquentation de 42 stations thermales parmi les plus importantes :

Années	Nombre total des curistes	Nombre des curistes étrangers	Pour- centage
1937	276.504	25.082	9 %
1947	238.232	26.311	11 %

On peut même constater que la branche du tourisme constituée par le thermo-climatisme présente certains avantages sur le tourisme pur. Nous avons vu que la demande de soins est relativement peu élastique; elle résistera donc mieux à l'écrasement du niveau de vie des individus observé dans tous les pays. Il est intéressant de se placer sur le plan médical pour obtenir des devises.

D'ailleurs, il ne suffit pas de susciter chez nos clients éventuels le désir de venir se soigner dans nos stations, il faut encore que ceux-ci obtiennent de leur pays les devises nécessaires. Or, un certain nombre de pays limitant strictement les fonds accordés à leurs nationaux pour le tourisme à l'étranger, se montrent d'une bienveillance certaine vis-à-vis des voyages pour motif de santé, en particulier : les pays Scandinaves, l'Egypte, le Canada, la Grande-Bretagne, la Hollande.

*
**

Il faut aussi noter tout l'intérêt que présentent actuellement pour nous les ressources obtenues à l'aide du thermo-

climatisme : c'est un apport de devises effectué presque sans *perte de substance* en contre-partie pour nous. L'essentiel de ce que nous offrons au touriste étranger venu boire nos eaux ou respirer notre air existe à l'état naturel et ne demande que très peu de transformations. En ce qui concerne le thermalisme, la matière première essentielle, c'est-à-dire l'eau minérale, jaillit du sol même et peut être utilisée sur place, souvent telle qu'elle se présente. Les principaux frais sont constitués par l'aménagement des installations, l'entretien de l'outillage, le personnel et la publicité. Les seules matières premières utilisées sont donc des matériaux de construction, des aciers, de la fonte et, pour la robinetterie, des métaux non ferreux (cuivre, plomb, laiton, zinc, etc.). Si une partie devra en être importée, la valeur en sera faible par rapport à la richesse produite.

Si la matière première utilisée par le thermo-climatisme ne nous coûte rien par elle-même, sinon par sa mise en valeur, elle existe également en telle abondance que son exportation ne prive généralement aucun Français. Les moyens d'achat sur le marché international, obtenus sans sacrifice quant aux produits vendus, présentent un intérêt considérable dans une période de pénurie telle que toute exportation de biens, et même de services, commence presque toujours par appauvrir la Nation.

CHAPITRE III

ROLE SOCIAL DU THERMALISME ET DU CLIMATISME

L'action du thermo-climatisme sur la santé de la population n'est pas moins importante que son rôle dans l'économie générale ou dans la balance des comptes.

Les bienfaits procurés par les cures dans les stations thermales et climatiques sont maintenant prouvés scientifiquement.

L'action des *eaux minérales* sur l'organisme repose sur des bases cliniques certaines : dans toutes sortes de maladies, en tous temps, en tous lieux, les résultats des cures ont été et sont constatés. Le fait thermal, reconnu depuis la plus haute antiquité, est maintenant universellement utilisé.

Le rôle du *climat* est moins connu et son étude sort à peine de l'empirisme pour être sanctionné par la science. Pourtant son action semble évidente. Écoutons la déclaration d'un climatologue spécialisé : « le climat joue un rôle beaucoup plus considérable que d'aucuns semblent le croire. Qui prête attention, par exemple, à ce fait d'une rigueur physiologique et mathématique indiscutable, que l'air est le « matériau » le plus important parmi tous ceux dont nous avons besoin pour édifier le corps humain, l'entretenir et subsister ? L'homme absorbe, en poids, et chaque jour, dix fois plus d'air que de nourriture solide ou liquide. On devine par suite combien les échanges respiratoires pourront varier de valeur « nutritive » suivant la qualité de l'air inspiré » (1).

Si la climatologie est encore du domaine de l'empirisme, combien d'autres chapitres de la médecine en sont au même point... Si nous ne savons pas encore expliquer officiellement l'action de tel phénomène météorologique, du moins ne le

(1) Docteur Henri DIFFRÉ : Communication à la Société d'Hydrologie et de climatologie médicales de Paris. Séance du 17 mars 1947.

méprisons pas et sachons l'utiliser dans le soulagement de nos maux.

COUP D'ŒIL SUR LES FLEAUX SOCIAUX AUXQUELS LE THERMO-CLIMATISME EST SUSCEPTIBLE D'APPORTER REMEDE

1. — *Les maladies sociales grands fléaux sociaux* (1).

Les maladies grands fléaux sociaux qui relèvent de la crénoclimatothérapie sont : la tuberculose, le rhumatisme, la syphilis. Cette énumération est éloquente par elle-même. Nous nous proposons d'ajouter quelques développements montrant les bienfaits des cures crénoclimatiques.

a) *Tuberculose*

La tuberculose tue environ 90.000 français et en contamine environ 500.000 chaque année (2). La mortalité par la tuberculose a été en 1934 de 128 pour 10.000 habitants en France, proportion plus forte que dans beaucoup d'autres pays mais en nette régression grâce aux mesures prises.

Les cures climatiques et thermales ont leur rôle à jouer dans la lutte antituberculeuse.

Le traitement climatique de la tuberculose, tant pulmonaire qu'extra-pulmonaire, est la seule arme thérapeutique dont nous puissions disposer à l'heure actuelle. L'hydro-climatisme est également le grand moyen d'action dans les cures préventives.

b) *Rhumatisme*

Le rhumatisme est « l'ennemi social n° 10 » comme disent les Américains. Il a coûté en 1946, 17 millions de livres au Royaume Uni, qui ne possède pas comme nous de sources minérales propres à soulager cette affection.

Une enquête portant sur un groupement usinier de la région parisienne dont l'effectif du personnel comptait plus de mille ouvriers, fait ressortir une proportion de 12,72 % de l'affection rhumatismale sur l'ensemble des malades. Le rhumatisme

(1) Nous avons puisé la majeure partie de notre documentation pour ce paragraphe dans l'ouvrage du Docteur WIBROTTE : « Contribution à l'étude de l'hydro-climatisme social ».

(2) Professeur RIST : « La tuberculose ».

a été responsable de 11,8 % des arrêts totaux de maladie et de 13 % du total des indemnités maladies. L'enquête faite pendant les années 1934, 1935, 1936, semble représentative de l'ensemble de notre pays. On peut donc mesurer l'importance des dommages causés par le rhumatisme, indépendamment des pénibles douleurs occasionnées.

La crénothérapie est depuis fort longtemps utilisée dans la lutte anti-rhumatismale, que ce soit dans la goutte, dans les séquelles de rhumatisme articulaire aigu ou dans le rhumatisme articulaire chronique. La thérapeutique hydrominérale est complémentaire ou substitutive des autres thérapeutiques, toujours elle donne des résultats surprenants.

Le climatisme n'est pas ici un traitement à proprement parler, mais il conditionne les résultats de tous les traitements dont aucun ne saurait être efficient dans un climat défavorable.

c) *Syphilis*

La syphilis est un effroyable fléau social qui atteint l'homme en lui-même, la famille qu'elle dévaste et dote de dégénérés, la société dont elle accroît les charges.

D'après une statistique médicale, la syphilis atteindrait en France 10 % de la population. Elle enlèverait chaque année 140.000 vies humaines, par décès, avortement, morti-natalité.

On ne peut, hélas, par le seul moyen de la crénoclimatothérapie guérir la syphilis, comme il est possible de le faire pour la tuberculose et le rhumatisme. Si nous possédons des médicaments spécifiques, plus ou moins toxiques, leur action ne se manifeste que par l'intermédiaire de l'organisme et du « terrain » qu'il comporte. « La crénothérapie paraît fort utile pour permettre de bien supporter cette toxicité, et au besoin, pour agir sur le terrain auquel on demande l'effort nécessaire à la guérison clinique et sérologique. La crénoclimatothérapie paraît en outre susceptible d'agir d'une façon intéressante pour des facteurs nombreux et complexes : chaleur, action de la peau, soufre, etc... Quant au climatisme, il semble faire partie des règles d'hygiène indispensable au syphilitique et l'aider, d'une manière générale, à bien supporter le traitement » (1).

La crénoclimatothérapie joue un rôle important dans le traitement des complications viscérales de la syphilis. Son indication est formelle dans la syphilis héréditaire par son action sur

(1) Dr. WIBROTTE : « Contribution à l'étude de l'hydro-climatisme social ».

certains troubles non spécifiques mais découlant de l'intoxication spécifique de l'enfant.

2. — *Conséquences de la vie dans les villes tentaculaires.*

Il est d'autres méfaits à portée sociale auxquels le thermoclimatisme apporte remède. Nous voulons parler de l'effet anémiant des conditions de vie dans une économie capitaliste entraînant le séjour dans des agglomérations urbaines et un travail trop souvent dangereux pour la santé de l'ouvrier. « Dans notre époque moderne une proportion de plus en plus grande de notre population devient malade du fait de la profession ou des courants de foule. L'usine, l'atelier, le bureau, aussi bien que les longs transports en commun, les cinémas et les théâtres sont sources de danger pour la santé des individus. Le séjour dans les *villes tentaculaires* où se concentre plus de 50 % de la population française, est mal toléré par nombre d'organismes. Or, à cette *pathologie urbaine* connaît-on un antidote plus souverain que les cures thermales et climatiques ? » (1).

Les nouvelles conditions de vie ont répandu un état d'être pathologique, observé chez ceux qu'on a appelé les « *inadaptés urbains* ». Ces soi-disant bien portants sont anémiés par le manque d'aération qui caractérise leur vie tout entière.

Les maux causés par une atmosphère confinée sont aggravés par l'effet débilitant du travail journalier. Les administrations, tant publiques que privées, emploient un nombre croissant d'hommes et de femmes qui sont tenus de ce fait à rester de longues heures immobiles; cette sédentarité ne réussit pas à certains organismes. Les femmes en particulier, dont un nombre croissant est obligé d'apporter au ménage l'appoint de leur salaire, supportent mal le travail hors de leur foyer.

Les terribles années de guerre et d'occupation ont aggravé les maux inhérents à notre civilisation. Des difficultés de tous ordres ont pesé sur chacun. Le manque de nourriture joint à un chauffage souvent inexistant a fait naître des troubles de carence. Maintenant la convalescence est commencée mais nous restons affaiblis.

3. — *Maladies professionnelles.*

Selon le professeur MARTIN, « la maladie professionnelle est la maladie créée de toute pièce par un travail déterminé ou les conditions dans lesquelles ce travail est effectué. »

(1) L. JUSTIN-BESANÇON et Ch. DEBRAY.

En France, nous ne semblons pas posséder de statistique d'ensemble parfaite. Il est néanmoins certain que les maladies professionnelles sont la cause fréquente de morbidité et de mortalité.

Malgré les précautions prises, certaines professions restent nuisibles à ceux qui sont tenus de s'y employer. L'élément primordial est souvent le « terrain » : tel ouvrier est atteint à des doses inoffensives pour un autre.

La crénoclimatothérapie aurait une action préventive bien-faisante.

La maladie professionnelle chronique une fois déclarée relève de la cure thermo-climatique. En effet, si certains produits (mercure, plomb, bismuth) occasionnent des troubles individualisés ayant une thérapeutique assez active (traitement par le soufre), d'autres, les plus nombreux, n'ont pas de traitement propre. La thérapeutique se borne alors à faciliter la désintoxication par le repos, par un régime hypotoxique et diurétique. Or, l'action anti-toxique générale de nos stations thermales est depuis longtemps connue et éprouvée.

De plus, la crénothérapie s'impose par une action spécifique dans les cas où la minéralisation de l'eau l'indique comme anti-toxique spécifique et dans les cas où un organe ou une fonction ont été sélectivement touchés.

4. — *Accidents du travail, séquelles de blessures de guerre et de traumatismes de toute nature.*

A côté de ces lésions fonctionnelles, il y a aussi les *lésions locales* causées par les accidents du travail. Il y a eu en France en 1930, 1.180.000 accidents du travail dont la moitié sont constitués par des lésions des doigts et des mains. Ces traumatismes sont soignés par les eaux minérales avec des résultats suggestifs, en particulier certaines fractures. Les cures doivent être poursuivies pendant quatre à six semaines.

Les mêmes résultats sont obtenus pour les séquelles des blessures de guerre. A cet effet, des hôpitaux thermaux militaires ont été organisés de longue date.

5. — *Maladies coloniales et leurs séquelles.*

Tout colonial rentrant en France, même avec une apparente bonne santé est justiciable d'une cure hydro-climatique. L'Européen transplanté sous les tropiques a été soumis aux influences d'un climat nouveau auquel son organisme a plus ou moins de mal à s'adapter.

La météoropathologie coloniale est riche en exemples : maladies climatiques, gros foie « a calore », troubles psychiques. et aussi affections parasitaires et microbiennes.

Tous ces troubles sont tributaires de l'action compensatrice de nos meilleurs climats et de nos eaux thermales. Il s'agit de rendre largement à un organisme ce dont il a pendant longtemps été privé.

Du reste l'affluence des coloniaux dans nos stations est la preuve de leur efficacité.

6. — *Maladies chroniques.*

La cure thermique et climatique est le traitement par excellence des *petites affections chroniques* et des séquelles des *maladies aiguës*. C'est là, avec son action préventive, son domaine essentiel.

Toutes les maladies chroniques ou susceptibles de le devenir, qu'elles affectent les appareils respiratoires, circulatoires, digestif, urinaire, génital ou locomoteur, le système nerveux, la nutrition ou la peau, ou qu'elles soient la conséquence des grandes diathèses, sont justiciables de la thérapeutique thermique. Il s'agit, en effet, non de traiter la lésion elle-même, mais aussi de modifier les diathèses en agissant sur l'ensemble de la nutrition.

C'est également sur les maladies chroniques que l'action du climat se fait le mieux sentir. « Depuis longtemps on a reconnu les modifications profondes qu'un simple changement de climat peut entraîner dans un organisme sain, les réactions salutaires qu'il provoque dans un organisme malade. Mais c'est principalement depuis quelques années que s'est développée et élargie la climatothérapie, à tel point qu'elle apparaît, actuellement, comme un des facteurs les plus puissants dont nous disposons dans les maladies chroniques » (1).

7. — *Incidence particulière sur l'enfance.*

Les jeunes, plus sensibles à toute atteinte, réagissent aussi merveilleusement à la thérapeutique thermique et climatique.

La cure climatique doit être avant tout *préventive* de façon à renforcer les moyens de défense des organismes lorsqu'ils sont bien portants et de les rendre ainsi plus résistants aux contagions éventuelles. « La thérapeutique infantile consacre le

(1) Professeurs CARNOT et VILLARET.

triomphe du climatisme car aucun âge de la vie ne réclame avec une pareille urgence, la synthèse de ces deux éléments fondamentaux indispensables à la croissance de tout être : l'air et la lumière » (1).

D'autre part l'enfance est sans défense contre les *hérédités* défectueuses. Les cures hydro-climatiques constituent le traitement indispensable, ou le complément d'une thérapeutique spécifique.

Les enfants sortant d'affections anergissantes sont également tributaires d'une cure climatique de convalescence. La *primo-infection tuberculeuse* doit être traitée comme une véritable maladie et bénéficier de la créno-climatothérapie.

Enfin la thérapeutique thermique peut être curative d'affections en évoluton, en particulier celles des *voies respiratoires* si fréquentes chez les enfants, pour lesquelles les stations spécialisées font merveille.

Il vaut certes la peine de se pencher sur l'enfance « trésor de la nation ».

ACTION SUR LE POTENTIEL HUMAIN DE LA NATION

Du développement du thermalisme et du climatisme, que nous souhaitons ardemment, nous espérons les bienfaits les plus grands pour la Nation. Nous pensons que, par cette voie, la France verra *s'accroître son potentiel de travail*. Chaque fois qu'un malade est guéri, c'est un ouvrier ou un employé récupéré : nous sommes persuadé qu'une application généralisée des cures thermales donnerait à la Nation des années de travail et que tous les frais investis dans le traitement seraient largement retrouvés dans la production fournie par les anciens curistes.

On peut en tout cas penser que la cure thermo-climatique représente en définitive une *économie* en comparaison des frais de visites médicales, soins, médicaments, qui peuvent résulter de l'absence d'une telle thérapeutique. Des enquêtes pourraient être faites par les médecins inspecteurs des Caisses de Sécurité Sociale; il serait intéressant de pouvoir déterminer les avantages ainsi acquis dans la santé du malade. Il faut toutefois tenir compte du fait qu'une seule cure thermique n'est en général

(1) Docteurs Robert DEBRE et Etienne CHABROL.

qu'une épreuve et que les résultats consolidés le sont le plus souvent après plusieurs cures consécutives.

Il est, de plus, possible *d'améliorer* considérablement le *rendement des travailleurs* en les maintenant en parfait état de santé. L'action préventive des cures thermales et climatiques se traduit par un meilleur équilibre physique et une résistivité accrue aux maladies. Le thermo-climatisme est un merveilleux instrument de régénération pour des organismes simplement fatigués par les dures conditions de vie que nous sommes obligés de subir. Il faut en faire une assurance-santé, en même temps qu'une assurance-maladie. Le résultat final est, encore une fois, un gain pour l'économie nationale.

Après un certain temps d'application des cures thermales et climatiques généralisées, on est en droit de s'attendre à une *amélioration de la race*. L'action sur l'enfance se fait rapidement sentir ; les soins précoces enrayent les affections trop fréquentes chez les jeunes organismes et préparent une génération saine et vigoureuse. L'effet bienfaisant du thermo-climatisme se produit au second degré par l'intermédiaire des adultes, futurs parents d'enfants robustes et bien constitués.

Indirectement, on peut dire que le thermo-climatisme agit sur la *situation démographique*, si alarmante à l'heure actuelle en France. Notre pays, déjà nettement en dessous de son « optimum de population » en 1939, sort du récent conflit appauvri de 1 million 1/2 d'habitants. Or, le « taux net de reproduction ou de remplacement » est actuellement tombé en dessous de l'unité en France (comme d'ailleurs dans la plupart des pays dits occidentaux). Trois leviers de commandes peuvent agir sur la situation démographique : l'immigration, inéluctable pour nous mais très coûteuse; la natalité, en net progrès; enfin la mortalité. L'hygiène générale, la médecine thermique, la cure climatique doivent pouvoir abaisser d'une façon sensible la surmortalité française.

*
**

Les conséquences majeures d'une politique thermo-climatique rationnelle militent en faveur de la dotation d'un crédit spécial dont la rentabilité semble assurée dans le seul domaine social.

On peut dire que le thermalisme et le climatisme se présentent pour la France comme un besoin, au même titre que les biens de consommation, dont nous manquons tant, ou l'énergie.

CHAPITRE IV

PROBLÈME DE LA NATIONALISATION DES RICHESSES THERMALES

L'importance du thermo-climatisme que nous avons tenté de montrer a suscité, du moins au sujet du thermalisme, des menaces de nationalisation.

« Dans tous les temps, à toutes les époques, il est des modes : la mode d'aujourd'hui, ce sont les nationalisations.

« D'où provient cette mode, de quel courant d'idées procède-t-elle ? Des théories dont BABEUF fut, à la fin du XVIII^e siècle, le précurseur, et qui eurent, au XIX^e siècle en KARL MARX, leur prophète. Lentement, à la fin du siècle dernier, et au début de ce siècle, on voit sourdre ces théories, puis, tout à coup, après la guerre 1914-1918, celles-ci prennent une énorme ampleur. Et la victoire des armées soviétiques auréole ces doctrines aux yeux des masses d'un immense prestige.

« Comme toutes les religions, le marxisme puise son indiscutable dynamisme dans une sorte de mystique. Mystique d'un progrès indéfini et illimité très matérialiste et assez indéterminé, où la collectivité est tout, et l'individu fort peu de chose. En somme, une religion économique à forme très panthéiste » (1).

EXAMEN DES PROJETS DE NATIONALISATION OU D'ETATISATION DES RESSOURCES THERMALES

Les partis communiste et socialiste ont déposé successivement, sur le bureau de l'Assemblée Nationale deux propositions

(1) DE RINCQUESEN : « Réflexion sur les nationalisations ». Revue politique et parlementaire, n° du 10 février 1946.

de loi tendant l'une à la nationalisation, l'autre à l'étatisation des ressources thermales; proposition de loi n° 444 déposée le 2 Juin 1946 par M. VEDRINES et ses collègues du Groupe communiste et proposition de loi n° 584 déposée le 14 Février 1947 par M. SEGELLE, ancien ministre de la Santé Publique, et les membres du groupe S.F.I.O.

1. — *Proposition Vedrines.*

La proposition communiste a pour objet la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation (essentiellement la Compagnie Fermière de Vichy) et la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés privées. Le projet de réforme ne s'applique pas aux exploitations thermales appartenant aux départements et aux communes.

Les droits acquis seraient sauvegardés. Les auteurs prévoient l'indemnisation intégrale des actionnaires des sociétés privées, les actions devant être proportionnellement transformées en obligations à 3 % avec un supplément d'intérêt éventuel de 0,25 sur les bénéfices d'exploitation.

Le domaine thermal de l'Etat ainsi constitué serait exploité par un organisme dénommé « Régie autonome du domaine thermal de l'Etat » destiné à coordonner le développement d'ensemble du domaine thermal de l'Etat et à maintenir son unité. Pour éviter la centralisation, l'exploitation se ferait localement par l'intermédiaire des « Régies autonomes de bassins thermaux », soumises aux règles commerciales et financières en usage dans les sociétés privées, tenues d'équilibrer leur budget et intéressées à réaliser des bénéfices.

La Régie autonome du domaine thermal de l'Etat serait gérée par un conseil d'administration composée de 18 membres nommés par décret pris en conseil des Ministres et comprenant 6 représentants de l'Etat, (émanant des Ministères de la Santé Publique, des Finances, de l'Economie Nationale, de la Production Industrielle et de l'Agriculture), 6 représentants des intérêts économiques (corps médical, industrie hôtelière et touristique, collectivités locales, caisses de sécurité sociale), 6 représentants du personnel.

Chaque Régie autonome de bassin thermal serait gérée par un conseil d'administration composé de 24 membres nommés par décret sur proposition du Ministre de la Santé Publique et comprenant : 6 représentants de la Régie autonome du domaine thermal de l'Etat (choisis parmi le corps médical et les techni-

ciens), 6 représentants du personnel, 12 représentants des intérêts économiques locaux (départements et communes, chambres de commerce, établissements publics de santé, caisses de sécurité sociale).

La gestion des conseils d'administration des Régies de bassins thermaux serait vérifiée et contrôlée par la Chambre des Comptes, créée par l'article 29 de la loi du 8 Avril 1946 sur la nationalisation du Gaz et de l'Electricité.

Pour financer le plan d'ensemble, le projet prévoit la création d'un *fond national du thermalisme*; nous parlerons de son fonctionnement dans la partie de notre étude directement consacrée au crédit thermal.

2. — Proposition Segelle.

La proposition SEGELLE a pour objet l'étatisation des sources d'eaux minérales. Les auteurs du projet assimilent les sources d'eaux minérales aux *produits du sous-sol*, gouvernés par la loi du 21 Avril 1810. L'article 1^{er} affirme, en conséquence, que toutes les sources d'eaux minérales existant sur le territoire français sont propriété de l'Etat. Ce droit étant différé, la propriété des eaux ne donnerait lieu à *aucune indemnité* à ceux qui « se considèrent » actuellement comme les propriétaires. Les exploitants en exercice seraient de droit maintenus *concessionnaires* à titre gratuit pour une durée de 30 ans. Les bâtiments d'exploitation et leurs annexes resteraient propriété privée.

Une procédure de *déchéance* est prévue au cas où les exploitants compromettraient la conservation des eaux ou ne satisferaient pas aux besoins de la santé publique. Une indemnité serait alors versée aux propriétaires des établissements, sous forme d'obligations à 3 %.

Le contrôle de l'Etat s'exercerait par l'intermédiaire des bureaux d'hygiène institués par la loi du 15 février 1902 sur l'Hygiène Publique, dont l'application devrait être étendue à toutes les stations classées. Ces bureaux d'hygiène seraient groupés en *bureaux inter-stations*, organismes uniques par grandes régions thermales.

Il serait créé dans chaque station une *commission consultative thermale* nommée par le Ministre de la Santé Publique et représentant les diverses activités de la station. Cette commission donnerait son avis sur les programmes d'assainissement, d'embellissement, de développement de la station, de transformation ou d'agrandissement des établissements thermaux. En

somme sa composition et ses fonctions seraient les mêmes que celles des actuelles chambres d'industrie thermique et climatique.

En contre partie de son droit de regard l'Etat prendrait à sa charge le financement des dépenses nécessaires pour équiper nos stations. Le projet prévoit la création d'une *Caisse de Crédit Thermal*. C'est la partie la plus intéressante; nous y reviendrons. Cette caisse serait également chargée d'assurer le service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises en paiement des indemnités versées aux propriétaires déchus pour mauvaise exploitation.

RAISONS MILITANT CONTRE LE PRINCIPE DE LA NATIONALISATION OU DE L'ÉTATISATION EN MATIÈRE THERMALE ET CLIMATIQUE

Après avoir donné un aperçu des projets d'origine marxistes, nous voudrions maintenant discuter le principe même de la nationalisation. Personnellement, nous n'en sommes pas partisan.

1. — *Considérations juridiques.*

Des considérations juridiques s'opposent à toute nationalisation ou étatisation des eaux minérales. D'après la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, dont les principes n'ont pas encore été abrogés bien que méconnus par les lois sur les nationalisations des charbonnages et de l'électricité, « la propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige évidemment sous la condition d'une juste et préalable indemnité ».

Or, la loi du 14 Juillet 1856 apporte la preuve incontestable de la légitimité de la possession des sources thermales par les particuliers. Il est impossible de trouver un argument contraire dans la loi du 21 Avril 1810, sur les mines, minières et carrières, car cette loi est limitative et passe sous silence les eaux qui jaillissent spontanément ou par forage à la surface du sol.

Toute expropriation doit donc être accompagnée d'une *juste et préalable indemnité*. Cette condition est totalement méconnue par le projet socialiste qui dépouille purement et simplement

les propriétaires de sources d'eaux minérales. La proposition communiste est plus franche...

De plus, l'expropriation n'est possible que dans *l'intérêt public*, c'est-à-dire selon la loi du 14 juillet 1856, en cas d'exploitation susceptible de compromettre la conservation de la source ou ne satisfaisant point aux besoins de la santé publique.

Pour justifier la nationalisation ou l'étatisation des ressources thermales, les auteurs des projets ont invoqué les besoins de la Santé Publique. Ils semblent aussi avoir voulu empêcher la constitution de monopoles de fait. Nous ne croyons pas que le régime d'exploitation privée, qui est actuellement celui de centres thermaux importants, soit contraire à ces deux objectifs.

2. — *Besoins de la Santé Publique.*

En ce qui concerne la satisfaction des besoins de la santé publique une exploitation optima de nos richesses thermales et climatiques est certes à rechercher. Mais nous ne pensons pas que les insuffisances que l'on peut malheureusement observer dans quelques stations déshéritées soient dûes à une incapacité des exploitants, mais bien plutôt à un manque de ressources financières. D'ailleurs certaines carences ne sont pas exclusives aux entreprises privées.

On peut sans doute constater la perfection des installations de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, exploité en régie directe par l'Etat. Mais ce privilège ne lui est pas réservé : il n'est pas supérieur, au point de vue de l'organisation et des soins donnés, aux établissements des stations d'importance comparable, telles que Vittel, Evian, Vichy, Luchon, Bagnoles-de-l'Orne, par exemple.

Ces mêmes stations ont dû développer, parallèlement aux installations thérapeutiques, des annexes destinées aux distractions (casinos, théâtres, parcs, terrains de sports, etc.). Mais il serait de mauvaise foi d'affirmer que les premières ont été sacrifiées aux secondes. Au contraire, les aménagements susceptibles d'attirer et de retenir la clientèle cosmopolite, qu'il faut souhaiter à nos villes d'eaux, sont à encourager, à partir du moment où l'équipement sanitaire est satisfaisant.

3. — *Monopole de fait.*

Le deuxième argument que l'on peut soutenir en faveur d'une nationalisation en matière thermique serait d'invoquer un monopole de fait intolérable dans un domaine aussi vital. Il

est inexact d'affirmer l'existence d'un tel monopole. Il est très fréquent que dans une même station des sources aux propriétés voisines soient exploitées par des entreprises concurrentes. On dira que certains exploitants ont pris une telle extension qu'ils ont plus ou moins éclipsé les autres. Mais il en est ainsi dans tous les domaines où s'exerce la concurrence. D'ailleurs l'intérêt général est appelé à profiter du développement de grands établissements parfaitement installés et exploités conformément aux données les plus récentes de la thérapeutique et du progrès médical.

Quoiqu'il en soit, la France est extrêmement riche en sources de composition variées. Certains types d'eaux minérales sont relativement assez répandus et ne peuvent donc être monopolisés par un exploitant unique. Certaines sources, notamment des sources froides, peu minéralisées, doivent leur notoriété internationale, moins à leur rareté, qu'aux installations thérapeutiques et autres édifiées grâce à l'initiative souvent hardie, à l'énergie et aux sacrifices de leurs fondateurs et animateurs.

Ces derniers ont, à leurs risques et périls, investi, avant même de pouvoir escompter un bénéfice quelconque, des sommes considérables dans des travaux et dépenses de propagande pour constituer l'ensemble coûteux et complexe qu'est une station thermale. Serait-il juste de les dépouiller maintenant de tout le profit ?

D'ailleurs il ne faut pas se leurrer sur l'importance des bénéfices réalisés par les exploitants de sources. Une nationalisation ne représenterait pas un apport financier pour l'Etat. Loin de profiter de bénéfices scandaleux au détriment des malades, les sociétés d'exploitation thermale sont écrasées par les charges. Il serait plutôt urgent de créer en leur faveur un organisme distributeur de crédit.

4. — *Considérations économiques.*

Les auteurs des projets de nationalisation se sont encore appuyés sur l'importance économique du thermalisme, en particulier pour son apport de devises étrangères. Or, il nous semble au contraire que *l'industrie thermale, par sa nature même, s'oppose au principe de la nationalisation*. C'est en effet une industrie complexe, se présentant sous des formes très diverses suivant la qualité des eaux, une industrie mouvante, obligée d'être en constante évolution pour répondre aux innovations médicales et thérapeutiques, une industrie coûteuse, devant compor-

ter des annexes dispendieuses affectées à l'hébergement et à la distraction des curistes. C'est pourquoi un régime trop rigide ne saurait apporter un résultat à la fois équitable et conforme à l'intérêt général.

L'étatisation des sources d'eaux minérales seules serait également préjudiciable. Les charges considérables que nous venons d'énumérer, qui proviennent tant des installations thérapeutiques que des annexes, sont, comme nous le verrons plus loin, compensées pour un grand nombre de nos stations thermales parmi les plus importantes par la *vente en bouteilles* des eaux minérales. Cette unique ressource serait mise à la discrétion de l'Etat dans l'hypothèse de prise de possession des sources par ce dernier.

Cette prise de possession des sources par l'Etat, les bâtiments d'exploitation restant la propriété de leurs actuels possesseurs aboutirait d'ailleurs à une situation insoutenable. Les deux éléments sont inséparables et représentent, indépendamment l'un de l'autre, une valeur fictive parce qu'inexploitable. « La dualité de propriété et d'intérêts ainsi créée entre deux entités liées à un sort commun, qui ne pourraient vivre et prospérer qu'en s'appuyant l'une sur l'autre, n'est pas conforme au principe de l'unité de direction, de la cohésion des efforts dans une même entreprise, en dehors de laquelle il n'est pas de succès possible. » (1).

RESULTATS DE LA GESTION PAR L'ETAT DE L'ETABLISSEMENT THERMAL D'AIX-LES-BAINS, EN PARTICULIER, ET DES ENTREPRISES NATIONALISEES, EN GENERAL

Il nous semble intéressant d'examiner la gestion de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, possédé et exploité directement par l'Etat depuis 1860. La situation s'y présente donc comme dans une entreprise nationalisée.

Les recettes sont encaissées par le Trésor; les dépenses sont effectuées par le canal du Ministère de la Santé Publique. Or, *l'exploitation est toujours déficitaire*, comme le montrent les quelques chiffres ci-après :

(1) Dr. BOULOMMIE, Président de la Société Générale des Eaux Minérales de Vittel.

Années	Recettes	Dépenses	Excédent de Dépenses
1935	1.325.774	2.394.857	1.069.083
1936	1.367.923	2.621.443	1.253.520
1946	20.332.549	21.812.072	1.479.522
(Les exercices 1947 et 1948 ont réussi à annuler l'excédent des dépenses).			

Il faut remarquer que le déficit d'exploitation est en réalité beaucoup plus important que ce tableau des recettes et des dépenses ne semble l'indiquer. En effet, le résultat de l'exploitation ne se lit pas comme dans un bilan normal établi suivant les règles en vigueur dans les entreprises privées. Le budget d'exploitation de l'Etablissement d'Etat n'établit pas de compte de profits et pertes qui, seul, permettrait de connaître la situation exacte de l'affaire.

En 1932, l'établissement a bénéficié d'un crédit de 35 millions de francs qui ont permis de construire les nouveaux thermes. Or, il ne paye ni l'intérêt, ni l'amortissement de ses immobilisations et ne constitue pas de provisions pour entretiens, améliorations, aménagements, etc..., ces dépenses étant prises en charge par le budget de l'Etat.

Ajoutons que l'établissement ne paie comme impôt que la contribution foncière et la patente (cette dernière depuis 1942 seulement). Il est exonéré des taxes sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les dépenses diverses peuvent, par comparaison avec des établissements similaires, être évaluées à six millions. Si l'établissement d'Etat d'Aix-les-Bains présentait un budget normal dans les mêmes conditions que les établissements privés, le déficit d'exploitation pour l'année 1946 serait de 7 millions et demi.

L'exemple de l'établissement d'Etat d'Aix-les-Bains, (dont la bonne gestion n'est nullement en cause), affaire à caractère essentiellement commercial, ne milite pas en faveur de la généralisation d'un régime de nationalisation, quelles qu'en soient ses modalités, substitué à celui de l'entreprise privée

sous la surveillance et le contrôle de l'Etat. Il semble que nous ayons là la démonstration d'une sorte d'impuissance française à faire prospérer une entreprise d'Etat.

Voyons si en d'autres domaines, les nationalisations récentes ont donné de meilleurs résultats.

*
**

Sur le plan économique pur, la gestion des entreprises nationalisées est onéreuse, sinon profondément déficitaire, malgré le facteur favorable que constitue la hausse du prix des produits élaborés. Mais pas une usine nationalisée n'a pu mettre au point son compte pertes et profits comme une entreprise privée. On a enflé les effectifs, pulvérisé la responsabilité. Les résultats, hélas, sont là pour nous indiquer les conséquences.

Les insuffisances des indemnités allouées aux anciens actionnaires (insuffisance douloureusement aggravée par la chute du franc), et la crainte de voir s'étendre le rayon étatisé ont atteint l'esprit d'épargne français.

L'Etat a certes pu supprimer, en les nationalisant, d'importantes affaires privées (qui étaient d'ailleurs florissantes, fabriquaient à bon marché, payaient de lourds impôts) dont la pesée sur certains secteurs de l'économie française était effective, mais il a perdu dans les conflits sociaux récents la position d'arbitre qui lui assurait une supériorité morale et une liberté vraiment irremplaçables.

Reconnaissons-le, les nationalisations françaises (nous insistons sur le mot françaises) paraissent avoir finalement échoué dans leurs buts légitimes d'assurer l'indépendance de l'Etat, l'amélioration des rapports sociaux, l'accroissement d'une production à bon marché et l'orientation de l'activité vers les secteurs de l'économie française les plus urgents.

CONTROLE DESIRABLE DE LA PART DE L'ETAT

Si nous sommes hostile au principe de la nationalisation, et spécialement en matière thermique, nous ne demandons pas que l'Etat se désintéresse d'une industrie qui importe à la fois à la Santé Publique et à l'Economie Nationale. Au contraire, nous croyons que l'Etat a, dans le cadre du thermo-climatisme, un rôle supérieur à remplir.

« Mais son action ne sera utile et efficace que s'il se borne à orienter, animer et, au besoin, aider cette industrie à perfec-

tionner et développer ses installations thérapeutiques et leurs indispensables annexes. Quant aux organismes chargés du contrôle des stations, et éventuellement de l'exécution des dispositions légales les concernant, il est à souhaiter qu'ils allient à la compétence le minimum de formalisme et ne se traduisent pas par un dirigisme étroit et stérilisant » (1).

*
**

L'intervention de l'Etat se justifie sans faire appel à la notion de domanialité, comme dans le cas d'une nationalisation, mais par un *droit de police* dont on trouve des exemples dans toutes les branches de l'activité humaine, en vue de protéger un intérêt général.

Ce droit de police administrative est renforcé par le caractère d'utilité publique du thermo-climatisme. L'établissement thermal ou de cure se rapproche du *Service Public* en ce sens que son activité résulte d'un *besoin collectif* : la Santé Publique. C'est pourquoi la puissance publique est fondée à intervenir en entourant l'exploitation thermique et climatique de *servitudes d'utilité publique*. On aboutit ainsi à la conception de « *propriété fonction sociale* » qui respecte les intérêts privés des exploitants et protège les besoins de la Santé Publique.

*
**

En ce qui concerne les stations hydro-minérales, la fonction thermique tire toute sa puissance des sources. Il faut réglementer l'exploitation d'un potentiel important au premier chef pour la vie de la nation. A cet effet, une *surveillance* s'exerce sur l'eau minérale elle-même et sur les établissements thermaux. surveillance assortie de sanctions.

1. — *Formalités préalables à la mise en exploitation des sources d'eau minérale et surveillance subséquente.*

Le contrôle des sources est effectué lors de la mise en exploitation et se poursuit pour garantir la conformité aux conditions initiales :

(1) Dr. BOULOMMIE.

a) *Autorisation d'exploitation*

Aucune source d'eau minérale ne peut être exploitée sans une *autorisation préalable accordée par le Ministre de la Santé Publique* (ordonnance royale du 18 juin 1823, modifiée par décret du 30 avril 1930).

Le *captage* et l'*aménagement* de la source sont effectués ou complétés sous le contrôle et la surveillance du *Service des Mines*. Il est alors procédé à diverses mesures et constatations d'ordre scientifique par l'ingénieur des mines et à une analyse physique, chimique et bactériologique par un laboratoire public agréé. Le dossier est transmis au ministre chargé de l'hygiène qui statue, après avis de l'Académie de Médecine et de l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie. L'arrêté d'autorisation peut imposer certains travaux qui seront contrôlés.

Ces formalités minutieuses donnent donc aux usagers d'eaux minérales, dès le captage, le maximum de garantie et de documentation scientifique.

b) *Déclaration d'intérêt public*

L'autorisation d'exploitation peut être complétée par la déclaration d'intérêt publique (loi du 14 juillet 1956, modifiée par décret du 30 avril 1930). La déclaration d'intérêt public est faite par *décret du chef de l'Etat délibéré en Conseil d'Etat*, après avis du Conseil général des mines, de l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie, du Conseil Supérieur d'Hygiène, de l'Académie de Médecine et de la Commission permanente des stations hydro-minérales et climatiques de France. La déclaration d'intérêt public est actuellement accordée aux seuls propriétaires qui en font la demande.

Nous estimons que l'*obligation* de la provoquer devrait être inscrite dans un texte de loi. En cas de carence des propriétaires des sources la demande serait formulée par la Commission Permanente des stations hydro-minérales et climatiques fonctionnant près le Ministère de la Santé Publique.

c) *Périmètre de protection*

En effet la déclaration d'intérêt public consacre l'*affectation de la source au service de la Santé Publique*. Selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, elle est accompagnée de la fixation d'un périmètre de protection. Le périmètre de protection a pour but d'assurer la conservation de la source en la défendant contre les tentatives de détournements dont elle

pourrait être l'objet. Il donne à la source qui en est munie le bénéfice total des mesures de protection établies par la loi du 14 juillet 1856.

**

Il ne suffit pas d'édicter des mesures de contrôle des eaux minérales applicables lors de la mise en exploitation, il faut que la surveillance dure tant que l'intérêt des malades l'exige. La surveillance des sources autorisées est exercée par le *service des mines*, pour tout ce qui touche leur conservation, leur aménagement jusqu'aux réservoirs généraux et, en cas de livraison en bouteilles, jusqu'aux installations d'embouteillage inclusivement; au delà, la distribution et l'emploi des eaux sont surveillés par le *Conseil départemental d'hygiène et l'Inspecteur départemental d'hygiène* et peuvent l'être également par l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie.

Certaines prescriptions sont imposées pour faciliter la surveillance. Une analyse bactériologique des eaux doit être effectuée au moins deux fois par an. Des travaux peuvent être, le cas échéant, ordonnés par l'administration.

2. — Surveillance des établissements thermaux

Il nous semblerait utile de renforcer la surveillance de la distribution et de l'emploi des eaux une fois celles-ci amenées dans les réservoirs généraux, c'est-à-dire, en plus du contrôle des sources par le service des Mines, de réorganiser un *contrôle technique administratif des établissements thermaux*.

Ce contrôle était autrefois assuré par les *médecins inspecteurs des thermes*, institués par le décret du 28 janvier 1860, pris en application de la loi du 14 juillet 1856; mais cette institution, excellente en son principe avait été rendue inopérante par suite de la suppression par la loi du 12 février 1883 de toute rétribution allouée pour cet emploi, soit de la part de l'Etat, soit de la part des propriétaires des établissements. Le décret du 30 avril 1930 est venu combler cette lacune mais en organisant la surveillance dans le cadre général du département.

Les stations exigent un contrôle spécial. Ce contrôle pourrait être exercé dans le cadre de la loi du 15 février 1902 sur l'hygiène publique, soit par la création des *bureaux d'hygiène interstations* régionaux comme il est envisagé dans le projet Ségelle, soit par la spécialisation à la direction régionale de la Santé d'un *inspecteur d'hygiène* au courant des questions thermales. Ainsi la surveillance des sources thermales serait

effectivement exercée, chacun en son domaine, par le service des mines et les cadres de l'hygiène.

Il faut maintenant accompagner ce contrôle de sanctions efficaces.

3. — *Sanctions*

L'autorisation d'exploitation peut être révoquée ou suspendue en cas :

1°) d'inexploitation;

2°) de pollution présentant des dangers pour la Santé Publique ou de modifications dans son état lui retirant sa qualité d'agent thérapeutique;

3°) d'inexécution des travaux prescrits.

Dans le deuxième cas la fermeture des sources est en effet la seule mesure à prendre. Mais dans le premier et le troisième cas la sanction est inefficace au point de vue de l'exploitation dans un but de santé publique.

C'est pourquoi nous estimons nécessaire de rendre obligatoire la déclaration d'intérêt public des sources, car dans ce cas, et dans ce cas seulement, la loi du 14 juillet 1856 permet de recourir par décret pris en Conseil d'Etat à l'*expropriation* de la source et de ses dépendances nécessaires à l'exploitation, et ce dans les formes réglées par la loi du 31 mai 1841, c'est-à-dire moyennant une juste et préalable indemnité. Cette expropriation peut être autorisée si la source d'eau minérale est exploitée d'une manière qui en compromette la conservation ou si l'exploitation ne satisfait pas aux besoins de la santé publique.

Nous pensons qu'il faudrait même aller plus loin et *ordonner que toutes les sources minérales ayant une valeur thérapeutique reconnue soient exploitées* pour le bénéfice des malades; leur propriétaire serait mis en demeure d'assurer cette exploitation. En cas de refus, le Ministre de la Santé Publique demanderait l'expropriation de la source pour utilité publique.

La nation serait ainsi assurée que toute source utile à la santé soit exploitée et le soit en conformité avec les données de la science et de la thérapeutique.

CHAPITRE V

COMMENT FAUT-IL CONCEVOIR LE THERMO-CLIMATISME EN FRANCE

En conclusion de cette esquisse sur la place économique et sociale du thermalisme et du climatisme en France il nous a paru intéressant de voir sous quelle optique prépondérante il convient de la situer. Devons-nous faire prédominer le rôle proprement économique du thermo-climatisme, son importance sur le marché des changes, ou son aspect social ? Comment faut-il concevoir le thermo-climatisme français ?

EXEMPLES ETRANGERS

Penchons-nous tout d'abord sur quelques exemples étrangers. MM. les Professeurs JUSTIN-BESANÇON et DEBRAY ont exposé la situation du thermo-climatisme aux Etats-Unis, au Canada, en Suisse et en U.R.S.S., à la suite de leurs voyages dans ces pays (1). Ils ont constaté que le rôle du thermo-climatisme y est axé sur un seul point de vue dominant.

1. — *Etats-Unis : problème économique d'échanges intérieurs.*

Aux Etats-Unis, le thermo-climatisme est conçu comme un *problème économique d'échanges intérieurs*. Le thermalisme est peu développé : des quelques 10.000 sources hydro-minérales, rares sont celles munies d'un équipement rationnel : citons les grandes stations de Hotsprings et de Saratoga. Au contraire le climatisme-tourisme opère un véritable exode périodique des populations, qui correspond à un besoin physiologique pour

(1) L. JUSTIN-BESANÇON et Ch. DEBRAY : Le thermo-climatisme français. — Son aspect actuel : Rapport aux Etats généraux du thermalisme et du climatisme; 13, 14, 15 mars 1947.

les habitants des cités populeuses de l'Est et des plaines du Middle-West : en été, ruée vers les plages de l'Atlantique, en hiver, départ vers la Floride et la Californie. La population se déplace spontanément vers les sources de régénération.

2. — *Canada, Suisse : problème économique d'échanges extérieurs.*

Pour le Canada et la Suisse, le thermo-climatisme se pose comme une *question économique d'échanges extérieurs*.

Le Canada se présente depuis la guerre comme une Nation appelée à retirer de substantielles ressources du tourisme climatique. En 1946, le Canada a, en effet, reçu 23 millions de touristes étrangers (le double de la population canadienne) américains pour la plupart, venus refaire leur santé dans les forêts et les montagnes, au bord des rivières et des lacs, suscitant un bénéfice brut de plus de 200 millions de dollars. Le tourisme canadien se place désormais au premier rang de l'économie nationale, avant même le bois et le blé.

La Suisse, avant la guerre, équilibrait sa balance des comptes à l'aide des recettes du tourisme. Cette véritable industrie nationale occupait plus de 5 % de sa population. Cependant, le thermalisme et le climatisme n'y jouaient qu'un rôle de second plan, malgré l'équipement de sanatoriums célèbres et des sources de qualité. Les touristes séjournant en Suisse n'étaient pas en général des malades, mais des gens riches désirant visiter un beau pays.

3. — *U.R.S.S. : problème social d'amélioration de la santé des travailleurs.*

L'Union Soviétique nous montre une troisième conception du thermo-climatisme, conception *essentiellement médico-sociale*. Le thermo-climatisme apparaît comme un levier de commande pour maintenir ou remettre l'outillage humain en bonne santé, en vue d'assurer dans son entier le succès du plan quinquennal en cours. D'après l'article 119 de la Constitution Soviétique : « Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au repos, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoria et de maisons de repos ». Un effort tenace et prodigieux a été accompli pour aménager de grandes stations en Ukraine, au Caucase, en Crimée, et, par centaine de mille, ouvriers et fonctionnaires viennent y goûter du repos et améliorer une santé momentanément défaillante.

SOLUTION FRANÇAISE : SYNTHESE DES TROIS CONCEPTIONS

Ce regard cursif sur l'étranger, vers l'Amérique aussi bien que vers l'Europe, va-t-il nous permettre de poser le problème du thermalisme et du climatisme en France sur ses assises véritables ?

Devons-nous concevoir le thermo-climatisme français uniquement :

- comme un problème économique d'échange intérieur, à la manière américaine ?
- comme une source de précieuses devises étrangères à la manière canadienne ou Suisse ?
- comme un élément d'airain de la santé publique à la manière soviétique ?

Selon MM. les Professeurs JUSTIN-BESANÇON et DEBRAY :
« la réponse est claire : notre position géographique, notre organisation économique, nos impératifs de santé nous imposent d'adopter à la fois les trois solutions. Nous devons faciliter le brassage intérieur de notre population vers les cieux cléments et les sources de santé. Nous devons au maximum appeler l'étranger qui désire, sur notre sol, refaire sa santé : ce n'est pas seulement pour attirer à nous sa richesse, mais c'est parce que, d'un point de vue plus élevé, nous pouvons considérer que notre France, si largement dotée, se doit d'accueillir les malades des autres nations. Enfin, nous manquerions à notre devoir social le plus élémentaire si nous ne considérions pas notre thermo-climatisme comme l'instrument de santé de toute notre population ».

1. — *Tourisme populaire*

Le mouvement de population dont les Etats-Unis sont témoins rend compte de l'importance économique du tourisme. Il répond à un simple désir normal de vacances et de détente au grand air. L'énergie thermique n'y a presque aucune part. Seul le choc climatique entre en jeu et seulement sous une forme spontanée sans contrôle scientifique. À cet aspect du tourisme climatique correspond en France la généralisation des déplacements de vacances à des catégories de plus en plus étendues de la société. Selon l'état physique des individus, la part du thermalisme, du climatisme et de la villégiature varie.

Nous nous sommes longtemps limités en ce domaine aux œuvres charitables et aux groupements professionnels. Des camps

et colonies de vacances se sont organisés. Notons l'action bien-faisante du Touring-Club de France qui a facilité le développement du cyclo-tourisme, du camping, formes relativement peu onéreuses. Le mouvement scout a été excellent aussi, de même que l'Institution d'Auberges de la Jeunesse. Mais toutes ces manifestations n'étaient que fragmentaires et limitées à l'enfance et l'adolescence. C'est l'Italie avec le « Dopolavoro » et surtout l'Allemagne avec la « Kraft durch Freude », Force par la joie, qui ont été les véritables instigatrices du tourisme populaire.

En 1936, l'attribution des *congés payés* est venue enfin permettre chez nous le repos annuel des travailleurs. Immédiatement s'est accrue la clientèle de nos plages et de nos stations de montagne. L'air pur et le soleil, qui appartiennent à tous, pouvaient être recueillis par un plus grand nombre.

Pour faciliter la mise à profit de ces vacances généralisées a été fondée, en 1944, sous l'égide du Commissariat du Tourisme, une association privée, dite « *Tourisme et Travail* ». Des voyages sont organisés à des conditions très intéressantes. Les premières années d'activité de cette association ont donné déjà d'excellents résultats.

Le tourisme populaire a bénéficié pour la saison 1948 de l'ouverture d'hôtels, types « *logis* », à prix de revient peu élevé, malgré un confort suffisant dû à un équipement moderne. Leur exploitation est rentable dans des conditions telles que, sans être réservés aux travailleurs, ils leur sont accessibles.

Dans un autre domaine, l'institution de la *Caisse Nationale de Vacances* est une initiative heureuse du Commissariat Général au Tourisme. En favorisant l'épargne pour l'achat graduel du droit aux vacances, la Caisse disposera en même temps d'une masse de manœuvre lui permettant d'organiser ou améliorer les stations.

Ces diverses manifestations du tourisme populaire se placent évidemment sur un plan différent des objectifs du crédit thermal. Mais elles peuvent devenir un adjuvant précieux. On cherche surtout des arguments thérapeutiques pour justifier une aide au thermo-climatisme. Or, le thermalisme et surtout le climatisme s'adresse également aux bien portants qui, même sans être « des malades qui s'ignorent », retirent le plus grand bénéfice d'une cure légère.

Ces séjours ne ressortissent pas de la compétence de la Sécurité Sociale, ils sont du domaine du tourisme populaire, dont toutes les réalisations ont d'heureuses conséquences en notre matière.

2. — *Attirance des étrangers.*

La France, elle aussi, a certes besoin de faire appel au tourisme pour drainer des devises fortes. Dans ce but l'aspect curatif du thermo-climatisme est très efficient ; l'argument santé est le meilleur à faire jouer en cette période de restrictions généralisées dans la sortie des capitaux.

Mais le véritable attrait du touriste étranger se place beaucoup plus sur un plan où les *distractions* ont le rôle essentiel. Le séjour dans nos stations thermales et climatiques peut avoir pour prétexte initial des raisons de santé, mais son prolongement et son rendement financier sont fonction des ressources de tous ordres accompagnant les possibilités de cures. Pour attirer les étrangers l'accent doit être mis en sourdine dans nos stations sur les à-côtés du traitement : confort et luxe urbain, manifestations artistiques, gastronomie, etc...

Le standing international de nos stations exige le développement d'un *programme de festivités*. Le casino en est le centre. Il joue un rôle considérable qu'on aurait tort de minimiser. Il est l'occasion de soirées élégantes. Il donne des représentations théâtrales et artistiques de qualité. Il est le centre d'un foyer musical apprécié.

Pour rendre compte de l'importance de ces diverses manifestations, citons un chiffre : 65 millions de francs ont été engagés à Vichy avant de commencer la saison 1948 pour le seul programme des festivités. Résultat : Vichy a été une des stations les plus fréquentées et a attiré un grand nombre d'étrangers. D'autres stations, que nous ne citerons pas, ont dû sacrifier cet effort ; leur fréquentation a immédiatement baissé.

Dans le domaine artistique la réputation de notre pays est mondiale. Il ne faut pas la décevoir. L'action du Commissariat Général au Tourisme est féconde en ce sens.

3. — *Aspect médical.*

Mais le but essentiel du thermo-climatisme, celui qui doit primer tous les autres, c'est de *maintenir la population en bonne santé*. Nous pensons que son aspect médical doit passer avant toute préoccupation touristique. Cette idée anime tout notre travail. C'est pour cette raison que nous sommes convaincu de la nécessité d'un financement du thermo-climatisme émanant d'un organisme de crédit propre, distinct de toutes institutions actuellement existantes.

Opportunité d'un financement
en faveur du thermalisme
et du climatisme

Nous avons voulu tout d'abord montrer l'importance du thermo-climatisme au triple point de vue économique, cambiaire et social; nous avons en même temps rejeté le principe de toute nationalisation qui aurait pu en découler.

Ce n'était là qu'une partie de notre tâche. Il nous faut maintenant exposer la nécessité d'un financement en faveur du thermo-climatisme. Dans ce but, nous parlerons d'un certain nombre de réalisations indispensables pour rendre effectif le triple objectif du thermo-climatisme.

La première préoccupation est l'achèvement de la reconstruction du capital thermal et climatique. Parallèlement doit être consolidée l'armature scientifique du thermo-climatisme, pour réaliser la primauté des problèmes médicaux, et également doit être poursuivi l'équipement des stations, en raison de la solidarité qui unit les activités connexes au thermo-climatisme.

Nous étudierons ensuite la mise en œuvre du thermo-climatisme social. Enfin nous placerons le thermo-climatisme sur le plan international en rappelant les dangers de la concurrence étrangère.

En conclusion, et nous appuyant sur les caractères spéciaux de l'exploitation thermique et climatique, nous demanderons l'institution d'un organisme de crédit propre, dont les ressources seraient fournies par tous ceux qui profitent du thermo-climatisme.

L'organisation de ce Crédit Thermal fera l'objet de la troisième partie.

CHAPITRE I

RECONSTITUTION DU CAPITAL DÉTRUIT PAR LA GUERRE

ETENDUE DES PERTES

Le thermo-climatisme français a subi du fait de la guerre des pertes très considérables. Parmi les stations, toutes celles de la côte ont été abimées, sinon détruites. Beaucoup d'autres se sont trouvées dans des zones de combats. Presque toutes ont souffert de réquisitions. Le problème de la reconstitution est le premier à considérer, comme étant le plus urgent à résoudre.

Nous verrons que la station est une entité dont les divers éléments sont solidaires les uns des autres. Les dégâts qui ont atteint certaines activités essentielles ont détruit la vie même de la station. Indépendamment des pertes directement subies par les établissements thermaux, les stations hydro-minérales ont souffert cruellement des déprédations faites à leurs hôtels, leurs casinos, leurs commerces, etc... Une station ne peut pas vivre si ses hôtes sont mal logés, mal ravitaillés. L'ensemble de ces dommages est lourd à supporter pour le thermo-climatisme.

Le tribut payé par les établissements thermaux, quoique sévère, est moins important que dans d'autres domaines. Six établissements ont été totalement détruits par faits de guerre, représentant 140 millions de dommages. Dix ont été partiellement sinistrés, soit 100 millions. D'autre part, la remise en état de tous les autres, rendue nécessaire par les réquisitions et une occupation plus ou moins prolongée, demande 228 millions. La totalité des dommages représente donc 468 millions de francs, valeur fin décembre 1947, sur un montant de capitaux investis de l'ordre de 3 milliards et demi, soit 13 % (1).

(1) Evaluation par la Commission de modernisation du Tourisme. Rapport général publié en novembre 1948.

PRINCIPE DE LA RECONSTITUTION INTÉGRALE DES BIENS SINISTRÉS

Le texte de base réglementant la reconstitution est la loi du 28 octobre 1946. Elle pose le principe de la réparation intégrale des dommages, en raison de l'égalité et de la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre. Toutefois le concours financier de la collectivité est strictement lié à la reconstitution du bien endommagé, sinon le sinistré n'a droit qu'à une *indemnité d'éviction* réduite à 30 %. Le *transfert* des dommages de guerre est autorisé soit dans un autre lieu, soit même dans une autre activité.

La base d'évaluation n'est plus, comme en 1919, la perte subie, mais le *coût de reconstitution*, dont il faut déduire un *abattement de vétusté* de 20 % maximum.

FINANCEMENT ECHELONNÉ DE L'INDEMNISATION

Le principe étant affirmé de la reconstitution intégrale, une restriction lui est immédiatement apportée en la forme du principe corrolaire du financement échelonné de l'indemnisation. L'œuvre à accomplir est en effet immense et le sacrifice est trop lourd pour être accompli immédiatement dans son ensemble.

Un *ordre de priorité* est établi dans le cadre du plan général d'équipement et de modernisation, qui doit être ratifié par une loi. Le versement de l'indemnité est subordonné au rang respectif des activités intéressées dans cet ordre de priorité.

Un certain nombre d'activités ont dans leur ensemble obtenu leur classement comme prioritaire sur le plan national, en raison de l'importance de leur rôle dans l'économie nationale. Parmi ces activités figurent l'industrie hôtelière, les établissements thermaux et les casinos. Un ordre de priorité est fixé à l'intérieur de chacune de ces industries.

L'inscription sur une liste prioritaire vaut autorisation de reconstruction. Elle ne constitue nullement à l'égard du sinistré un engagement immédiat de la part de l'Etat d'allouer les crédits et les matériaux. De toute façon, l'indemnité n'est versée qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Il faut ajouter que, jusqu'à une date indéterminée, les crédits de versements ne sont alloués pour la part supérieure à 2 millions de francs que dans la proportion de 70 % avec interdiction de limiter les dépenses à ce quantum.

Les 30 % de paiement différé ajoutés au 20 % d'abattement vétusté donnent une proportion de 50 % récupérable par les sinistrés sur les dépenses engagées.

Malgré la faiblesse des crédits d'ensemble, l'effort de reconstruction a été tout particulier en ce qui concerne les établissements thermaux. Le programme national de 1948 a porté sur huit établissements (dont deux ont été reconstitués totalement) et 15.700.000 francs de travaux, soit 3,2 % du total des dommages. Le programme national de 1947 comprenait six établissements et 68.000.000 de francs de crédits, soit 14,5 % du total des dommages.

Pour le seul secteur national, près du cinquième a été reconstitué en fin 1948. C'est là un traitement de faveur, d'ailleurs justifié par l'importance des bénéficiaires.

FRAIS RESTANT A LA CHARGE DES SINISTRES

La loi du 28 octobre 1946 est applicable à tout ce qui touche aux dommages de guerre ou assimilés (destructions totales ou partielles, réquisitions allemandes, pillages économiques, etc.).

Les dégâts résultant des *réquisitions françaises ou alliées* sont au contraire régis par la loi du 11 juillet 1936 sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Cette loi prévoit une indemnité de réparation et de remise en état en cas de détérioration dépassant celle que comporte l'usage normal du bien réquisitionné.

Le principe est posé du *remboursement intégral* du prix de reconstitution. Mais un plafond est fixé, limitant l'indemnité à la valeur vénale du bien évaluée au jour de la réquisition. Les hausses massives et continues dont nous sommes les témoins transforment cette mesure en une spoliation pure et simple.

Dès la déclaration de guerre, et parfois même avant, la plupart des établissements thermaux situés au Nord-Est de la France ont été réquisitionnés : Vittel, Bourbonne-les-Bains, Morsbronn, Plombières, Contrexéville, etc... Dans les autres régions les réquisitions de l'autorité française ont été exceptionnelles (Brides-les-Bains, Digne, Aix-les-Thermes, Vichy, Forges-les-Eaux). Le préjudice subi jusqu'à l'armistice du fait de ces réquisitions peut être estimé globalement à 4 millions de francs depuis 1939. À ce chiffre, il faut ajouter le montant des spoliations exécutées lors de la libération (1).

(1) Renseignements publiés par la Commission Consultative des dommages et réparation : « Ingérences allemandes dans l'activité industrielle ». Monographie A.I. 46 thermalisme.

A ces deux catégories de dégâts, ceux résultant de faits de guerre et ceux résultant de réquisitions françaises ou alliées, il faut en ajouter une troisième tenant à *l'entretien différé*. En effet, depuis le déclenchement des hostilités, de nombreuses raisons ont empêché de réaliser régulièrement l'entretien normal. Les obligations de remise en état, croissantes chaque année, ont maintenant atteint un total écrasant. Dans l'industrie hôtelière, il s'élève à près des deux tiers de l'ensemble des dégâts.

Les frais ne sont couverts par aucune indemnisation. Ils ne sont réglementés par d'autres textes que ceux émanant de l'administration des Impôts (constitution de provisions en franchise dans les exercices clos).

GROUPEMENT DES SINISTRES POUR LA RECONSTITUTION DE LEURS BIENS

Nous avons vu qu'une forte proportion des dommages de guerre reste à toucher par les établissements thermaux sinistrés. De plus, les diverses catégories de dommages que nous avons mis en relief comportent un financement plus ou moins important à assurer par les sinistrés eux-mêmes, à savoir :

- Dommages de guerre proprement dits : financement de 30 % de la part supérieure à deux millions et de 20 % maximum correspondant à la vétusté.
- Réquisitions françaises ou alliées : part non couvertes par l'indemnité dans tous les cas où le montant des dommages est supérieur à la valeur vénale au jour de la réquisition.
- Entretien différé : la totalité des charges.

On voit donc l'importance de la charge qui incombe encore aux sinistrés dans la reconstitution de leurs biens. La loi du 30 mars 1947 leur permet de se grouper en la forme de sociétés anonymes, soit dans le cadre géographique local, soit dans le cadre national professionnel. Ces groupements, agréés par le Ministère des Finances, peuvent être autorisés à émettre des *emprunts*, dont les ressources sont centralisées par la Caisse autonome de Reconstitution.

Un *groupement pour la reconstitution des industries touristiques sinistrées* a été créé par la *commission technique de l'équipement des industries touristiques*, dont il constitue en quelque sorte une filiale. Le groupement, le premier réalisé à l'échelon national, a été agréé par le Ministère des Finances en date du 27

juillet 1948 et son Assemblée générale constitutive s'est tenue le 19 août.

Un grand emprunt a été lancé en faveur des prioritaires nationaux des industries touristiques, sous la forme d'obligations 5 %. La garantie de l'Etat lui est assurée. Les souscripteurs peuvent utiliser à concurrence de 40 % de leur participation le montant qu'ils ont versé au prélèvement exceptionnel.

La Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel appuie cet emprunt; elle en accepte les titres en garantie des avances qu'elle consent.

L'emprunt fait appel à la *solidarité* de toutes les industries participant au tourisme. La cohésion professionnelle doit permettre une rapide rénovation. Chaque réalisation nouvelle renforce l'ensemble et permet d'entreprendre la reconstitution d'une autre entreprise. Les établissements thermaux ne font pas exception à la règle : leur relèvement profitera à l'ensemble des stations et à chaque souscripteur en particulier.

CHAPITRE II

ARMATURE SCIENTIFIQUE ET MÉDICALE DU THERMO-CLIMATISME

Malgré l'importance économique du thermo-climatisme, nous tenons à affirmer la *primauté des problèmes scientifiques et médicaux* en ce domaine. Nos stations thermales et climatiques tirent leur prospérité d'abord de leurs richesses thérapeutiques. Ce sont avant tout des *villes de santé*. Si par la suite des problèmes touristiques se sont greffés sur la raison d'être originaire, ils ne doivent pas faire oublier le point de vue médical. Les bienfaits sociaux de la crénothérapie et de la climatothérapie justifient amplement notre position.

*
**

Les différents problèmes qui se posent ne sont pas tous du ressort du Crédit Thermal que nous préconisons. Leur solution est cependant indispensable pour garantir la rentabilité de notre organisme, qui doit s'appuyer sur des bases scientifiques indiscutables.

Le levier essentiel de la réussite est la spécialisation des stations. Cette spécialisation est à son tour étayée sur des recherches de laboratoire. Elle est mise en valeur par un corps médical et un personnel soignant hautement qualifié. Elle doit enfin se traduire dans le perfectionnement de l'équipement des établissements de soins, objet direct du Crédit Thermal.

SPECIALISATION DES STATIONS

1. — *Spécialisation thermique.*

Les recherches cliniques et scientifiques, l'expérience des praticiens ont permis en France de parvenir à une stricte spécia-

lisation des stations. Cette spécialisation est rare à l'étranger, où la plupart des stations sont en réalité des « villes sanitaires à tout faire », des « health resorts ». On y soigne un grand nombre d'affections chroniques, surtout par des règles rigoureuses de vie, des traitements physiothérapiques. Les eaux minérales n'y jouent qu'un rôle accessoire et leurs effets spécifiques sont rarement utilisés.

Chez nous, au contraire, l'eau minérale reste l'agent thérapeutique essentiel. Nos chercheurs et nos cliniciens ont étudié la variété de nos ressources hydrominérales. Ils ont pu constater l'efficacité et déterminer les *applications de la crénothérapie*, c'est-à-dire de l'emploi externe ou interne de l'eau minérale en vue d'un traitement lié à ses propriétés physiques, chimiques et biologiques, par opposition à l'hydrothérapie qui est l'emploi externe de n'importe quelle eau sans tenir compte de ses qualités propres. (1).

La constitution chimique des eaux permet d'orienter les recherches thérapeutiques vers le traitement de maladies déterminées. La spécialisation de chaque station est ensuite précisée par les observations des médecins thermaux qui peu à peu établissent son ou ses indications majeures : soit maladies d'un système organique, soit groupe de maladies dépendant en général d'un même système. Parallèlement se perfectionne un corps de médecins spécialisés.

Cette spécialisation doit rester *souple*. Elle doit tenir compte des progrès de la clinique hydrologique. « La spécialisation n'est pas chose statique, mais dynamique », comme le dit le Professeur JUSTIN-BESANÇON, qui préfère parler de « spécialisation dominante, spécialisation majeure, de façon à laisser la porte ouverte aux investigations nouvelles des cliniciens de nos stations ou des chercheurs de nos laboratoires. »

Quoique toujours en mouvement, cette clinique spécialisée permet une *orientation plus simple des malades vers la station* qui leur convient, où, en même temps, ils doivent trouver les meilleures conditions pour soigner les affections dont ils sont atteints. Dans une telle station, la cure et le malade sont la préoccupation essentielle de chacun. Suivant le Docteur FLURIN, président de la Fédération Thermale et Climatique Française, « la spécialisation est la mobilisation de toutes les activités de la station : médicales, techniques, économiques, appliquées intégralement à la mise en valeur des vertus d'une eau et à la réalisation de ses indications thérapeutiques. »

(1) Professeur DUHOT.

2. — Spécialisation climatique.

Si la spécialisation thermale possède sa tradition et sa doctrine, celle du climatisme, tout aussi importante, est encore à ses débuts. Le catalogue climatique des stations françaises est à peine ébauché; il est hautement souhaitable de le poursuivre méthodiquement.

Selon la définition des Professeurs Paul CARNOT et Maurice VILLARET, la *climatothérapie* représente l'utilisation thérapeutique, des climats, principalement de leurs qualités telluriques, atmosphériques et actiniques.

Des facteurs météorologiques, cosmiques ou telluriques modifient l'action de nos *micro-climats*. Ils permettent de différencier des types aux propriétés diverses : climats de montagne, climats marins ou semi-marins, climats sylvestres, climats de plaine thérapeutique, climats radio-actifs.

« Pour qu'une station puisse se prévaloir du titre de « climatique », il faudrait qu'elle soit à la fois active, convenablement aménagée et scientifiquement étudiée. Son action favorable, préventive ou curative, sur l'organisme humain devrait être établie avec certitude, au moins empiriquement. Ses aménagements de traitements et d'hygiène, son urbanisme devraient avoir précisé les caractères particuliers de son climat local, ses indications et ses contre-indications » (1).

Légalement, il existe deux sortes de stations climatiques. La loi du 1^{er} Septembre 1936 introduit la distinction entre les stations climatiques de cure, réservées au traitement de la tuberculose, et les stations climatiques de villégiature, où aucun sanatorium ne peut être créé sans avis favorable du conseil municipal. Il est en effet capital de différencier les stations sanatoriales, caractérisées par la présence de malades contagieux y faisant un séjour prolongé, et les autres stations où la protection contre toute contamination doit être assurée.

De la spécialisation sanatoriale, nous ne parlerons pas. Certes, les stations de cure pour tuberculeux nécessiteraient un statut légal, dont le défaut actuel entrave leur développement rationnel. Néanmoins les sanatoriums bénéficient d'un régime propre. Leur financement est assuré par des organismes de divers ordres et ne saurait relever du Crédit Thermal et Climatique, objet de la présente étude.

(1) MM. les Professeurs JUSTIN-BESANÇON et Ch. DEBRAY : « Le thermo-climatisme français, son aspect actuel », — Rapport aux Etats généraux du thermalisme et du climatisme des 13, 14, 15 mars 1947.

En ce qui concerne les autres stations climatiques, beaucoup reste à faire. Il est question de créer une nouvelle catégorie de stations, les *stations de villégiature*, qui sont, comme nous venons de le voir, classées parmi les stations climatiques. Les stations climatiques autres que les stations de cure, réservées aux tuberculeux pulmonaire ou osseux, pourraient prendre le nom de *stations de santé* et être affectées aux convalescents et aux personnes, surtout les enfants, de santé simplement déficiente. Dans ces stations climatiques de santé, il serait permis d'exiger des conditions sanitaires et techniques rigoureuses.

Reposant sur des bases thérapeutiques scientifiquement vérifiées, les établissements de cure, dont le statut devrait être précisé, entreraient dans le domaine médical. Leur financement serait facilité avec profit par la Caisse de Crédit Thermal et Climatique.

**

Il existe déjà quelques stations climatiques nettement spécialisées. Citons l'exemple d'une *station préventoriale* qui a su établir et faire respecter un régime assurant sa protection contre toute contamination tuberculeuse, nous voulons parler de VILLARD-DE-LANS. Avec l'aide d'un comité consultatif médical, la municipalité a pris l'initiative d'édicter des mesures de défense qui devraient être codifiées et étendues à toutes les stations préventoriales : triage des malades, surveillance du personnel, périmètre de protection où ne peut séjourner aucun tuberculeux. De telles mesures, liées à des conditions climatiques favorables, font de la station le séjour idéal d'enfants convalescents ou délicats.

Les *stations d'enfants* s'adressent particulièrement à des enfants simplement déficients, les petits « inadaptés urbains » du Professeur MOURIQUAND. Des sujets sains pourront aussi profiter des cures d'air et en bénéficieront au maximum. Il n'y a pas, en effet, de cloison étanche entre le climatisme et la médecine préventive et l'hygiène. Ces stations d'enfants doivent être aménagées de façon particulière eu égard aux exigences des bénéficiaires. Il ne peut s'agir de cures de 21 jours, mais de séjours suffisamment longs pour laisser à l'agent climatique le temps d'agir. La durée des vacances scolaires doit être dépassée. Il faut donc prévoir la création de centres pédagogiques : écoles de plein air, collèges climatiques. Nulle œuvre n'est plus belle, ni plus féconde que celle s'appliquant à l'enfance.



Spécialisation thermique, spécialisation climatique ne veut pas dire antinomie entre crénothérapie et climatothérapie, ni même entre les actions dominantes propres à chaque station spécialisée. Il faut au contraire parler d'*action conjuguée* vers le meilleur effet possible de la cure.

Les effets du climat se font inévitablement sentir dans toute cure thermique, ne serait-ce que par le changement d'air indépendamment des caractères propres à la station. Il est même plus que probable que ces effets entrent pour une part importante dans les bienfaits retirés de la crénothérapie. Selon les professeurs CAENOT et VILLARET, « l'action thérapeutique, que l'on pourrait attribuer aux propriétés physico-chimiques d'une eau, sera renforcée ou, au contraire, corrigée par l'action, tonifiante ou calmante du climat ».

Cure thermique et cure climatique non seulement ont une *action simultanée* mais doivent avoir une *action successive*. Il est éminemment souhaitable d'encadrer la cure hydro-minérale entre une pré-cure d'adaptation et une post-cure de repos, ces deux dernières étant d'ordre exclusivement climatique. Les services de la Sécurité Sociale en facilitant au maximum l'application, du moins pour les enfants.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La recherche scientifique est à la base du progrès climatique en matière hydro-climatologique. Les réunions de médecins et de savants, si fécondes, connaissent un renouveau.

L'expérience clinique doit retrouver un adjuvant et une confirmation dans les recherches de laboratoire. Des études physiques, chimiques et biologiques de nos eaux et de nos laboratoires sont indispensables.

L'Institut d'Hydrologie et de Climatologie est à la tête de la recherche scientifique.

Rattaché au Ministère de la Santé Publique, il est composé de quatre laboratoires représentant les différentes branches de la science thermique et climatique et dirigés par d'éminents professeurs du Collège de France et de la Faculté de Médecine de Paris. Mais cet organisme si important pour l'avenir du thermo-climatisme français dispose de moyens financiers insignifiants. Il est primordial et urgent de le pourvoir de crédits suffisants pour poursuivre, activer et étendre ses recherches, analyses et expérimentations.

Les Laboratoires annexés aux chaires d'hydrologie et de climatologie des Facultés de Médecine souffrent aussi cruellement du manque de crédit. Le laboratoire de la chaire d'hydrologie de la Faculté de Médecine de Paris reçoit 4.000 francs par mois pour payer tous ses frais : animaux, appareils, produits chimiques, préparateur et secrétaire; il est à la veille de fermer ses portes.

Signalons encore *l'Institut autonome de Météorologie et de Climatologie de la Faculté de Lyon*, le seul organisme spécialisé dans les recherches climatiques.

Ces divers organismes effectuent des recherches dans leurs laboratoires mêmes. Des travaux sont également faits sous leur inspiration et leur direction dans les laboratoires installés dans les stations thermales et climatiques.

*
**

Dans *chaque station thermale* doit pouvoir être installé un laboratoire, comme il en existe déjà une trentaine plus ou moins bien outillés. Ainsi pourront être étudiés les eaux, leurs éléments, leurs réactions, ainsi que leurs effets sur les malades et les réactions de ces derniers au cours de la cure. Il est indispensable que les eaux, comme c'est le cas à La Bourboule par exemple, arrivent directement dans ces laboratoires pour être étudiées vivantes.

Des laboratoires analogues doivent être organisés *également dans les stations climatiques*. Ils y seraient peut-être encore plus utiles. Les données scientifiques de la climatologie sont encore trop dépourvues de bases expérimentales. Signalons à ce sujet, le décret du 26 Novembre 1946 portant organisation du réseau climatologique français sous la direction de la Météorologie nationale, en application de l'ordonnance du 2 Novembre 1945. Les stations thermales et climatiques sont englobées dans le réseau général, sans que rien de nouveau ne soit prévu à leur sujet. Il est en revanche institué dans chaque département un comité climatologique consultatif chargé d'entreprendre des enquêtes et études sur les particularités climatologiques du département et les répercussions du climat sur l'agriculture, l'aéronautique, le tourisme, etc... La climatologie ne pourra que bénéficier de ses observations. Des données scientifiques pourront ainsi servir de point de départ à des recherches médicales. Toute station climatique demandant son classement comme telle, ou le renouvellement de la taxe de séjour, devrait posséder un *poste climatologique* d'un modèle agréé par l'Institut d'Hydrologie.

FORMATION DU CORPS MEDICAL ET DU PERSONNEL SUBALTERNE

L'élite de nos médecins est une richesse que nous possédons et devons jalousement entretenir. Le Professeur POLONOWKY, secrétaire général de l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie, en a montré la valeur en des termes admirables : « L'intérêt principal dans les questions du thermo-climatisme doit porter sur le malade, par conséquent sur le médecin. Si nos stations thermales ont une qualité exceptionnelle, cela tient à la qualité exceptionnelle des médecins de nos villes d'eaux. C'est parce que les meilleurs de nos cliniciens se sont attachés non seulement à l'étude scientifique, à l'étude médicale de nos eaux minérales, mais encore à en faire connaître les propriétés, que nous avons une situation privilégiée, une situation unique dans le thermalisme mondial; situation que nous devons chercher à exploiter au maximum ».

Ce corps médical, dont dépend le sort même de nos stations, nous devons en défendre le recrutement. La compétence et la valeur scientifique des médecins des stations doivent être indiscutées en toutes matières ressortissant à l'hydro-climatologie et à la crénologie, particulièrement en ce qui concerne les propriétés propres à la station où ils sont appelés à exercer. En ce sens il serait souhaitable d'exiger de tout médecin nouveau s'installant dans une station hydro-minérale ou climatique le certificat d'hydrologie et de climatologie thérapeutique. Ce *certificat d'aptitude à la médecine thermique ou climatique* devra être décerné dans toutes les Facultés, ce qui n'est pas encore réalisé, toujours faute de crédit. Il faudrait également que, dans le cadre des spécialités médicales prévues par la loi, le thermalisme, et même le climatisme, entrent avec leurs caractères propres.

À côté de cette élite de chercheurs et de cliniciens, il ne faut pas sous-estimer le rôle, plus humble mais très efficient, du *personnel infirmier*. En particulier dans les établissements thermaux de nos grandes hydropoles, les doucheurs, les baigneurs, les masseurs méritent que l'on dise bien haut leurs qualités, tant au point de vue de leur expérience technique, que de leur endurance dans ce métier très dur. Il est nécessaire de continuer et de perfectionner la formation de ce personnel médical. Il faudrait en subordonner le recrutement à un examen de capacité sanctionnant un apprentissage spécial à chaque station. Il n'existe actuellement que deux *écoles techniques thermales* à Aix-les-Bains et Vichy; le principe en est excellent et devrait être étendu au plus grand nombre possible de stations. Il serait bon égale-

ment que, pour compléter la formation de base du personnel préposé aux soins, un médecin de l'établissement fasse au début de la saison thermale un exposé de rappel et de perfectionnement qui ferait état notamment des critiques enregistrées au cours de la saison précédente et des techniques nouvelles.

Il est encore un aspect spécial aux stations thermo-climatiques, nous voulons parler du régime alimentaire auquel sont soumis certain nombre de catégories de malades. La *diététique* doit être vraiment organisée et contrôlée. L'idéal devrait comporter une formation spéciale des hôteliers et restaurateurs. Souhaitons tout au moins l'intervention auprès d'eux d'une diététicienne qualifiée. Les stations étrangères nous ont précédés dans cette voie et elles en tirent d'indiscutables avantages.

*
**

La solution de ces divers problèmes, aménagements de laboratoires permettant la recherche scientifique, formation du personnel spécialisé, relèvent du *Ministère de l'Education Nationale*. Le *Crédit Thermal* y est toutefois directement intéressé. Le comité consultatif de cet organisme serait qualifié pour étudier les besoins les plus urgents, et l'intermédiaire de la Caisse du *Crédit Thermal* pourrait être utilement employé dans la distribution de subventions, en particulier aux laboratoires des stations et aux écoles techniques thermales.

EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS DE SOINS

Une fois constituée l'armature scientifique du thermo-climatisme, il est nécessaire de réaliser l'équipement des établissements de soins, c'est-à-dire les *établissements thermaux*, les *hôpitaux thermaux*, et éventuellement les *établissements de cure climatique*.

1. — *Etablissements thermaux.*

a) — *Bâtiments.*

Dans nombre de stations, les bâtiments des établissements thermaux demanderaient une réfection totale. Sauf dans les grandes stations, les établissements sont anciens et vétustes. Ils cotoient souvent des ruines antiques et des inscriptions à la gloire du Dieu des fontaines, qui certes rappellent son rôle sé-

culaire, mais ne sont plus à la hauteur de la thérapeutique moderne.

Ces établissements, quelquefois délabrés, sont dans presque tous les cas *trop petits*. Durant la saison, il est vrai raccourcie par l'habitude de bloquer les congés aux alentours du mois d'août, l'afflux des curistes est tel qu'il occasionne des heures d'attente fâcheuse et tout à fait préjudiciable aux bienfaits du traitement. Nous n'insistons pas sur le fait que les soins sont quelquefois écourtés, à cause de l'impossibilité dans laquelle se trouve le personnel infirmier de traiter correctement tous les malades; ce cas est rare, nous voulons l'espérer, mais il est encore trop fréquent. Il n'est pas dû à la négligence du personnel, dont on ne louera jamais assez la conscience professionnelle, mais à l'étroitesse des locaux.

b) — *Equipe ment technique.*

Il y a également un gros effort de rénovation à faire quant à l'outillage sanitaire. Les installations techniques, sauf, nous le répétons, dans quelques stations satisfaisantes en tous points, ont toujours laissé à désirer. Comme les bâtiments extérieurs, le matériel est souvent usagé et insuffisant en quantité.

Cet appareillage ne permet pas toujours non plus la variété d'application que la clinique thermique moderne exigerait. Le progrès des recherches en ce domaine entraîne sans cesse à de nouvelles méthodes dans l'emploi des eaux et des gaz thermaux. Le matériel doit donc être en état de constante rénovation pour permettre la mise en œuvre des découvertes thérapeutiques incessantes. L'outillage sanitaire des établissements thermaux doit être parfaitement adapté au but recherché et permettre, comme le dit le Professeur JUSTIN-BESANÇON, non seulement « une bonne, mais la meilleure utilisation des eaux ».

Dans bien des cas on pourrait se contenter d'une simple rénovation d'un matériel usé par un long service. Le plus souvent possible, il faudrait pourvoir les établissements d'appareils neufs dignes de la science hydrologique française. Les difficultés présentes ne facilitent guère les mesures révolutionnaires. Il faudrait tout au moins que dans chaque établissement thermal soit établi un plan de perfectionnement de l'outillage, premier acheminement vers un aménagement rationnel.

La spécialisation déjà appliquée dans nos stations permettrait le groupement dans certains centres d'appareils coûteux destinés au traitement de maladies déterminées. La spécialisation est la marque du progrès en tous domaines : dans la

station thermo-climatique, elle « aboutit à augmenter les moyens thérapeutiques, à élever le niveau des installations, à enrichir l'expérience technique de son corps médical. » (1).

*
**

Le plan de modernisation et d'équipement prévoit en faveur des établissements thermaux un programme de crédits se développant jusqu'en 1952. Indépendamment de la réparation des dommages de guerre, le total des investissements s'élèverait à 3.500 millions ventilés comme suit :

- 1949 : 800 millions
- 1950 : 1.200 millions
- 1951 : 1.500 millions

Si le plan est réalisé, il représentera certes un gros effort. Mais, de l'avis des intéressés, ses prévisions restent encore en-deça des besoins de la mise en valeur de nos richesses thermales.

2. — *Hôpitaux thermaux.*

« Un hôpital thermal est un hôpital situé dans une station thermale et destiné à recevoir un certain nombre de malades qui suivent la cure aux sources et dans un établissement le plus souvent adjacent ou voisin. » (2).

Il existe actuellement 10 hôpitaux thermaux civils et 16 hôpitaux thermaux militaires.

Les *hôpitaux thermaux militaires* reçoivent les militaires, les bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 et certains fonctionnaires coloniaux.

Les conditions d'admission dans les *hôpitaux thermaux civils* sont plus confuses. Essentiellement destinés aux indigents bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, il serait souhaitable de les rendre accessibles à certains assurés sociaux dont l'état ne permettrait pas le séjour dans un hôtel ou dont l'impotence exigerait des soins spéciaux. Toutefois les hôpitaux thermaux ne doivent pas être transformés en centres d'hébergement au profit des clients de la Sécurité Sociale, qui, sauf cas exceptionnel, doivent être logés dans les hôtels.

Il serait désirable de faciliter l'accès des hôpitaux thermaux

(1) MM. les Professeurs JUSTIN-BESANÇON et Ch. DEBRAY.

(2) Définition donnée au Premier Congrès International du Thermalisme Social (Aix-les-Bains, septembre 1947).

aux enfants assistés, et même de créer une catégorie nouvelle qui fait actuellement défaut, des *hôpitaux thermaux pour enfants*.

La capacité des hôpitaux thermaux est insuffisante. Le nombre de lits est le plus souvent au-dessous des besoins. Beaucoup de stations nécessiteraient la création de nouveaux hôpitaux thermaux.

De plus, l'hôpital thermal n'a sa raison d'être que s'il est un véritable hôpital. C'est un établissement de soins, qui doit être équipé suivant les techniques modernes. Or, la plupart des hôpitaux thermaux sont dans un état de vétusté qui les empêche de jouer leur rôle dans de bonnes conditions. Les installations techniques sont souvent déficientes et mériteraient d'être améliorées : salles d'examens spéciaux, installations radiologiques et physiothérapiques, laboratoires, ateliers d'orthopédie pour les rhumatisants, etc...

Ces divers aménagements et créations doivent être faits sans réquisitionner des hôtels en activité.

Le développement des hôpitaux thermaux est compris dans les programmes d'équipement hospitalier. Nous estimons néanmoins qu'il entre également dans le cadre des objectifs du Crédit Thermal.

CHAPITRE III

ÉQUIPEMENT DES STATIONS THERMALES ET CLIMATIQUES

Nous avons affirmé un principe fondamental gouvernant les stations thermales et climatiques, à savoir la primauté des problèmes médicaux sur l'aspect touristique. Après ce premier principe, nous en plaçons un second, celui de la *solidarité des divers éléments constitutifs des stations*.

La station forme un tout, son ensemble constitue une entité économique. Chacune de ses activités professionnelles ne peut être envisagée qu'en fonction de toutes les autres.

Si dans les stations hydro-minérales, l'établissement thermal est l'élément moteur, son fonctionnement est conditionné par un développement parallèle des autres organes : l'hôtellerie, le casino, le commerce saisonnier, le corps médical, sont autant de secteurs particuliers qui vivent sous le signe de la communauté inévitable des intérêts en cause.

Il nous a semblé utile de compléter cette étude, consacrée au Crédit Thermal, par un examen de quelques aspects de solidarité stationnale, dont la fonction thermo-climatique est susceptible de bénéficier.

C'est d'ailleurs dans cette interdépendance comprise par tous que nous espérons trouver la solution du problème du financement en notre matière.

URBANISME DES STATIONS THERMALES ET CLIMATIQUES

Une première manifestation de la force avec laquelle la station s'est imposée en tant que cellule élémentaire quasi irréductible s'est traduite dans le domaine de l'urbanisme. La loi du 15 juin 1943, codifiant les dispositions légales en la matière,

prévoit en effet l'obligation pour les communes classées comme stations thermales ou balnéaires d'avoir un *projet d'aménagement*, comprenant un plan et un programme, et dressé par un urbaniste qualifié. Si la station est composée de plusieurs communes ou fractions de commune, un *groupement d'urbanisme* est obligatoirement constitué, affirmation de l'unité de la station.

Le projet d'aménagement prévoit la *subdivision du territoire en plusieurs zones* gouvernées par une réglementation particulière entraînant des servitudes. Il permet l'épanouissement du caractère propre de la station.

Dans la zone d'habitation collective, où sont groupés les hôtels, des mesures sont édictées, déterminant la densité maximum des constructions, leur hauteur. De même, dans la zone d'habitation individuelle, les constructions doivent être en ordre discontinu, un certain intervalle devant être réservé entre les maisons et terrains contigus; des servitudes de reculement par rapport à la voie publique peuvent être imposées, élargissant l'aspect des avenues au moyen de jardins particuliers.

L'établissement des commerces est également réglementé. Des dispositions spéciales sont prévues pour le commerce de luxe.

Une zone dite industrielle est réservée à certains organes indispensables à la vie de la station : destruction des ordures ménagères, production du gaz, blanchissage du linge, etc... Toutes mesures sont prises pour assurer la protection contre les émanations nuisibles.

*
**

Le problème des *espaces libres* doit être particulièrement soigné dans les stations thermales et climatiques. Les avenues sont bordées d'arbres. Des jardins et des parcs sont aménagés.

Il faut réserver des espaces affectés aux distractions dont les stations sont le centre. Il est important de développer les terrains de sports et de jeux. Une station doit une partie de son renom à la qualité et au nombre de ses courts de tennis. Les terrains de golf sont aussi un élément d'attrait déterminant pour la clientèle anglaise. L'équitation peut être organisée. Les piscines seront très fréquentées.

Un champ de courses accompagne toute station de caractère international.

Il faut aussi prévoir des lieux de réunion où pourront se dérouler les fêtes de plein air, feux d'artifice, etc...

Enfin, le *cadre naturel* doit être défendu et harmonieusement mis en relief. Presque toutes nos stations thermales et climatiques sont favorisées par leur situation géographique qui

concorrt à l'agrément de leur séjour : horizon de montagne, bercement de la mer ou collines verdoyantes. Il n'est alors besoin que de mettre en valeur le site, ménager des points de vue, transformer des coins de nature en parcs reposants, border d'arbres les avenues, développer le caractère régional des constructions. Quand les sources jaillissent dans un lieu sans attrait original, il est tout de même possible d'obtenir un résultat agréable.

*
**

L'effort d'urbanisme a donné un résultat particulièrement heureux à Vittel, ville d'eaux construite de toutes pièces selon un plan préétabli. La ville thermale est juxtaposée au noyau pré-existant : sa croissance n'étant pas entravée par l'obligation de respecter un ensemble déjà constitué, elle a pu se faire entièrement en fonction du but thermal. De blanches architectures s'érigent dans un parc qui se prolonge sans limite apparente au milieu de la campagne environnante. Rien n'y a été négligé pour que la joie de vivre soit le reflet constant de la santé recouvrée.

ORGANES DE COORDINATION

1. — *A l'échelon local : Chambres d'industrie thermale et climatique.*

Cette entité que représente la station exige un organisme centralisateur qui soit *l'arbitre des conflits* entre ses membres et aussi le *représentant de ses intérêts* auprès du pouvoir central. Les bases d'une telle réalisation existent déjà, sous la forme des chambres d'industrie thermale et climatique. Ce sont des établissements publics institués par décret en Conseil d'Etat. Elles comprennent vingt membres, dont une moitié est élue par catégories professionnelles, l'autre moitié comprend des représentants de la municipalité et des fonctionnaires, sous la présidence du Préfet du département.

Ainsi composées, les chambres d'industrie constituent un organe susceptible de prendre en mains les intérêts de la Station.

*
**

D'autre part, des *ressources spéciales* sont prévues, correspondant à la fonction stationale.

L'institution de la *taxe de séjour* répond à cette idée que les budgets des stations thermales et climatiques supportent des

charges auxquelles doivent correspondre des recettes extraordinaires. Ces communes doivent entreprendre des travaux qui ne seraient pas exigés par les seuls habitants sédentaires. Pendant la saison, telle station voit le nombre de ses habitants décupler; elle est obligée de vivre comme une ville dix fois plus importante. Il est normal de faire peser ces charges supplémentaires sur ceux qui en sont la cause.

La taxe de séjour est due dans les stations classées par toutes les personnes étrangères à la commune pendant les 28 premiers jours de leur séjour. Elle est perçue par les hôteliers et logeurs pour le compte de la commune.

Son montant est variable. Une ordonnance du 5 Novembre 1945 fixe le maximum à 10 francs et le minimum à 2 francs par jour. La commission permanente des stations hydro-minérales et climatiques a adopté le tarif type suivant.

— Hôtels de luxe :	10 francs
— 1 ^{re} catégorie :	8 francs
— 2 ^{me} catégorie :	7 francs
— 3 ^{me} catégorie :	6 francs
— 4 ^{me} catégorie :	4 francs
— 5 ^{me} catégorie (auberge) :	2 francs

En plus de cette taxe de séjour proprement dite est perçue une taxe additionnelle de 10 à 20 % du montant de la précédente.

L'utilisation du produit de la taxe de séjour n'est pas la même selon qu'il s'agit de la taxe principale et de la taxe additionnelle.

La taxe principale bénéficie intégralement à la station de perception. Elle doit être affectée à d.s « travaux d'assainissement et d'embellissement. »

La taxe additionnelle perçue dans les stations hydro-minérales et climatiques est répartie entre l'Institut d'Hydrologie (25 %) et le Commissariat Général au Tourisme (75 %).

*
**

Il serait logique que les chambres d'industrie aient la gestion de ces ressources exceptionnelles que constitue pour la commune la taxe de séjour.

Cependant elles jouent un rôle très effacé car elles n'ont qu'une fonction consultative quant à l'affectation de la taxe de séjour aux travaux intéressant la station. Si bien que le produit

de la taxe de séjour une fois incorporé au budget de la commune, est trop souvent attribuée à des dépenses d'intérêt communal.

Pour rendre à la fonction thermale et climatique des ressources qui lui sont accordées par la loi et qui lui sont cruellement défaut, M. LEFEBURE proposa dès 1925 de donner à la chambre d'industrie, véritable organe des intérêts de la station, *le pouvoir de décider de l'emploi de la taxe de séjour*, les intérêts respectables de la commune étant d'ailleurs défendus par ses représentants au sein de la Chambre d'industrie : « La taxe de séjour, encaissée dans les mêmes conditions qu'actuellement, avec le concours obligatoire des fonctionnaires communaux, s'ils en étaient requis, versée à la caisse du receveur municipal, ferait l'objet d'un état de prévision de recettes et de dépenses dressé par la Chambre d'Industrie et soumis pour avis au Conseil Municipal. » (1).

La taxe de séjour deviendrait un fonds de concours apporté au budget communal et versé à un chapitre spécial, celui de la « station ».

Il semble qu'ainsi nos stations thermales et climatiques pourraient bénéficier de quelques fonds directement affectés à leur mise en valeur.

*
**

Il faudrait encore permettre aux chambres d'industrie de jouer un rôle *centralisateur*.

A cet effet, il serait souhaitable de créer à la tête de chaque chambre un bureau directeur qui en serait l'agent exécutif. Ce bureau devrait être permanent et rester l'organisme de liaison même en dehors de la saison.

Emanation de tous les intérêts, les synthétisant, la Chambre d'industrie, organisme autonome, représenterait effectivement la station et pourrait parler en son nom. Elle prendrait les initiatives nécessaires à la vie de la station et disposant de fonds, elle pourrait imposer la solution conforme à l'intérêt stationnal. Sous ce rapport, elle serait d'une aide précieuse à la Caisse de Crédit Thermal. Etant le correspondant local d'un organisme

(1) M. LEFEBURE, directeur des Annales des Stations hydrominérales, climatiques, balnéaires, de tourisme et de sports d'hiver : rapport présenté au 5^{me} Congrès des villes d'eaux, bains de mer et stations climatique.

La même suggestion a été faite en 1928 par M. MARINGER, conseiller d'Etat, aux Etats Généraux du thermalisme et du climatisme.

central distributeur de fonds, son autorité serait accrue de ce fait ainsi que son pouvoir de coercition.

Organisme centralisateur, la chambre d'industrie réaliserait l'unité de ce « complexe » que représente la station, qui ne peut prospérer que dans une intime coopération des organismes privés et des Services Publics. La chambre d'industrie serait en particulier qualifiée pour entrer en contact avec le délégué local émanant de la Sécurité Sociale, la loi lui donnant la mission de « faciliter le traitement des indigents, » fournit déjà les bases d'une coopération avec les services de la Sécurité Sociale.

2. — *Coordination à l'échelon central.*

La création d'un organisme de coordination s'impose également à l'échelon national. Il y a en effet actuellement au moins 17 départements ministériels intéressés de près ou de loin au thermo-climatisme : Santé, Travail et Sécurité Sociale, Finances, Travaux Publics, Intérieur, Production Nationale, etc... Il est impossible de faire œuvre utile sans avoir auparavant coordonné les activités de ces divers ministères.

En ce sens la Fédération Thermale et Climatique Française propose la constitution d'un *Conseil Supérieur du Thermo-Climatisme*. Cette assemblée fonctionnerait auprès du Ministre de la Santé Publique et comprendrait des représentants des groupements concourant à l'activité des stations, des représentants des municipalités, des représentants des médecins et des savants spécialistes de l'hydrologie, des parlementaires choisis parmi ceux représentant les régions thermales et climatiques.

Ce conseil aurait un rôle consultatif. En plus de la coordination des départements ministériels il donnerait son avis sur toutes les questions intéressant le thermo-climatisme. Il pourrait ériger une doctrine du thermo-climatisme et veiller à son application. La caisse de Crédit Thermal trouverait en lui un conseiller suprême.

CHAPITRE IV

LE THERMO-CLIMATISME SOCIAL

L'importance sociale du thermo-climatisme impose l'ouverture des cures à tous. « L'évolution accélérée du thermo-climatisme dans le sens social est un fait. Du moment que nous sommes convaincus de l'efficacité de nos eaux, et du climat, c'est un devoir pour nous d'en faire bénéficier tous les malades. » (1).

BENEFICIAIRES DE LA GRATUITE DE TRAITEMENT

1. — *Militaires et fonctionnaires coloniaux.*

Le thermo-climatisme social doit mettre cette thérapeutique à la portée de tous ceux à qui la nation doit des soins, c'est-à-dire d'une part aux économiquement faibles, d'autre part aux militaires et aux fonctionnaires coloniaux.

Les *militaires* et *marins* atteints d'affections relevant des cures thermales peuvent être soignés gratuitement dans un certain nombre de stations où des hôpitaux thermaux sont destinés à les recevoir.

Les *fonctionnaires coloniaux* sont également envoyés dans les stations, après avis du Conseil Supérieur de Santé des Colonies. Ils peuvent être reçus à l'Hôpital Thermal s'il en existe un.

Ces deux réalisations répondent à une idée de droit à réparation pour ceux qui ont contracté des blessures ou maladies au service de la Nation.

Le thermo-climatisme social permet d'aller plus loin. Son objectif est d'offrir à tous ceux qui en ont besoin les bienfaits des sources de santé et des climats régénérateurs.

(1) Docteur E. DUHOT, professeur d'Hydrologie thérapeutique, de Climatologie, à la Faculté de Médecine de l'Université de Lille.

2. — *Indigents.*

Le thermalisme social a depuis longtemps reçu un commencement de réalisation. Les pouvoirs publics se sont en effet préoccupés d'assurer le minimum de soins indispensables aux populations indigentes, minimum correspondant à la partie non élastique de la demande : c'est l'assistance médicale gratuite. Cette notion tend maintenant à être remplacée par les dispositions de la Sécurité Sociale. Elle a toutefois encore des applications, notamment en matière thermique. C'est pourquoi nous allons étudier rapidement le régime spécial applicable à la cure des indigents.

Le texte de base est l'arrêté, toujours en vigueur du 22 vendémiaire an VI. Il dispose que les indigents, munis de certificats des autorités qui les auront adressés, recevront gratuitement les secours des eaux minérales.

Pendant longtemps les établissements thermaux ont pu soigner les indigents, ainsi que la loi leur en faisait l'obligation, obligation étant de plus l'objet d'une clause formelle du cahier des charges en cas d'exploitation par un concessionnaire. Mais maintenant cette charge est devenue trop lourde, d'autant plus que les pratiques thermales ont atteint une grande complexité par rapport au siècle dernier. Pour la seule station de Bourbon-l'Archambault, dont l'établissement est la propriété de l'Etat, les traitements distribués aux indigents ont coûté au concessionnaire 176.000 francs pour la saison 1948, sans compter le manque à gagner.

La question est actuellement l'objet de pourparlers entre le Ministère de la Santé Publique et le Ministère des Finances. Il serait en effet normal que le prix des soins donnés aux indigents par les établissements thermaux et les médecins traitants des villes d'eaux soit acquitté par les collectivités du domicile de secours des indigents.

Les indigents sont logés à l'Hôpital Thermal, quand il en existe un dans la station. La dépense occasionnée de ce fait doit être remboursée intégralement.

Cette catégorie de malades tend fort heureusement à disparaître. L'extension de la Sécurité Sociale donne à tout malade la possibilité de se soigner dans des conditions normales et non plus dans des conditions de charité publique.

REGIME APPLICABLE AUX CURES THERMALES ET CLIMATIQUES DES ASSURES SOCIAUX

Pour la première fois en 1947 a été réellement organisée sur le plan national la cure thermique ou climatique au profit des assurés sociaux, aboutissement final de tentatives partielles antérieurement faites. L'ordonnance du 19 octobre 1945 a étendu le bénéfice de la Sécurité Sociale à tous les salariés, quels que soient leurs gains annuels. La loi du 22 mai 1946 l'a généralisé à tous les Français, même non salariés, quelle que soit leur activité professionnelle. Une convention intervenue en 1947 entre la Fédération Nationale des organismes de Sécurité Sociale et le Syndicat National des Etablissements Thermaux de France a rendu effective l'application des mesures de Sécurité Sociale aux cures thermales.

L'expression même de Sécurité Sociale n'a que très récemment acquis droit de cité dans la langue économique et financière. Ce sont les travaux de la commission Beveridge en Angleterre et surtout la Conférence internationale du travail de Philadelphie en 1944 qui ont mis l'accent sur cette notion toute nouvelle.

Le but suprême à atteindre est la garantie donnée à chaque homme qu'en toutes circonstances il sera à même d'assurer dans des conditions convenables sa subsistance et celle des personnes à sa charge. Cela implique la sécurité de l'emploi, la sécurité du gain, l'assurance d'un revenu de remplacement en cas d'incapacité de travail, enfin la sécurité de la capacité de travail.

Ce dernier point postule non seulement de parer aux conséquences des accidents du travail ou des maladies professionnelles, mais encore de veiller à la bonne marche de l'organisme en général. Le rôle du thermo-climatisme social en cette matière apparaît de toute évidence.

Le thermo-climatisme social est né de la conjonction de deux courants, le premier qui a fait de l'art médical une science de plus en plus complexe, mettant en œuvre des moyens techniques nombreux et dispendieux, le second, d'ordre social, qui proclame l'égalité de tous devant la médecine et en particulier le thermo-climatisme.

L'accès aux cures thermales et climatiques est maintenant effectif pour tous les assurés sociaux. La cure fait partie du domaine du *gros risque* (selon la distinction du Professeur DEBRE) qui devrait être intégralement couvert, par opposition au petit risque, qui devrait rester à la charge de l'assuré seul,

sous peine de grever d'un excès incroyable de dépenses l'organisme de la Sécurité Sociale (1).

Toutefois, nous insistons sur le fait que la cure thermique ou climatique *ne doit pas être un congé payé camouflé, ni un complément de congé*. Il s'agit d'une *thérapeutique prescrite et motivée*. Toutes mesures sont prises pour conserver ce caractère essentiel du thermo-climatisme social, qui ne saurait reconnaître que les *cures médicalement nécessaires* (2).

Si le *tourisme populaire* ne se confond pas avec le thermo-climatisme social, il peut cependant compléter son action. Les salariés envoyés en cure thermique conservent leurs droits à l'intégralité de leur congé annuel. Ils ont ainsi la possibilité de compléter, à leurs frais, la cure thermique par une post-cure climatique du plus heureux effet.

1. — *Choix de la station de cure.*

L'orientation du malade est donnée par le médecin traitant habituel, qui est seul juge de l'opportunité de la cure et du choix de la station. Ses décisions doivent être confirmées par le médecin-conseil de la Caisse locale de Sécurité Sociale du malade. Dans le cas d'opinions contraires, le malade est examiné dans un Centre thermo-climatique de triage.

Ces centres n'ont, jusqu'ici, fonctionné qu'au profit des indigents et économiquement faibles. Ils vont désormais servir à tous les assurés sociaux. Ils ne peuvent en l'état actuel des choses voir qu'un nombre restreint de malades. C'est pourquoi ils jouent seulement le rôle d'expert. Il serait très utile de leur donner une importance plus grande. Ils devraient être développés et organisés dans toutes les villes de Faculté, sous l'égide des chaires d'hydrologie thérapeutique et de climatologie. De plus, ces centres devraient pouvoir revoir un certain nombre de malades après la cure pour en juger les effets. Ils deviendraient ainsi des foyers scientifiques, centralisant une documentation étendue et contribuant à la formation de nos futurs médecins spécialisés.

(1) Robert DEBRE : « Santé Publique et Sécurité Sociale ». Revue Population, n° 4 de 1947.

(2) M. le Professeur P. DELOIRE a, au Premier Congrès International du Thermalisme Social, mis l'accent sur la différence entre le *thermo-climatisme libre* ou individuel, dont les indications sont curatives, préventives et hygiéniques, et le *thermo-climatisme social*, qui ne peut s'appliquer qu'aux indications curatives et aux indications préventives de l'aggravation d'un état pathologique déjà indiscutable. L'observation de ce principe est indispensable pour que l'effort des organismes de Sécurité Sociale soit médicalement efficace et financièrement rentable.

Quoiqu'il en soit, le malade doit être adressé à la station correspondant à son état. En aucun cas, le choix ne peut être influencé par des considérations de distance. La spécialisation est actuellement si poussée que chaque station possède ses indications propres qui se retrouvent rarement identiques dans une autre.

2. — *Transport et hébergement des malades.*

Les *frais de transport* sont intégralement remboursés pour les assurés et leurs ayants droit, sur la base d'un billet de chemin de fer en troisième classe, aller et retour.

L'*hébergement des malades* pose un certain nombre de problèmes. Les caisses de Sécurité Sociale remboursent les frais sur la base d'un forfait variable selon les stations. Un arrêté du 15 janvier 1947 en a fixé le montant à 5.000, 4.500 et 4.000 francs dans les stations respectivement classées en première, deuxième et troisième catégories. Le malade choisit son hôtel et règle sa pension comme tout autre client. Il reçoit par ailleurs l'indemnité compensatrice dont nous venons de parler, et qui est loin d'atteindre pour un séjour minimum de trois semaines les prix couramment pratiqués dans les hôtels. Il serait fort utile d'aider à la création de maisons d'hébergement à prix modérés.

En aucun cas les assurés sociaux normaux ne doivent être reçus dans les hôpitaux thermaux qui sont réservés à ceux bénéficiant de l'assistance médicale gratuite (indigents) et surtout aux grands malades.

Pour les enfants non accompagnés il faut prévoir des collectivités de réception. Dans ce but la Sécurité Sociale a organisé des Maisons d'Enfants, notamment à Saint-Honoré-les-Bains, à Salins-du-Jura, et Lamalou (poliomyélitiques). Ces initiatives fort heureuses seraient à encourager.

3. — *Traitement à l'Etablissement thermal et soins médicaux.*

a) *Traitement.*

Venons-en maintenant au traitement proprement dit. L'assuré social doit recevoir anonymement dans l'établissement thermal *les mêmes soins que le client ordinaire*. L'établissement percevant la même somme doit distribuer les mêmes soins.

Des conventions entre la Fédération Nationale des Organismes de Sécurité Sociale et le Syndicat National des Etablissements Thermaux de France prévoient la détermination dans des avenants particuliers à chaque établissement de *tarifs forfaitaires de*

cure. Ces forfaits correspondent aux tarifs homologués par le Service du Contrôle des prix pour les périodes encadrant la pleine saison, et pour la dernière classe de l'établissement, troisième ou deuxième classe, ou classe unique selon le cas.

Le forfait donne droit à un *traitement type* arrêté pour chaque station par la commission du thermalisme social, correspondant à une moyenne des pratiques thermales prescrites médicalement suivant les indications thérapeutiques propres à chaque station. Il importe que ces pratiques soient déterminées avec précisions et correspondent très exactement à ce qu'on appelle la cure.

L'assuré conserve à sa charge 20 % du forfait de cure, qu'il règle directement à l'établissement. Dans tous les cas il reste libre d'utiliser des prestations supérieures à celles prévues dans le traitement-type, à condition de régler lui-même la différence. Ainsi il peut réclamer des pratiques complémentaires de cure, qui doivent faire l'objet de perceptions spéciales. Le choix de la classe des établissements lui est laissé. Il peut enfin se faire soigner en pleine saison s'il veut bien payer le supplément, qui est d'au moins 20 %.

Dans tous les cas, aucune différence n'est tolérée entre le client libre et l'assuré social.

b) Soins médicaux.

Les mêmes principes doivent s'appliquer aux soins médicaux. La caisse de Sécurité Sociale prend à sa charge 80 % du montant des honoraires, montant réglementé par une convention signée entre le Syndicat National des Médecins des stations thermales, climatiques et balnéaires d'une part et la Fédération Nationale des organismes de Sécurité Sociale, le chiffre K étant affecté d'un coefficient variable selon les stations.

Ici encore, des distinctions de précisions doivent être nettement établies entre les soins dits de cure et ceux complémentaires. Mais il faut poser en principe pour le malade le libre choix de son médecin. L'assuré social doit être soigné avec le même dévouement et la même attention que le client habituel.

RESULTATS OBSERVES

1. — *Faillite du système.*

Tel qu'il se présente actuellement, le régime des cures thermales et climatiques des assurés sociaux est loin encore du but

idéal du thermo-climatisme social, c'est-à-dire l'accession de la créno-climatothérapie ouverte à tous. La cure reste en effet trop onéreuse.

Les frais d'hôtel sont au minimum deux fois plus élevés que l'indemnité forfaitaire effectivement touchée. D'autre part, les honoraires demandés par les médecins sont en fait beaucoup plus importants que ceux prévus par les barèmes officiels.

De cette situation regrettable il résulte que de nombreux assurés, dont la demande de cure est agréée par les services de contrôle de la Sécurité Sociale, sont obligés de *renoncer* à cet *avantage*, parce qu'ils sont dans l'impossibilité de payer les frais restant à leur charge. La Caisse de Clermont-Ferrand relève une proportion de 10 % de renonciations sur les cures accordées en 1948.

La presque totalité des assurés sociaux ayant bénéficié des cures appartiennent aux cadres, et exceptionnellement aux autres catégories sociales, ouvriers, employés.

Il y a là une faille dans le thermo-climatisme social. Le Crédit Thermal pourra contribuer à la combler.

2. — *Fréquentation des stations par les assurés sociaux.*

Malgré ce coefficient d'abstention, nombreux sont les assurés sociaux qui, dès 1947, ont bénéficié des avantages des cures thermales et climatiques. Les dispositions comptables des caisses de Sécurité Sociale ne permettent pas d'en connaître le chiffre exact. Néanmoins, on peut l'évaluer à 30 % du nombre total des curistes pour l'ensemble des stations thermales, proportion variant suivant les régions. Dans les stations du Centre et de l'Auvergne, la proportion ne serait que de 15 à 25 %; dans la région pyrénéenne, elle s'élèverait à 40 %.

A propos de ce pourcentage, le Docteur MOTHE, président de l'Union Thermale Pyrénéenne, fait les remarques suivantes : « Il n'en faut pas conclure que ces 40 % constituent une clientèle nouvelle pour nos stations thermales; certes non. Beaucoup d'anciens clients sont devenus ces dernières années des assurés sociaux, ce qu'il n'étaient pas antérieurement. D'autres, déjà assurés sociaux, ne trouvaient que de si faibles avantages du fait de cette qualité qu'ils n'en témoignaient point. A notre avis, les nouveaux clients, assurés sociaux, sont à peu près de l'ordre de 10 %, mais parmi les anciens clients, beaucoup, pour ne pas dire la plupart, auraient été dans l'impossibilité d'effectuer leur cure thermale habituelle sans le secours financier de la Sécurité Sociale. »

En conclusion, le Docteur MOTHE estime que les stations thermales de sa région doivent à l'effort de la Sécurité Sociale 30 % de leur fréquentation de 1947 (1).

Dans les stations climatiques, le pourcentage est beaucoup plus faible.

D'aucuns ont cru pouvoir dénoncer un abus dans le fait que certains allocataires disposant de traitement très importants ont bénéficié au même titre que les économiquement faibles des avantages consentis pour les cures thermo-climatiques. Il y a là évidemment une situation paradoxale, à un moment où les crédits sociaux ne semblent jamais assez importants. Ces indemnités sont certes inutiles pour leurs bénéficiaires. Mais aucune autre solution n'est concevable en l'état actuel de la législation. Tous les salariés sont tenus de cotiser à la Sécurité Sociale; tous doivent bénéficier des mêmes avantages.

3. — *Remèdes aux inconvénients d'un coefficient de fréquentation trop élevé dans certaines stations.*

La généralisation du régime de la Sécurité Sociale va poser le problème de l'extension des stations thermales et climatiques pour faire face à un afflux de clients nouveaux. Déjà, toutes les activités touristiques travaillent au maximum pendant la pleine saison. Nous avons déjà signalé les inconvénients résultant de l'étroitesse de certains établissements thermaux.

La fréquentation des stations par les assurés sociaux *en dehors de la période de pointe de la pleine saison* est susceptible de faciliter la solution du problème. De substantiels avantages sont déjà accordés en ce sens par les établissements thermaux, et aussi les hôteliers. Tous les corps professionnels intéressés aux activités touristiques devraient étudier des conditions spéciales applicables hors saison. On arriverait ainsi à vaincre les habitudes de congés entraînant un déplorable rétrécissement des saisons.

Il est possible aussi d'aménager, à l'usage du thermo-climatisme social de *petites stations* délaissées pour des raisons de mode et dont l'équipement est de ce fait décadent. Un gros effort peut être entrepris en ce sens, qui permettrait, sans dommage pour la clientèle modeste, de libérer partiellement les grandes stations de réputation mondiale au profit des touristes étrangers. Bien entendu, leur accès ne serait pas interdit aux clients de la Sécurité Sociale, qui y seraient au contraire, les bienvenus, surtout comme

(1) Rapport au Congrès National du Tourisme, Biarritz, avril 1948.

appoint en avant et en arrière-saison, permettant de répartir l'amortissement des frais fixés sur une plus longue période.

Dans certaines stations, l'affluence de clients nouveaux par suite de l'extension de la Sécurité Sociale, occasionne une gêne pour les autres clients, et, ce qui est grave, parmi eux, pour les *étrangers* porteurs de la manne de devises. Il y a là un problème important à résoudre rapidement. Tout en affirmant le principe de l'égalité de traitement des assurés sociaux par rapport au reste de la clientèle, il serait bon d'aménager des locaux séparés, réservés aux clients riches et aux étrangers dont les exigences ne s'accommodent pas de promiscuités gênantes ou seulement trop nombreuses. L'aspect social du thermo-climatisme, certes capital, ne doit pas faire oublier l'apport de devises que nous attendons.

Dans ce domaine des efforts ont été faits dès avant la guerre dans beaucoup de stations. Dans un certain nombre il existe plusieurs établissements de première, deuxième ou troisième classes. Dans les stations ne possédant qu'un seul établissement on a pu y aménager des *classes différentes*. Ces classes jouissent d'un traitement d'une efficacité thérapeutique exactement semblable, le confort seul diffère. A chaque classe correspondent des prix gradués. La fréquentation différente qui résulte du niveau des prix est quelquefois le seul avantage s'attachant aux classes supérieures.

Ce sont des détails d'aménagement qui n'ont rien à voir avec l'effet curatif du traitement. Ils ne doivent cependant pas être négligés : ils nous conserveront la clientèle étrangère riche, celle qui rapporte le plus.

Quoiqu'il en soit, nous espérons que le problème délicat posé par l'affluence de clients nouveaux ressortissant de la Sécurité Sociale sera résolu sans maladresse et sans froissements inutiles.

THERMO-CLIMATISME SOCIAL INTERNATIONAL

Le thermo-climatisme est maintenant placé sur le plan social dans de nombreux pays. La Tchécoslovaquie possède une organisation d'assurance sociale qui ressemble beaucoup à la nôtre ; en 1946, 2 % de l'ensemble des assurés ont pu profiter du bénéfice des cures. La Belgique et la Suisse font également un gros effort. Des réalisations intéressantes existent encore au Luxembourg, en Suède, en Yougoslavie. En U. R. S. S., la conception du thermo-climatisme est essentiellement médico-sociale ; c'est par centaines de mille que les malades justiciables des cures, ainsi

que les travailleurs simplement fatigués, sont envoyés dans les stations thermales et climatiques.

Une *collaboration internationale* dans le domaine du thermo-climatisme social aurait les plus heureux effets. Dans certains pays étrangers, les caisses d'assurances sociales sont désireuses d'entrer en contact avec notre Ministère de la Santé afin d'envoyer dans nos stations leurs malades qui en seraient particulièrement justiciables. Ce projet recevra naturellement le meilleur accueil de notre part. Ne serait-ce pas là un premier acheminement vers une Europe Unie, un effort de coopération des peuples, la recherche de la santé de tous bénéficiant de la paix générale et contribuant en même temps à la maintenir...

En effet, « le problème du thermalisme social n'est pas un problème national. Il est comme tous les problèmes sociaux un problème humain qui se pose sous l'angle mondial et il est souhaitable que l'Organisation Mondiale de la Santé constituée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et, d'autre part, l'Organisation Internationale de la Sécurité Sociale qui un jour ou l'autre verra le jour sous la double égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation Internationale du Travail, se penchent sur ce problème. Seules de telles organisations sont en effet en mesure d'apporter une solution complète au problème du thermalisme social. » (1).

(1) M. LAROQUE, directeur général de la Sécurité Sociale. — Rapport au Premier Congrès International du Thermalisme Social.

CHAPITRE V

CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

L'acuité des problèmes touchant au thermo-climatisme est d'autant plus forte qu'à l'heure actuelle la concurrence se situe au niveau international. Des pays de plus en plus nombreux cherchent comme nous à se procurer des devises fortes par le moyen du tourisme. L'Europe est dépossédée de son monopole de fait en la matière; des pays neufs des autres continents tentent de capter la clientèle des Etats-Unis, la plus intéressante.

C'est ainsi que le Canada a retiré en 1946 plus de ressources de son tourisme que de ses exportations traditionnelles et a reçu un nombre de touristes américains supérieur au double de celui de sa population. Ce résultat sensationnel a été obtenu à l'aide de ses richesses climatiques.

Les pays sud-américains et d'Amérique Centrale introduisent également une publicité massive aux Etats-Unis.

En Europe, des pays jusqu'à présent indifférents s'équipent et organisent une publicité intensive pour prendre place sur le marché. L'Angleterre s'efforce, par une politique de « stay at home », de retenir ses propres nationaux. D'autres pays ont profité de leur neutralité dans le conflit pour perfectionner leur équipement. C'est le cas de la Suisse et de la Suède. La Suisse possède vingt-deux stations thermales et sait se servir du thermalisme pour sa propagande à l'étranger. La fréquentation de ses stations thermales croît depuis la fin de la guerre et a dépassé en 1945 et 1946, celle de 1938 (1).

(1) Total des nuitées dans les Stations thermales suisses, d'avril en octobre, chiffres donnés au n° d'avril 1948 des Annales des Stations hydro-minérales, climatiques, balnéaires, de tourisme et de sports d'hiver :

1938 = 455.659	1941 = 376.744	1944 = 420.893
1939 = 384.998	1942 = 399.265	1945 = 511.858
1940 = 296.745	1943 = 421.218	1946 = 562.970

La Tchécoslovaquie, si éprouvée par la guerre, se relève avec une rapidité magnifique. Elle possède des sources hydrominérales nombreuses et variées qu'elle sait parfaitement mettre en valeur. Des réalisations particulièrement remarquables ont été faites dans le domaine social. A l'heure actuelle, la position de la Tchécoslovaquie dans l'orbite soviétique l'empêche de nous concurrencer. Profitons de ce répit pour rendre notre équipement thermal comparable au sien.

Certains pays ont été trop touchés par la guerre pour reprendre dès maintenant une activité touristique importante : l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie. Tous trois sont riches en stations thermales et représentent des concurrents en puissance. L'Allemagne et l'Italie avant guerre ont su largement doter le thermo-climatisme de crédits, tant pour l'outillage que pour la propagande. Aussi possédaient-elles des stations parfaitement aménagées et dont la clientèle étrangère avait fait baisser la fréquentation de nos stations. Signalons qu'actuellement les autorités américaines se proposent de relever les stations thermales allemandes. Il y a là pour nous un danger de perdre la clientèle riche en dollars.

L'Espagne est pourvue en sources hydrominérales susceptibles de concurrencer les nôtres.

Citons encore la Belgique qui ne possède que peu de stations, mais très fréquentées.

*
**

La France est un des pays, sinon le seul, possédant une variété thermale et climatique aussi abondante et nuancée.

D'autre part, elle figurait jusqu'à la dernière guerre au premier rang des importations de touristes. Pour l'année de base 1929, les étrangers ont dépensé en France 390 millions de dollars-or, ce qui représente une moyenne de 23 % du trafic touristique mondial. La même année, les Français ont dépensé à l'étranger à peine 60 millions de dollars-or, ce qui plaçait la France au cinquième rang des pays exportateurs de touristes (1).

Il s'agit de conserver à la France sa place privilégiée dans le mouvement touristique mondial. On peut attendre beaucoup du thermo-climatisme dans cette voie.

(1) Documentation empruntée au Rapport de la Commission de modernisation du tourisme pour le plan général de modernisation et d'équipement.

A cet effet, il est indispensable de développer la propagande à l'étranger. Le Commissariat Général au Tourisme, dont c'est une des premières missions, s'emploie à la remplir.

Il serait utile que la propagande se place également sur le plan médical. L'influence du médecin thermal par ses tournées à l'étranger est bien connue. Il draine un courant de malades qui, venant chercher auprès de nos eaux la santé, apporte à nos stations la fortune.

Pour canaliser et retenir ces courants internationaux il faut encore cultiver le savoir-faire du bon accueil et de la courtoisie. Ces qualités étaient traditionnelles en France, nous ne devons pas les laisser perdre.

CHAPITRE VI

NÉCESSITÉ D'UN MODE SPÉCIAL DE FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION THERMALE ET CLIMATIQUE

En conclusion de cette deuxième partie de notre étude, où nous nous sommes attaché à montrer l'opportunité d'un financement en faveur du thermalisme et éventuellement du climatisme, nous voulons maintenant exposer la nécessité d'un mécanisme spécial de crédit.

En effet, les caractères spéciaux de l'exploitation thermique et climatique rendent de telles entreprises peu bancables. D'autre part, les répercussions indirectes de leur activité justifient une aide dans leur financement. Enfin les besoins de la Santé Publique exigent l'utilisation maximum de nos richesses thermo-climatiques.

Ce sont ces trois ordres de considérations qui nous ont dicté le plan de ce chapitre.

FAIBLE RENDEMENT DES ENTREPRISES D'EXPLOITATION THERMALE ET CLIMATIQUE

1. — *Limitation des bénéfices.*

Le *prix des prestations* en notre domaine est strictement réglementé et maintenu à un niveau très bas. Pour les établissements thermaux, les tarifs sont homologués par le Préfet du département, sur la proposition des services du contrôle économique. Pour la saison 1947, ils ont été fixés au coefficient 4.75 par rapport aux tarifs en vigueur pour chaque établissement en 1939. Une majoration de 60 % a été autorisée pour 1948, ce qui porte les tarifs environ au coefficient 8 par rapport à 1939.

En regard de ces prix de vente limités, les *prix de revient* sont en hausse constante. Les matières premières mises en œuvre (appareillage, linge, chauffage) dépassent largement le coefficient 8. Il en est de même du salaire du personnel qui représente un pourcentage particulièrement important du chapitre dépenses.

Les établissements thermaux n'ont donc que de très faibles disponibilités de trésorerie. Ils sont dans l'incapacité de prélever sur leurs insignifiantes marges bénéficiaires les moyens financiers qu'exige leur rééquipement. Il sont obligés de faire *appel au crédit*.

Or, les caractères propres à l'exploitation thermale rendent les établissements assez peu bancables, ainsi que nous allons maintenant essayer de le démontrer.

2. — *Caractères spéciaux de l'exploitation thermale et climatique.*

De telles entreprises constituent des *industries d'investissement* nécessitant de grosses mises de fonds initiales pour construire les bâtiments et aménager l'installation technique. Le passif des bilans d'activité en reste influencé pour longtemps. De vastes locaux et des dépendances importantes sont indispensables, ce qui implique une valeur locative élevée. Sont alourdies de ce fait les taxes basées sur les signes extérieurs (patente). La nouvelle législation des loyers va amener des charges écrasantes pour les exploitants locataires.

Si la cadence de l'amortissement immobilier est longue, celle de l'*amortissement de l'outillage* doit être *rapide*. Les établissements thermaux doivent toujours se conformer aux dernières exigences de la technique médicale. Cela implique l'acquisition de coûteux appareils qui risquent d'être démodés en peu de temps par suite de nouvelles mises au point thérapeutiques. Dans tous les cas, le matériel est soumis à une usure intensive (linge) à laquelle s'ajoute l'action corrosive des eaux minérales.

Les entreprises d'exploitation thermale assurent une *offre constante*; elles sont par conséquent sensibles à toute variation de la demande. Il en résulte pour elles une impossibilité de stocker un excédent de production non résorbé par une demande momentanément fléchissante. Inversement, si la demande dépasse la capacité maximum de l'établissement il s'ensuit une perte le plus souvent irréparable.

De telles exploitations sont extrêmement touchées par toute augmentation rétroactive des charges (taxes, salaires) comme il en est fréquemment édicté. Il s'agit alors d'une perte sèche qui ne peut être récupérée puisque les recettes résultent de ventes portant sur une production non stockable.

Il faut enfin tenir compte du fait que les entreprises thermales sont en presque totalité *saisonnnières*. Elles ne travaillent à plein rendement que quelques semaines par an pendant lesquelles elles ne peuvent en général suffire à l'afflux de la clientèle. Les périodes encadrant la pleine saison sont creuses. L'hiver entraîne la fermeture de tous les établissements, sauf quelques exceptions. En regard de cette période d'activité réduite il faut faire face à des charges annuelles fixes et incompressibles : fiscalité, entretien, amortissement, frais généraux particulièrement accablants par eux-mêmes.

3. — *Vente des eaux minérales en bouteilles.*

Certaines stations, parmi les plus grandes, Vichy, Vittel, Evian couvrent le déficit d'exploitation de l'établissement par le produit de la vente des eaux minérales en bouteilles. Le prix en est maintenant librement déterminé par les exploitants. La vente des eaux en bouteilles a un *caractère industriel* qui permet d'être rémunérateur. Les directeurs des établissements ne cachent pas la nécessité vitale que présente pour eux ce poste d'exploitation qui les sauve de la faillite.

Ils vont même jusqu'à considérer la saison thermale comme une *réclame* élargissant le marché des eaux en bouteilles. En effet, la progression des curistes suit celle du nombre de bouteilles expédiées, ce qui prouve que l'eau bue à domicile n'empêche pas le malade de venir à la station. Voici des chiffres à l'appui, tels qu'ils ont été observés à Vichy.

Années	Nombre de bouteilles expédiées	Nombre de Baigneurs
1860	1.100.000	12.000
1870	2.300.000	18.500
1880	4.000.000	37.000
1890	7.200.000	52.000
1900	14.800.000	58.000
1910	27.700.000	104.000
1920	19.200.000	101.500
1930	54.500.000	134.000

Si le produit de la vente des eaux en bouteilles permet à quelques stations de vivre, cet expédient n'est pas accessible à toutes. De plus, il faut considérer l'exploitation thermique en soi et lui donner les moyens de fonctionner sans avoir besoin de recourir à des à-côtés industriels.

4. — *Difficulté d'obtenir du crédit.*

Les entreprises d'exploitation thermique et climatique sont loin du rendement commercial considéré comme minimum du point de vue bancaire. L'état actuel du marché aggrave encore les difficultés. Des demandes de prêts de toute sorte ont pour effet de faire monter les taux d'intérêts et d'imposer des garanties sûres.

Or, un des caractères propres à l'exploitation thermique réside justement dans la *difficulté de constituer un gage*. L'établissement thermal, en principe, ne constitue pas un fonds de commerce; le nantissement commercial n'est donc pas utilisable.

En second lieu, la *spécialisation des installations* en vue d'une exploitation particulière est un obstacle dans la réalisation du gage. La valeur de la sûreté en est diminuée d'autant.

Enfin, *l'exploitant dans bien des cas n'est pas propriétaire de l'établissement*. Quand l'établissement appartient à l'Etat, aux départements, aux communes ou à des établissements de bienfaisance il est impossible de constituer une hypothèque.

Dans ces conditions, les intéressés ne peuvent avoir recours aux prêts bancaires, même quand ils les ont obtenus, car les obligations auxquelles ils seraient astreints sont si lourdes qu'ils ne pourraient y faire face.

Le problème du financement ne recevra de solution acceptable qu'en assortissant le gage proposé de *garanties supplémentaires*, ce qui aura pour effet d'abaisser le taux de l'emprunt et de le rendre supportable. Les garanties doivent être fournies par ceux qui profitent des répercussions indirectes de l'exploitation thermique et climatique.

AIDE AUX ENTREPRISES D'EXPLOITATION THERMALE ET CLIMATIQUE JUSTIFIEE PAR LEURS REPERCUSSIONS INDIRECTES

Si le rendement propre des entreprises thermiques et climatiques est faible, il est par contre possible de parler de *rentabi-*

lité indirecte au profit de collectivités ou de particuliers étrangers au thermo-climatisme. C'est de ces deux derniers que nous attendons une aide en faveur du thermo-climatisme.

1. — *Aide de la part de l'Etat.*

Dans la mesure où le thermo-climatisme contribue au prestige français à l'étranger, des ressources doivent être fournies par l'Etat pour faire face à cet effort supplémentaire ainsi demandé. Or, le plan MONNET, comme nous l'avons vu, attend de nos visiteurs étrangers un apport de 450 millions de dollars, soit 25 % du total des exportations tant visibles qu'invisibles, condition sine qua non de l'équilibre de la balance des comptes. Il s'agit de doubler le montant des devises apportées par eux. Un tel objectif ne sera atteint que par un effort synchronisé de toutes les branches du tourisme, parmi lesquelles le thermo-climatisme n'aura pas la moindre part.

Il est juste qu'une aide de l'Etat corresponde à cet équipement supplémentaire requis; ce concours pourrait en particulier prendre la forme d'un *allègement des charges fiscales*. Selon un vœu émis au Congrès National du Tourisme de Biarritz, il y aurait lieu d'assimiler aux exportations les industries touristiques des stations thermales et climatiques pour la partie de leur chiffre d'affaires s'appliquant à la clientèle étrangère. A ce titre, elles devraient bénéficier des aménagements et des concours des pouvoirs publics.

La rentabilité indirecte des capitaux investis dans l'industrie thermo-climatique se manifeste aussi dans l'économie intérieure. Nous avons parlé de l'action dynamique du thermo-climatisme. C'est un générateur économique qui met en mouvement une série d'industries dont la répercussion se fait sentir sur toute l'activité. La Nation entière profite de l'essor donné au thermo-climatisme. Il est donc normal que la collectivité participe au financement de cette industrie sous la forme d'une aide des pouvoirs publics.

2. — *Aide sur le plan départemental.*

La répercussion de l'activité thermo-climatique sur la prospérité d'une région pourrait justifier des subsides accordés sur le plan départemental. Signalons, comme exemple de compréhension des problèmes communs, l'intéressante réalisation des « *Logis d'Auvergne* » dans le département de la Haute-Loire.

Le mouvement des « *Logis d'Auvergne* » a pour but l'équipement hôtelier d'une grande région touristique. A cet effet

une association a été constituée, dont le conseil d'administration comprend, à côté des animateurs du tourisme du crû, des représentants des collectivités départementales et locales et des organisations professionnelles intéressées.

Le hôteliers et restaurateurs qui sollicitent leur adhésion au mouvement font l'objet d'une enquête touchant leur moralité et leur valeur professionnelle. Ils doivent se plier aux règles d'une charte et reçoivent divers avantages en contre-partie, en particulier des *facilités de crédit à taux réduit*.

Le conseil général de la Haute-Loire, comprenant la portée de cette initiative appelée à insuffler une vie économique nouvelle au département tout entier, a voté une *garantie* de 20 millions assurant à l'organisme bancaire spécialisé, la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, la bonne fin des crédits qui pourraient être accordés par l'intermédiaire des « Logis d'Auvergne ». Il a en outre voté une *bonification d'intérêt* de 2 % au profit des emprunteurs.

Le succès de la formule nouvelle a suscité l'émulation des départements voisins, la dernière assemblée générale des présidents des Conseils Généraux a pris en considération cette réalisation appelée à se généraliser.

Si nous avons exposé avec quelques détails cette première expérience, c'est que le statut et l'essor du thermo-climatisme se trouve dans une formule voisine. Nous pensons toutefois que l'association des intéressés serait plus efficace si elle se réalisait à l'échelon de la station.

3. — *Aide à l'échelon de la station.*

C'est surtout dans la station elle-même que se manifeste la répercussion indirecte de l'activité thermo-climatique. L'établissement thermal est la raison d'être de tous les commerces et industries qui se sont greffés autour de lui. C'est lui qui attire les clients, prospérité pour tous. L'existence même des hôtels, des casinos, des commerces et industries de luxe dépend de lui. L'activité médicale en est également issue. Si l'établissement périclite, c'est le déclin de tous ces satellistes. S'il se modernise et s'amplifie, les autres seront les premiers bénéficiaires de l'accroissement numérique de la clientèle et de l'augmentation qualitative de son niveau.

Il y a là une situation paradoxale : voici une entreprise qui investit des fonds dont le rendement s'avère médiocre pour elle. Autour de cette entreprise en gravitent d'autres très nombreuses, parfois beaucoup plus importantes, qui vont recueillir tout le

bénéfice d'une opération qui ne leur aura rien coûté. C'est évidemment anormal.

Au point de vue économique, tout finit par rentrer dans la norme. Cette injustice que nous venons de dénoncer se *résout quelquefois par l'acquisition par les exploitants thermaux d'industries connexes*. Il se produit une sorte d'intégration. La même société se charge de loger et de distraire ceux qui lui coûtent très cher à soigner. Les pertes dans un domaine sont ainsi compensées par les gains dans les autres; hôtels et casinos couvrent le déficit de l'établissement thermal.

C'est le cas dans un certain nombre de stations, parmi les plus importantes, mais non pas dans toutes. Il faut donc un remède qui puisse s'appliquer à l'ensemble.

La solution serait de mettre en jeu la *solidarité des diverses activités professionnelles de la station*.

Cette solidarité professionnelle pourrait se manifester par la constitution de sociétés de caution mutuelle dans le cadre local. Le cautionnement de ses membres renforcerait le gage des emprunts à la Caisse du Crédit Thermal. Ce serait un premier effort très efficace.

L'aide de la station devrait aussi fournir des fonds.

On a pu espérer tirer des ressources de l'augmentation du taux de la taxe de séjour, déjà affectée à l'aménagement de la station. Son tarif est certes à un niveau très doux. Mais il ne pourrait pas être considérablement augmenté, car, la taxe étant perçue directement sur l'usager par l'hôtelier, elle alourdit la note d'hôtel dont le montant joue un rôle déterminant dans la décision d'un voyage.

Il faut trouver une taxe invisible, payée par l'ensemble des commerces et des industries de l'endroit. *On peut se référer à une expérience réussie dans l'une de nos principales stations de sports d'hiver* : il a été institué une taxe additionnelle sur les transactions dont le produit est affecté intégralement au service du tourisme et des sports.

Cet exemple pourrait être transposé dans les stations thermales et climatiques. C'est d'ailleurs sur une telle ressource que se base partiellement le projet SEGELLE accompagnant d'un crédit thermal l'étatisation des sources d'eau minérale.

*
**

En conséquence, nous proposons d'affecter au Crédit Thermal une *taxe additionnelle à la taxe locale sur les ventes au détail et sur les prestations de service* perçue dans les stations

thermales et climatiques. Ainsi, la station tout entière participerait à l'équipement de son industrie-mère.

Cette taxe additionnelle serait perçue exclusivement au détail et aux taux minime de 1 %. Dans ces conditions, son poids ne serait pas trop lourd. Les frais de perception seraient infimes car l'impôt serait collecté par les services financiers déjà chargés de percevoir : d'une part pour l'Etat, la taxe sur les transactions; d'autre part pour les collectivités locales, la taxe locale sur les prestations de service et les ventes au détail.

De l'avis des spécialistes, on peut attendre de telles ressources une recette s'élevant à 2 milliards, dont l'affectation au profit du Crédit Thermal serait absolument justifiée.

Par analogie, rappelons qu'une *aide temporaire au bénéfice de l'industrie cinématographique* vient d'être instituée sous la forme d'une taxe additionnelle de 5 à 10 francs aux prix des places dans les cinémas. Ce qui est vrai pour l'industrie cinématographique semble à fortiori pouvoir être demandé pour le thermo-climatisme.

BESOINS DE LA SANTE PUBLIQUE

Le thermo-climatisme contribue au maintien de la Santé Publique. Son importance sociale lui confère certains aspects d'un *Service Public*. L'intérêt national exige sa bonne exploitation.

Nous ne croyons pas que cette correspondance avec un besoin collectif soit un argument en faveur d'une nationalisation. Nous avons vu, au contraire, que l'exploitation thermo-climatique s'accorderait mal avec la machine administrative propre aux entreprises nationalisées. Nous y voyons seulement la *justification de crédits spéciaux*.

Nous proposons d'alimenter la Caisse de Crédit Thermal par un *prélèvement sur le produit de la taxe sur les jeux de hasard dans les casinos*. Les casinos sont autorisés dans toutes les stations classées, mais il ne faut pas oublier que les premiers ont été créés dans les stations thermales en vue de distraire les baigneurs. Il semblerait donc juste de ristourner au profit de ces stations une partie des bénéfices qu'elles procurent à l'Etat.

L'impôt sur le produit des jeux est extrêmement lourd. La cagnotte brute, après abattement de 25 % subit un prélèvement de l'Etat progressif, qui s'élève de 10 % à 80 % (au-dessus de 35 millions), et un prélèvement communal, imposé par le cahier des charges, qui peut aller jusqu'à 15 %.

En 1947, le produit brut de la cagnotte des casinos des stations thermales et climatique s'est élevé à 2.103 millions de francs, sur lesquels l'Etat a prélevé 970 millions (44 %) et les communes 155 millions (10,70 %).

La plus grosse objection à laquelle se heurte l'affectation du prélèvement sur les jeux au Crédit Thermal consiste dans le *principe de l'universalité budgétaire*. Sur le plan théorique il est possible de soutenir qu'il s'agit d'un prélèvement n'ayant pas les caractères d'un véritable impôt.

En fait nombreuses ont été les dotations établies par préciput sur le produit des jeux. Le Crédit Maritime Mutuel en particulier reçoit des subventions sur le produit des jeux. Le Crédit Thermal peut logiquement prétendre participer à cette manne.

Organisation d'un Crédit Thermal

Le XIX^e siècle économique est issu d'une double révolution :
— la révolution industrielle, qui s'accomplit en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle et déclanche l'essor du machinisme.
— la Révolution Française, qui substitue en matière économique la liberté de la production et des échanges aux réglementations mercantilistes et corporatives.

De la conjonction de ces deux bouleversements, de la rencontre du machinisme et du libéralisme est né le capitalisme.

Comment se caractérise le mécanisme économique dans le cadre du capitalisme libéral ? En ce qui concerne le marché des produits fabriqués, les économistes libéraux nous apprennent qu'en régime de libre concurrence l'équilibre entre l'offre et la demande s'établit à un prix approximativement égal au coût de production, ce prix assurant à la fois le maximum de satisfaction chez les consommateurs et l'équitable rémunération des producteurs. Le marché des services, à part quelques variantes, est régi par les mêmes lois.

Dans une telle économie, les banquiers sont avant tout des commerçants de crédit qui empruntent des capitaux à un taux d'intérêt assez bas et parfois nul et les prêtent à un taux plus élevé. Le rôle commercial de la banque est double : la banque apparaît à la fois comme un collecteur des disponibilités (des petits déposants) et un mobilisateur du crédit grâce à la pratique du « découvert ». Par le découvert, on peut dire que la banque permet à ceux à qui elle prête d'acheter des richesses ou des services et d'en disposer sans en fournir immédiatement la contrepartie réelle.

**

La fin du XIX^e et le XX^e siècle sont témoins de la crise de l'économie libérale et de l'ascension de l'économie dirigée, provoquée par les modifications intervenues dans la structure économique et l'armature politique et sociale du monde.

La transformation se manifeste tout d'abord par le passage de la concurrence au monopole, le capitalisme des grandes unités se substituant graduellement au capitalisme des petites unités.

Sur le marché de la main-d'œuvre, l'individu isolé a cédé la place à une classe ouvrière organisée, obéissant aveuglément à d'immenses centrales syndicales.

La perturbation de l'équilibre économique par les crises périodiques de surproduction constitue le troisième élément, et non des moindres de l'évolution.

« Enfin, le triomphe du protectionnisme sur le libre échange ou, plus exactement, et plus largement, du nationalisme et de l'impérialisme sur l'universalisme et le pacifisme est le dernier élément dans cette évolution du XIX^e siècle qui est à l'origine du climat nouveau ». (1).

Cette économie dirigée, née surtout peut-être, de la primauté du social et du politique sur l'économique, s'affirme rapidement par une série de mesures à l'égard des monopoles et des ententes, à l'égard de la production, des prix, de la monnaie, des revenus, ainsi que des échanges internationaux.

*
**

En matière de crédit la nouvelle organisation française diffère des précédents étrangers, tant par son esprit que par ses mobiles. Les législations intervenues à l'étranger dans la période 1930-1936 sont des mesures de crises, de crise économique et de crise bancaire, l'une et l'autre étant intimement liées. À cette époque, on a voulu, tout d'abord, assurer une plus grande sécurité aux déposants. Ensuite, on espérait prévenir le retour des crises dites cycliques, ou du moins en atténuer la gravité, en confiant à l'Etat le contrôle du volume de l'émission de la monnaie scripturale.

Tout autre est l'esprit des lois françaises, issues d'une crise politique qui exige la refonte des institutions économiques de base et même un changement profond de régime économique. En 1945, la défense du déposant passe au second plan, le but essentiel de l'opération devenant le contrôle, ou mieux, la direction totale et exclusive du crédit en général.

« La France sort de la guerre. Or, qu'on soit ou non partisan de l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique, on est obligé d'admettre que, durant ces périodes exceptionnelles que sont les années de conflit et les années d'après-guerre, l'Etat doit être directement et indirectement le principal entrepreneur.

« ... Il faut refaire l'infrastructure économique du pays, c'est là un besoin collectif qui doit passer avant tout autre. Non seulement il faut refaire l'infrastructure, mais il faut encore re-

(1) Gaëtan PIROU : « Economie libérale, économie dirigée ».

nouveler notre capital économique de base et remettre à neuf notre industrie lourde. Cette tâche de reconstruction économique passe avant la satisfaction de certains besoins superflus. On peut douter que l'initiative privée, mue uniquement par la recherche du plus haut profit possible, assure une distribution des capitaux conforme à cette hiérarchie collective des besoins... Les circonstances présentes exigent que par voie autoritaire l'Etat puisse assurer la priorité à la satisfaction des besoins urgents de la collectivité au détriment des besoins superflus des particuliers. » (1).

(1) M. le Professeur Max CLUSEAU : « Réflexion sur la nouvelle organisation du crédit ». — Revue de Science et de Législation financières. N° 3 de 1946, pages 281 et suivantes.

CHAPITRE I

UN EXEMPLE A MÉDITER : LE 'CRÉDIT POPULAIRE URBAIN

La crise de l'économie libérale a eu pour conséquence en matière bancaire le développement, depuis une cinquantaine d'années, de nombreuses institutions présentant, à quelque degré, un caractère public, c'est-à-dire créées, gérées ou financées par l'Etat. C'est pour combler les lacunes du secteur bancaire privé qu'est né un secteur public ou semi-public comprenant des organismes spécialisés dans la distribution d'un crédit à bon marché à des catégories déterminées.

A l'origine ce crédit présente un caractère mutualiste et coopératif. Des organismes spéciaux fondés sur la responsabilité solidaire permettent de collecter des fonds. Mais la plus grosse part des ressources a dû être fournie par l'Etat, qui a de ce fait trouvé une justification de ses pouvoirs de réglementation et de contrôle. Cela donne un caractère hybride et un peu artificiel à toute l'organisation.

C'est d'abord dans le domaine agricole que fut créé un mécanisme spécial distributeur de crédit. Le *Crédit Agricole* a été organisé par des lois successives, les dernières encore récentes, et la première en date du 5 Novembre 1894. L'aide de l'Etat se manifeste par des dotations, dont le montant s'élevait en 1940 à près de 2 milliards de francs. En contre partie, le statut de l'institution est très strict. C'est un organisme à trois étages comportant des caisses locales, des caisses régionales et la Caisse Nationale du Crédit Agricole, toutes soumises au contrôle du Ministre de l'Agriculture.

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU CREDIT POPULAIRE

Le crédit mutuel urbain est destiné à venir en aide aux entreprises industrielles et commerciales de petite et moyenne importance.

1. — *Sociétés de caution mutuelle.*

Le Crédit Populaire repose sur les sociétés de caution mutuelle. « La nécessité de coordonner les activités isolées dans toutes les branches professionnelles et d'assurer une répartition plus équitable du crédit dans chaque secteur de la production, par une appréciation plus saine du risque, vient de remettre en honneur les principes de la garantie solidaire et collective qui découlent du cautionnement mutuel. » (1). Une ordonnance du 20 Juin 1945 a permis de réorganiser les sociétés de caution mutuelle, créées par la loi du 13 Mars 1917, en les soumettant au *contrôle technique administratif et financier de la Chambre Syndicale des Banques Populaires*.

La responsabilité personnelle de chaque adhérent est limitée soit au montant des parts souscrites, soit à plusieurs fois ce montant. Le montant maximum des engagements à assurer étant ainsi déterminé il ne doit plus y avoir d'obstacle à une organisation sur le plan professionnel, dont le principe même semble recevoir de plus en plus l'assentiment des intéressés. « La société de caution mutuelle paraît particulièrement qualifiée pour assurer le financement des programmes de modernisation et d'équipement d'une profession déterminée, en exécution d'un plan d'ensemble » (2). Cette organisation, basée sur la coopération et la solidarité, implique naturellement une sélection sévère des membres adhérents.

Les sociétés de caution mutuelle ne font par elles-mêmes aucune opération de prêt. Elles ont pour objet *exclusif d'endosser les effets de commerce* de leurs membres, afin d'en faciliter l'escompte.

2. — *Banques Populaires.*

L'escompte des effets est assumé par les banques populaires. Les banques populaires, créées par la loi de 1917, ont un ca-

(1) Pierre MONTFAJON, directeur général du Crédit Populaire de France, conférence faite le 11 juin 1946 à l'Ecole des Sciences Politiques (Centre d'études supérieures de banque).

(2) Extrait d'un opuscule édité par la Chambre Syndicale des Banques Populaires.

ractère coopératif, en ce sens que les bénéfices distribués le sont au prorata des emprunts contractés par les clients et non au prorata du nombre de parts sociales souscrites.

3. — *Chambre Syndicale des Banques Populaires.*

Couronnant l'organisation, est instituée par la loi du 24 Juillet 1929 la Chambre Syndicale des Banques Populaires, organisme corporatif. La Chambre Syndicale est chargée de représenter les banques populaires. Elle exerce sur elles, ainsi que sur les sociétés de caution mutuelle, *un contrôle administratif, technique et financier*. Elle est amenée à jouer un *rôle de direction générale du Crédit Populaire* en favorisant la création de nouvelles banques ou en provoquant la suppression de banques existantes.

La Chambre Syndicale des banques populaires, administre un *fonds collectif de garantie* alimenté par des avances de l'Etat et par un prélèvement de 5 % effectué sur les bénéfices nets réalisés par les banques populaires. Les banques ont en effet bénéficié de multiples et importantes *avances de l'Etat* pour assainir leur situation financière.

4. — *Conseil Central de Crédit.*

Dans son rôle de contrôle, la chambre syndicale est assistée d'un Conseil central de crédit. Le Conseil central est appelé à se prononcer sur les propositions d'investissements dépassant des limites déterminées pour chaque banque populaire. Le corps de l'inspection lui fournit une documentation très complète qui lui permet de se baser sur les données les mieux établies pour orienter l'action du Crédit Populaire en général et de chacun de ses organismes en particulier. D'après M. MONTFAJON, directeur général du Crédit Populaire de France, « cette organisation constitue en fait pour les établissements adhérents de l'institution une véritable *centrale des risques* qui contrôle aujourd'hui près de 80 % des investissements en escompte et en comptes débiteurs ».

M. MONTFAJON poursuit : « Chaque cas faisant l'objet d'un examen particulier, l'action restrictive du conseil central de crédit se manifeste d'une façon suffisamment souple pour ne pas interdire les initiatives intéressantes, mais au contraire pour les favoriser. Associant étroitement la sécurité découlant des contrôles officiels aux qualités des initiatives privées, les Banques Populaires doivent rester les agents attentifs d'une distribution

à la fois prudente et équitable du crédit. Elles prolongent ainsi sur le plan régional l'action que poursuivent dans un domaine plus général les banques nationalisées et les grandes sociétés de crédit. » (1).

5. — *Contrôle de l'Etat.*

Ainsi composé, le Crédit Populaire semble devoir donner toute satisfaction. Le contrôle de l'Etat s'exerce en particulier par *l'inspection générale des Finances*. De plus, un *commissaire du gouvernement* représente l'Etat auprès de la chambre syndicale, sa surveillance s'étend aux banques populaires auprès desquelles il peut déléguer le trésorier payeur général du département.

FONCTIONNEMENT DU CREDIT POPULAIRE

1. — *Crédit à court terme : Caisse Centrale des Banques Populaires.*

Le Crédit populaire a d'abord été limité aux opérations à court terme. Les banques populaires ont pour rôle essentiel de pratiquer *l'escompte* à l'aide des dépôts de ses clients. Les prêts sont destinés à faire face à des *besoins de trésorerie courante*. De plus, le *financement des stocks*, normalement assuré à l'aide du crédit à moyen terme, doit, en cette période de pénurie et d'instabilité monétaire, ressortir du crédit à court terme.

Dans le fonctionnement du crédit à court terme l'institution comprend une Caisse Centrale placée auprès de la Chambre Syndicale des banques populaires et sous son contrôle. La Caisse Centrale du court terme joue d'une part *le rôle de chambre de compensation des banques populaires*. D'autre part elle est chargée de *centraliser les excédents de trésorerie de chaque banque* non susceptibles d'être immédiatement employés, ce qui accentue le contrôle exercé par la Chambre Syndicale sur les banques populaires.

2. — *Crédit à moyen terme : Caisse Centrale de Crédit Hôte-lier, Commercial et Industriel.*

Le Crédit Populaire étend maintenant son action au moyen terme. Il s'appuie à cet effet sur la Caisse Centrale de Crédit

(1) Pierre MONTFAJON : « Le Crédit Populaire en France ».

Hôtelier, Commercial et Industriel, qui vient de lui être affilié sans réserve, en vertu d'une ordonnance du 20 Juin 1945 (décret d'application du 25 Juin 1947). Cette dernière tient, dans l'organisation du Crédit Populaire Urbain, avec le caractère d'un organisme central, le rôle de Caisse de Crédit à Moyen Terme. A ce titre, elle est placée sous l'autorité de la Chambre Syndicale des banques populaires. Le commissaire du gouvernement près le Crédit Populaire de France exerce sur elle la tutelle du Ministre des Finances.

Les prêts dont le montant ne dépasse pas un million de francs sont financés directement par la Caisse Centrale de Crédit à moyen terme sur ses ressources propres. Au-dessus de ce chiffre, les demandes doivent obligatoirement recevoir l'accord préalable du *Crédit National*, en vue de leur réescompte éventuel. Le montant maximum des prêts n'est pas fixé, mais la somme avancée doit être proportionnée à la production probable durant les années de remboursement. L'intérêt est celui appliqué par le *Crédit National*; la clientèle des Banques Populaires bénéficie donc de conditions identiques à celles accordées aux entreprises de plus grande dimension.

Le *gage* doit être satisfaisant, basé sur des garanties réelles, nettement établies. Une sûreté réelle peut être appuyée par des cautions, ou par un engagement de ne pas hypothéquer certains biens immobiliers. Ces éléments de garantie doivent être appréciés sur place par la banque populaire.

La banque populaire a en effet vis-à-vis de la clientèle du moyen terme un rôle de surveillance. A la différence du crédit populaire à court terme, la responsabilité est encourue non par elle, mais par la Caisse Centrale de Crédit à moyen terme. Toutefois, c'est dans la clientèle de la banque populaire que le prêt est effectué. C'est la banque populaire qui établit le plan d'ensemble dans l'octroi des crédits. L'utilité économique du moyen terme étant d'encourager et de développer la production peuvent en principe en bénéficier toutes les entreprises présentant un intérêt économique certain, avec priorité pour celles intervenant dans le plan général de rééquipement. Le rôle de la banque populaire se poursuit pendant toute la durée du prêt par un contrôle sur place.

3. — *Opérations étrangères au Crédit Populaire et confiées cependant aux Banques Populaires.*

L'institution du Crédit Populaire ayant donné satisfaction, son cadre a été utilisé dans la distribution de fonds à des béné-

ficiaires qui n'étaient pas les clients habituels des banques populaires.

a) *Crédits sociaux.*

C'est ainsi que le crédit populaire a dû prêter ses guichets pour la distribution et le recouvrement des avances spéciales prévues en 1936 par le ministère de l'économie nationale, en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et agricoles, crédits sociaux accordés directement par l'Etat à des particuliers.

b) *Crédit artisanal.*

Plus importante est la mission confiée aux banques populaires en matières de crédit artisanal. L'organisation du Crédit artisanal est sur bien des points parallèles à celle du crédit populaire.

Les prêts individuels sont effectués par les banques populaires à l'aide de fonds fournis par la chambre syndicale des banques populaires qui reçoit à cet effet des avances du ministère du travail. Un *fonds collectif de garantie des prêts artisanaux* est institué auprès de la chambre syndicale ainsi qu'un Comité spécial de l'artisanat.

Le crédit artisanal collectif accordé aux coopératives artisanales est du ressort de la *Caisse Centrale de Crédit Coopératif*, les banques populaires étant seulement chargées de la distribution des fonds et de la poursuite du remboursement.

*
**

M. MONTFAJON résume ainsi l'organisation générale du Crédit Populaire : « Le Crédit Populaire se compose aujourd'hui de trois échelons :

— à l'échelon régional :

56 banques populaires... disposant de 697 guichets répartis dans 81 départements;

— à l'échelon central :

La Chambre Syndicale des banques populaires de France et deux Caisses Centrales :

— l'une clearing comptable de l'Institution, spécialisée dans les opérations de trésorerie et de crédit à court terme;

— l'autre (Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel) appelée à traiter pour le compte des banques populaires les opérations de crédit à moyen et long terme. »

LE CREDIT HOTELIER

La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel a d'autre part conservé sa fonction primitive, celle de fournir du crédit à sa clientèle spécialisée d'hôteliers, restaurateurs et cafetiers.

Il nous semble intéressant de nous arrêter quelque peu sur cette dernière institution de crédit spécialisée. En effet, nous croyons d'une part que son *exemple* peut être instructif dans l'organisation d'un Crédit Thermal et d'autre part que son *appui* sera précieux dans la rénovation de nos stations thermales et climatiques.

1. — *Statuts de la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel.*

La Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel est une société privée sur laquelle l'Etat a un droit de regard. C'est une société de personnes, caractère accentué récemment par des restrictions accrues à la négociabilité des parts sociales.

A la tête de la Société se trouve un *Conseil d'administration* nommé par les sociétaires. La nomination du président du conseil d'administration, qui est en même temps, Directeur Général de la Caisse Centrale, est soumise à l'agrément du Ministre des Finances, sur la proposition de la Chambre Syndicale des banques populaires. La Chambre Syndicale exerce sur la Caisse Centrale un contrôle administratif, technique et financier. Le contrôle de l'Etat est exercé par l'intermédiaire du *Commissaire du gouvernement près le Crédit Populaire de France*.

Le *Capital social* est actuellement de 10 millions de francs. Une assemblée générale extraordinaire du 17 Octobre 1947 a permis son élévation à 50 millions.

Des *avances de l'Etat* ont été accordées successivement au Crédit National Hôtelier et à la Caisse Centrale. Elles ont été importantes. Elles figurent au bilan du 31 Décembre 1946 pour près de 100 millions. Elles ont été affectées à la fois à des prêts à long terme en faveur de l'hôtellerie et à des prêts à moyen terme en faveur de la petite entreprise. Toutefois le décret du 9

Mars 1938 interdit d'employer plus de 60 % des avances de l'Etat en faveur de cette dernière catégorie (cette clause est maintenant dépassée par des textes plus récents).

La loi de finances du 21 mars 1947 prévoit en faveur de la Caisse 400 millions d'avances, dont 200 millions pour les prêts hôteliers à long terme. Ces avances seront remboursables dans un délai de 15 ans, au taux d'intérêt réduit de 2 %.

2. — *Opérations à court terme.*

Pour son activité proprement hôtelière, la Caisse Centrale comporte deux départements. Tout d'abord elle n'a eu qu'un département bancaire fonctionnant comme une banque populaire. Elle reçoit des dépôts et avec le produit de ces dépôts ainsi qu'avec le capital social, elle fait des opérations d'escompte et de crédit mobilisable.

3. — *Opérations à long terme.*

Sur cette banque populaire a été enté un département de prêts à long terme. Ces prêts doivent être affectés à « la réfection, l'aménagement, la modernisation ou la construction d'hôtels à voyageurs » (décret du 9 Mars 1938, article 3). Le montant de chaque prêt ne peut dépasser la somme de 3.500.000 francs, au delà de laquelle la Caisse Centrale doit demander agrément du Crédit National, qui doit à son tour s'assurer au préalable le réescompte éventuel de la Banque de France. Le taux d'intérêt fonction du taux d'escompte de la Banque de France, est actuellement de 6 % net. Le remboursement peut être échelonné sur un délai ne pouvant dépasser 12 années.

Les *garanties* sont spéciales et solides. Lorsque le bénéficiaire du prêt est propriétaire du fonds et de l'immeuble où il exploite son affaire, la garantie doit obligatoirement porter sur l'immeuble (hypothèque) et sur le fonds de commerce (nantissement). Lorsqu'au contraire le demandeur est seulement propriétaire du fonds de commerce et locataire de l'immeuble, la garantie ne peut être que le nantissement du fonds.

Pour ses prêts hôteliers, la Caisse Centrale peut utiliser le cadre général du Crédit Populaire. Mais ce n'est pas une obligation.

Ses prêts ont pour unique but d'améliorer l'industrie hôtelière. La Caisse Centrale contrôle donc, dans la mesure où elle le peut, l'emploi des fonds qu'elle a prêté. Ces fonds sont de plus, non pas remis directement aux intéressés, mais affectés au

paiement des architectes, entrepreneurs et fournisseurs, sur présentation de bons d'escompte, devis ou facture.

4. — *Le rôle d'orientation de l'activité touristique.*

La Caisse Centrale, organisme militant, joue un rôle d'orientation de l'activité touristique.

A cet effet est constitué dans chaque région touristique ou économique un *Comité régional* composé de représentants de la Fédération des Syndicats d'Initiative, des Groupements hôteliers, des Chambres de Commerce, des Banques populaires, des Groupements industriels et commerciaux intéressés au développement du tourisme et de personnes s'occupant de questions touristiques. Les travaux de ces comités tendent à établir des programmes d'intérêt touristique.

Un *Comité consultatif* est constitué auprès du Conseil d'administration de la Caisse Centrale. Il est formé de représentants des comités régionaux et de dix membres nommés par le Ministre des Travaux publics, parmi les personnalités particulièrement compétentes en matière de tourisme.

Centralisant les travaux des Comités régionaux, le Comité consultatif propose le *programme national d'aménagement touristique et hôtelier* destiné à guider le Conseil d'administration dans l'octroi des crédits.

La Caisse Centrale est assistée d'autre part d'un *Comité technique* composé d'experts qualifiés dans la construction et l'aménagement des hôtels. En effet le crédit hôtelier est d'autant plus facilement accordé que l'immeuble est mieux adapté à sa destination hôtelière. Un organisme de crédit spécialisé est nécessaire en ce domaine, car les sociétés ordinaires prêtent en général sur un immeuble en raison inverse de sa spécialisation. Les établissements thermaux et de cure rencontrent les mêmes difficultés.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DES PROJETS ET PROPOSITIONS TENDANT A FAVORISER LE FINANCEMENT DES EXPLOITATIONS THERMALES ET CLIMATIQUES

PROJET DE BANQUE D'INDUSTRIE THERMALE

Dès 1924, un effort constructif était fait en vue d'aider le financement des établissements thermaux. Le Docteur MOLINERY édifiait un projet de Banque d'Industrie Thermale (1).

Le Docteur MOLINERY émettait le vœu que les capitaux français, au lieu de s'exporter et de favoriser les affaires étrangères comme avant la guerre de 1914-1918, s'intéressassent à l'exploitation de nos richesses thermales nationales. A cet effet, il proposait la création d'une Banque Thermale, constituée par un consortium de financiers. Son capital serait payé par le produit de la taxe de séjour, obligatoire dans toutes les stations thermales. Elle se ferait concéder le monopole de l'extraction et de l'exploitation commerciale des sous-produits. Ainsi, elle pourrait émettre, pour son compte personnel, des actions et obligations.

Peu à peu, la Banque Thermale deviendrait propriétaire d'immeubles, d'hôtels, de terrains, de chutes d'eaux, voire même d'usines électromotrices, dont le premier client serait le centre thermal. Au départ, la Banque n'étendrait son activité qu'à un groupe de stations connues, d'une valeur thérapeutique indiscutée et dont les établissements thermaux sont en voie de complète transformation. Par la suite, elle étendrait son champ d'action.

(1) Docteur MOLINERY, directeur technique des Etablissements thermaux de Luchon : « Projet de banque d'industrie thermale ». — L'Art Médical, n° 3, 31 mars 1924.

Ce qui est particulièrement intéressant dans ce projet de Banque Thermale, c'est que les capitaux viendraient immédiatement des stations thermales et climatiques elles-mêmes : les premiers actionnaires seraient tout naturellement les médecins, les pharmaciens, les commerçants, les hôteliers des stations. Les Compagnies de chemin de fer seraient intéressées aussi au développement de la Banque. « Les malades mêmes, affirme le Docteur MOLINERY, seraient heureux de récupérer, sous forme de dividende, les dépenses qu'ils font auprès des stations thermales. » Cette idée était déjà soutenue avant la guerre de 1914-1918 par le Docteur BARDET qui, en même temps qu'il préconisait l'institution d'un crédit thermal, proposait de faire intervenir, dans le cas où les sécurités ne paraîtraient pas suffisantes pour le crédit demandé, un syndicat de garantie formé entre les principaux intéressés au développement et à la prospérité de la station, tels que les médecins, les hôteliers, les commerçants.

Il y a là une première manifestation de l'unité de la station et de la solidarité de ses composants.

Selon le Docteur MOLINERY, la Banque Thermale aurait pour but de moderniser les établissements thermaux, afin de donner au malade tout le confort thérapeutique possible. Elle organiserait des instituts de physiothérapie spécialisés.

En même temps, elle exploiterait la production industrielle et l'exportation de l'eau minérale et des sous-produits (comprimés, pastilles, sels radio-actifs, etc...), ce qui serait à la fois source de revenus et propagande pour la station.

La Banque thermale pourrait également s'affilier au Crédit Hôtelier afin de créer de confortables hôtels, accessibles aux bourses moyennes.

PROPOSITION FOULD

Le Crédit Hôtelier avait, entre les deux guerres, donné de telles satisfactions en son domaine qu'on a pu penser l'étendre au thermalisme.

M. Achille FOULD, député, déposa le 24 juin 1930, sur le bureau de la Chambre des Députés, une proposition de loi tendant à transformer ce Crédit National Hôtelier, institué par l'article 172 de la loi des finances du 30 juin 1923, en *Crédit National Hôtelier, Thermal et Touristique*.

Il estimait que le Crédit Thermal devait fonctionner en liaison étroite avec le Crédit Hôtelier, le second étant le complè-

ment obligé du premier. Il pensait également qu'il était inutile de créer un organisme nouveau car le Crédit Hôtelier possédait déjà un immeuble spécialement aménagé et un personnel bancaire et technique qualifié.

L'organisme unique serait divisé en trois sections rendues absolument distinctes, quant aux capitaux et ressources à employer.

La première section (Crédit Hôtelier) serait régie par les dispositions de l'article 172 de la loi de finances du 30 juin 1923 et du décret pris en exécution de cette loi (c'est-à-dire avant l'extension du Crédit National Hôtelier à l'ensemble des petites entreprises industrielles et commerciales).

La deuxième section (*Crédit Thermal*) serait autorisée à consentir des avances pour la création, la réfection, l'amélioration des établissements thermaux.

La troisième section (Crédit Touristique) serait autorisée à consentir des avances à des collectivités pour l'aménagement de sites naturels.

M. le Député FOULD estimait que les sommes nécessaires au fonctionnement des sections thermales et touristiques ne dépasseraient pas, à l'époque, 15 millions de francs par an, 10 millions réservés au crédit thermal et 5 millions au crédit touristique. Ces 15 millions seraient prélevés sur le *produit des jeux*.

La proposition de loi de M. FOULD resta lettre morte. M. BONNEFOUS, en 1935, tenta de la ressusciter : il déposa, au nom de la Commission d'hygiène de la Chambre, un rapport favorable. Il n'y eut pas d'écho.

VICISSITUDES DE DIFFERENTS CREDITS BUDGETAIRES EN FAVEUR DU THERMALISME ET DU CLIMATISME

1. — 1932 : Tentative de réalisation d'un *Crédit Thermal*.

En 1932, le Crédit Thermal faillit voir enfin le jour. Dans le projet de loi portant fixation du budget général pour l'exercice 1932, le gouvernement avait prévu au titre du programme d'Outillage National un crédit de 50 millions de francs pour « le rééquipement des stations thermales ».

Sur ces 50 millions de francs, la commission des Finances de la Chambre des Députés décida qu'un prélèvement de 35 millions serait effectué pour la reconstruction de l'établissement

thermal d'Aix-les-Bains directement géré par l'Etat (30 millions) et pour la création de camps de vacances (5 millions). 15 millions de francs restaient disponibles *comme première dotation en vue de l'institution d'un Crédit Thermal*.

La loi du 28 décembre 1931 sur l'Outillage National a effectivement ouvert au Ministère de la Santé Publique ce crédit de 15 millions de francs, qui, d'après les débats de la Chambre et du Sénat, a pour but de faciliter l'octroi de crédits à long et court terme, nécessaires à nos établissements thermaux pour se moderniser.

L'année 1932 fut témoin de nombreux échanges de lettres entre le Ministre de la Santé Publique, demandant que les 15 millions à lui attribués soient mis à la disposition d'un organisme dénommé « Crédit Thermal » destiné à consentir des prêts à long, moyen et court terme aux établissements thermaux. et le Ministre des Finances soutenant qu'il s'agissait simplement d'assurer l'emploi du crédit ouvert par la loi du 28 décembre 1931 et non de créer un organisme nouveau doté budgétairement chaque année.

Les tractations aboutirent le 8 décembre 1932 à un projet de décret destiné à créer le « Crédit Thermal ». Le Crédit voté aurait été employé par l'intermédiaire de la *Commission Permanente des Stations Hydrominérales et Climatiques*, de France, avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Administrativement le projet de décret constituait l'acte de naissance du Crédit Thermal. Mais l'institution n'aurait pas été viable. En effet la Commission Permanente des Stations Hydrominérales et Climatiques est un organisme purement consultatif et ne comporte pas dans ses attributions la possibilité de faire fonctionner le Crédit Thermal. Elle ne dispose d'ailleurs pas de de l'outillage technique nécessaire.

La fin de l'année s'écoula en vaines discussions. Si bien que le Ministre des Finances notifia au Ministre de la Santé Publique que, faute d'emploi au 31 décembre 1932 et à défaut de l'institution à cette date d'un organisme destiné à assurer le fonctionnement du Crédit Thermal, le crédit de 15 millions était tombé *en annulation*.

2. — 1937 : *Espoir d'un crédit pour l'équipement des stations.*

À défaut de l'institution d'un Crédit Thermal doté annuellement, on peut en 1937, espérer l'attribution d'un *crédit budgétaire pour l'équipement des stations*.

En effet, M. Henri SELLIER, Ministre de la Santé Publique, avait proposé spontanément un crédit de 150 millions, sous forme de prêts à long terme et à faible intérêt. Mais à cette promesse, un décret d'avril 1937 substitue une dotation de 50 millions destinée à subventionner l'équipement des stations thermales et climatiques, dans le cadre et suivant application de la loi du 18 août 1936 sur les grands travaux. Or, en juillet 1937, intervenait un décret-loi annulant à concurrence de 1.500 millions des autorisations d'engagement de crédit données au titre de cette loi; le crédit de 50 millions tombait.

En octobre 1937, *deux subventions* seulement furent attribuées à deux communes privilégiées, 5.025.000 francs à *Luxeuil*, pour la réfection de l'établissement thermal récemment rétrocédé à titre gratuit par l'Etat, et un million à *Royat*, en vue, à l'expiration de la concession du domaine thermal, du rachat par la commune à la Compagnie des Eaux Minérales des sources qui ne faisaient pas encore partie du domaine thermal.

3. — 1938 : *Faible crédit au titre des grands travaux.*

Cette attribution de modestes crédits à des établissements thermaux exploités par des communes en régie directe, les exploitations privées étant systématiquement négligées, ne manqua pas de susciter de véhémentes protestations chez les intéressés. Elles eurent un faible écho : un décret-loi du 25 mai 1938 ouvre au Ministère de la Santé Publique, au titre des grands travaux, *un crédit de 4 millions pour subventionner les travaux de premier établissement dans les stations thermales et climatiques*. Un million est aussi accordé pour la réfection de l'établissement thermal de *Bourbon-l'Archambault*.

PROJET VEDRINES : NATIONALISATION DES RESSOURCES THERMALES ET INSTITUTION D'UN FONDS NATIONAL DU THERMALISME

La guerre est venue interrompre la bataille pour le Crédit Thermal. La question revint à l'ordre du jour en 1946, lors des projets d'inspiration marxiste tendant à une nationalisation ou à une étatisation des richesses thermales. Les projets consacrent quelques articles au financement des exploitations thermales.

Le projet Védérines institue un *Fonds National du Thermalisme* qui serait géré par le Conseil d'administration de la régie

autonome du domaine thermal de l'Etat. Le principe de l'autonomie financière est en effet affirmé tant pour l'ensemble des exploitations thermales, représenté par la régie du domaine thermal de l'Etat, que pour chacune des régies de bassins. Il est prévu que les bénéfices d'exploitation des régies de bassins thermaux seraient répartis par la régie du domaine thermal de l'Etat, en accord avec les ministres de la Santé Publique, des Finances et de l'Economie nationale. Une partie des recettes serait attribuée aux départements et aux communes, au budget de la Santé Publique, et enfin au Fonds National du Thermalisme dont ce serait la seule dotation.

Il est d'autre part prévu que des emprunts pourraient être émis par les différentes régies. La régie du domaine thermal de l'Etat centraliserait, par l'intermédiaire du Fonds National du Thermalisme, le service de ces obligations, ainsi que le service des obligations remises aux anciens actionnaires.

Le Fonds National du Thermalisme aurait pour tâche essentielle de *financer le plan de modernisation, de coordination et de développement de l'exploitation du domaine thermal de l'Etat*, plan établi par la régie autonome. Il pourrait jouer également comme *fonds de péréquation* entre les différentes régies de bassins.

**

Le financement des exploitations thermales ainsi organisé par le projet communiste répond au *régime de nationalisation préconisé*. En soi, le système est logique et cohérent. Mais chaque élément devient caduc si l'on ne conserve pas les principes inspirant l'ensemble.

Or, nous avons vu combien peu souhaitable serait, à notre avis, la nationalisation des entreprises en matière thermique. Au régime de liberté d'exploitation, limitée seulement par un contrôle dans l'intérêt de la Santé Publique, doit correspondre une modalité de financement souple et susceptible de s'adapter à chaque situation particulière. Un organisme de crédit reste à créer selon une formule qui le placerait dans le secteur semi-public.

PROJET SEGELLE :

ETATISATION DES SOURCES D'EAUX MINERALES ET CREATION D'UNE CAISSE DE CREDIT THERMAL

Le projet Segelle, qui préconise seulement l'étatisation des sources d'eaux minérales, les installations d'exploitation restant

à leurs actuels propriétaires, prévoit une institution de Crédit Thermal.

Le principe étant posé de l'équipement optimum de nos stations thermales selon les exigences de la thérapeutique moderne, l'Etat prendrait en charge le financement des dépenses nécessaires. A cet effet serait créée une Caisse de Crédit Thermal.

La Caisse de Crédit Thermal serait un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elle serait gérée au point de vue financier par la *Caisse des Dépôts et Consignations*.

Elle serait administrée par un Conseil d'administration nommé par décret. Elle comprendrait un président nommé par décret et 28 membres ainsi répartis :

- 2 représentants de l'Assemblée Nationale ;
- 1 » du Conseil de la République ;
- 3 » de la Santé Publique ;
- 3 » des Finances ;
- 2 » du Travail et de la Sécurité Sociale ;
- 1 » de l'Agriculture ;
- 1 » de l'Intérieur ;
- 1 » des Travaux Publics ;
- 1 » de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ;
- 1 » du Syndicat des Médecins Thermaux ;
- 1 » du Syndicat des Etablissements Thermaux ;
- 1 » de la Fédération Nationale des Stations Thermales et Climatiques de France.

10 personnalités qualifiées désignées par le Ministre de la Santé Publique.

Il semble que l'on soit en droit de formuler de sérieuses réserves sur cette composition étatiste dans laquelle les organismes thermaux et les compétences techniques n'ont que 3 sièges sur 28.

Quoiqu'il en soit, la Caisse de Crédit Thermal serait chargée d'accorder des *prêts* à court et moyen terme ou des *subventions*, destinés à l'équipement médico-thermal des stations. Ces fonds seraient notamment utilisés à des travaux pour l'amélioration et l'agrandissement des établissements thermaux, le captage, adduction et distribution d'eaux et de gaz thermaux, l'installation et la modernisation de laboratoires et de cliniques thermales, le développement des techniques accessoires et des adjuvances de cure.

Le taux d'intérêt des prêts accordés serait de 1.50 %, leur durée de 10 ans au maximum.

Les ressources du Crédit Thermal comprendraient :

- 1) le produit d'une taxe additionnelle à la taxe sur le chiffre d'affaires perçue dans les stations thermales;
- 2) le produit de la taxe sur les jeux de hasard lorsqu'il est supérieur à 500 millions par an;
- 3) une participation variable du fonds d'action sanitaire et sociale de la Sécurité Sociale.
- 4) une partie des redevances versées par les concessionnaires des établissements dont la propriété serait acquise à l'Etat.

CHAPITRE III

LA CAISSE DE CRÉDIT THERMAL SCHEMA D'ORGANISATION

Au terme de cette étude consacrée au Crédit Thermal, nous voudrions jeter quelques jalons pour un schéma d'organisation.

Il nous semble que le projet présenté par M^e LEFEBURE aux Etats généraux du thermalisme et du climatisme de 1947, est le plus conforme aux vœux des intéressés. Nous lui emprunterons la majeure partie de nos développements.

INSTITUTION DE LA CAISSE DE CREDIT THERMAL SON STATUT

La Caisse de Crédit Thermal pourrait être constituée en la forme d'une société privée sur laquelle l'Etat aurait un droit de regard.

La Caisse de Crédit Thermal serait régie par la *législation des banques populaires* et obéirait aux principes coopératifs.

Le capital social serait souscrit principalement par les exploitants d'établissements thermaux, les exploitants d'hôpitaux thermaux. Toutes les personnes intéressées au développement du thermo-climatisme pourraient également apporter leur contribution.

Le *Conseil d'administration* serait composé de personnalités de premier plan faisant autorité dans le monde thermal, économique et financier. Une partie des sièges serait réservée à des directeurs ou anciens directeurs d'établissements thermaux et à des représentants d'organismes représentatifs du thermo-climatisme ou intéressés à son développement. Le surplus serait attribué à des personnes qualifiées, banquiers expérimentés, autorités du Crédit Populaire. La composition du conseil doit être particu-

lièrement étudiée, car les institutions ne valent que par les hommes.

La nomination du *président du Conseil d'Administration* serait soumise à l'agrément du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé Publique. La nomination du directeur de la caisse serait subordonnée au même contrôle.

Un *Comité Consultatif Central* serait adjoint au Conseil d'administration. Il serait formé de techniciens donnant les plus complètes garanties d'indépendance; professeurs d'hydrologie et de climatologie des Facultés de médecine, membres de la commission permanente des eaux minérales de l'Académie de Médecine, membres du Conseil Supérieur d'Hygiène publique de France, membres du Conseil général des Mines, représentants des Etablissements thermaux, des Groupements hôteliers, des Chambres de commerce et d'organismes intéressés au développement du thermoclimatisme.

Des *Comités régionaux* seraient constitués dans le cadre des Fédérations thermales régionales.

Deux représentants du Ministre de la Santé Publique, dont le chef de bureau des Eaux Minérales, siègeraient pour avis consultatif au Conseil d'administration et au Comité consultatif central. L'ingénieur en chef des Mines siègerait au Comité consultatif régional.

La surveillance de l'Etat serait exercée par un *commissaire du gouvernement*.

RESSOURCES DE LA CAISSE DE CREDIT THERMAL

1. — *Capital social.*

Le capital social n'aurait pas besoin d'être extrêmement important. Ce serait plus un capital de garantie qu'un capital d'exploitation. Il devrait cependant être suffisant pour assurer à la caisse un certain standing.

2. — *Fonds de réserve.*

Le montant des prélèvements opérés au profit de la Société sur les opérations faites par elle servirait, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital, à constituer un fonds de réserve. Ce fonds pourrait atteindre au moins la moitié du capital social.

Il serait affecté à la garantie des engagements sociaux et au remboursement des avances consenties par l'Etat.

3. — *Dotation initiale de l'Etat.*

Cette dotation initiale pourrait être prélevée sur l'excédent du produit des jeux, sur les évaluations budgétaires.

Elle constituerait en quelque sorte l'amorce de la pompe. Elle permettrait de financer les prêts les plus urgents à long et moyen terme. Les dommages de guerre pourraient être colloqués par priorité sur cette dotation.

4. — *Avances remboursables sans intérêt.*

Ces avances de l'Etat seraient destinées à assurer le financement annuel d'un certain nombre de prêts à long, moyen et court terme. Elles seraient remboursables à l'Etat sans intérêts, dans les délais variables selon la nature des prêts et renouvelables.

5. — *Dotation annuelle non remboursable.*

Cette dotation permettrait d'accorder des bonifications d'intérêt.

Elle proviendrait :

- a) d'un prélèvement sur le produit des jeux;
- b) d'une taxe de 1 % additionnelle à la taxe locale sur les ventes au détail et les prestations de service, perçue dans les stations thermales et climatiques.

Ce serait là le véritable objectif du Crédit Thermal : permettre aux intéressés d'emprunter dans des conditions supportables pour leur trésorerie. Pour obtenir ce résultat il n'y aurait besoin que de sommes relativement peu importantes, à condition qu'elles soient renouvelables chaque année.

6. — *Fonds de concours.*

Des fonds de concours seraient naturellement les bienvenus. Ils pourraient être accordés notamment pour augmenter l'importance des avances sur le plan local, départemental ou régional.

Ils feraient l'objet d'un compte spécial. Ils pourraient même recevoir une affectation déterminée.

Dans ce domaine on est en droit de s'attendre à une participation du Fonds d'action sanitaire et sociale de la Sécurité Sociale.

Le concours de tous les intéressés pourrait intervenir, notamment, les Chambres d'industrie, les Chambres de commerce, la S. N. C. F., les Départements et les Communes, les Etablissements publics et d'utilité publique.

7. — *Dons et legs.*

Lorsqu'un nouvel organisme est créé, il est de coutume de lui affecter le produit des dons et legs qui seraient faits en sa faveur. Nous ne faillirons pas à la coutume : le Crédit Thermal pourrait ainsi bénéficier de ressources supplémentaires.

ACTIVITÉS DE LA CAISSE DE CREDIT THERMAL

A. — OPÉRATIONS DE PRÊT

1. — *Objet du Crédit Thermal.*

L'Institut de Crédit Thermal serait chargé d'accorder des prêts destinés à *l'équipement médico-thermal des stations*, notamment la création, l'agrandissement, la modernisation des *établissements thermaux*, leur équipement purement technique, le captage, l'adduction et la distribution d'eaux et de gaz thermaux; l'installation et la modernisation des *laboratoires thermaux*; la création, l'agrandissement et la modernisation d'*hôpitaux thermaux*.

Le même mécanisme de crédit pourrait s'appliquer par la suite aux *stations climatiques*.

Les ouvertures de crédit seraient dans tous les cas considérés comme une prime à la modernisation. Ce serait une *amorce à l'auto-financement*. L'emploi des fonds avancés serait strictement contrôlé, en vue du meilleur usage possible. Cette utilisation optima des crédits est une condition essentielle de la réussite.

2. — *Mécanisme de l'attribution des prêts.*

L'attribution des prêts mettrait en jeu la *solidarité des professionnels et des techniciens*, ce qui aurait pour résultat d'accroître la sécurité des avances consenties et de donner au crédit une plus grande efficience. Voici quel pourrait en être le mécanisme.

Toute demande de crédit à la Caisse de Crédit Thermal serait soumise aux contrôles suivants :

a) *Le Comité Consultatif régional* procéderait à un premier examen pour vérifier que l'objet du prêt entre dans le cadre du Crédit Thermal et possède une réelle valeur technique. Le Comité consultatif régional adresserait toutes les demandes d'avances au Comité consultatif central, avec avis motivé. Le Comité consultatif central donnerait à son tour son avis motivé avant que les demandes ne soient soumises aux décisions du Conseil d'administration.

b) *Une Société de Caution Mutuelle* serait appelée, en se basant sur la valeur morale et professionnelle du demandeur, à donner un avis accompagné s'il y a lieu d'un aval engageant la responsabilité financière de ses membres.

c) *Un examen financier* serait alors effectué par la Caisse de Crédit Thermal, afin de déterminer le montant du crédit nécessaire, la durée normale du prêt, et la valeur des garanties.

3. — *Catégorie de prêts.*

La Caisse de Crédit Thermal serait habilitée à octroyer des prêts selon les trois modalités classiques :

a) *Prêts à long terme.*

Le crédit à long terme concerne les opérations d'investissements. Ici, les prêts à long terme seraient destinés à financer la construction, l'agrandissement, la modernisation des établissements, ainsi que leur équipement en appareillage médical.

Ils devraient être d'une *assez longue durée* : 10 à 15 ans et même 20 ans dans certains cas. Deux ordres de considérations sont ici en opposition : d'une part allègement de la charge par une répartition sur un laps de temps plus long, d'autre part, amortissement rapide nécessité par la détérioration des eaux minérales.

Les *garanties* à fournir constituent le problème le plus délicat. Quand l'établissement est exploité par son propriétaire il peut faire l'objet d'une hypothèque, qui porterait soit sur l'immeuble même, soit également sur les terrains adjacents. En effet, les établissements thermaux possèdent très souvent des parcs importants qui constituent un gage d'une réelle valeur.

En cas de location de l'établissement, un accord devra nécessairement intervenir avec le propriétaire. Ce dernier aura même intérêt à intervenir dans la garantie de l'emprunt en contre-partie de la plus-value qui sera apportée à sa propriété.

En cas de concession de l'établissement par l'Etat, les départements, les communes ou des établissements de bienfaisance, la redevance payée par le fermier ou le concessionnaire pourrait gager l'annuité due au Crédit Thermal. Les collectivités intéressées devraient même garantir l'emprunt afin d'assurer l'exécution de travaux destinés à enrichir la station; elles pourraient inscrire à leur budget des annuités d'amortissement, soit formellement, soit en cas de défaillance ou de déchéance du concessionnaire. Il y aurait là une manifestation de la solidarité des problèmes d'ensemble touchant au thermo-climatisme.

Des sûretés personnelles pourraient venir à l'appui d'un gage insuffisant.

Enfin la garantie solidaire et collective découlant du cautionnement mutuel donnerait toute sécurité.

Ces différents modes de garantie joueraient au maximum pour les prêts à long terme. Les mêmes principes seraient applicables aux prêts à moyen et court terme, avec naturellement plus ou moins de rigueur selon les délais de remboursement.

b) *Prêts à moyen terme.*

Le moyen terme est destiné au financement de l'équipement industriel. En matière de crédit thermal, les prêts à moyen terme auraient pour objet l'achat du petit matériel : linge, ameublement, installation intérieure.

Ils seraient remboursables dans un délai de trois à cinq ans.

c) *Prêts à court terme.*

Tout en donnant au crédit à long terme une importance primordiale, la caisse de Crédit Thermal pourrait se livrer au profit de ses adhérents à certaines opérations bancaires. Elle recevrait des dépôts et elle assurerait les opérations de trésorerie courante. Elle fournirait notamment *des fonds de roulement* remboursables en fin de saison.

La durée maximum des prêts à court terme serait de six mois.

B. — ORIENTATION DE L'ACTIVITÉ THERMO-CLIMATIQUE

Organisme dispensateur des fonds d'investissement, le Crédit Thermal serait en mesure de donner l'impulsion d'ensemble au développement du thermo-climatisme. Le *Comité Consultatif Central* se basant sur les rapports des Comités consultatifs régionaux, étudierait et dresserait les plans de travaux prochains et à lointaine échéance. Selon les conclusions de ces programmes, le Conseil d'administration de la caisse serait à même de suivre une politique d'ensemble dans l'octroi de ses crédits.

Ce plan *d'équipement thermo-climatique* s'intégrerait dans le plan général de modernisation et d'équipement. Déjà le rapport général de la commission de modernisation du tourisme prévoit 3.500 millions de crédits en faveur des établissements thermaux.

Néanmoins nous estimons nécessaire l'élaboration d'un plan spécial au thermo-climatisme, mettant l'accent sur les problèmes médicaux. Nous insistons sur l'idée que nous avons déjà exprimée au début de cette étude : si le thermo-climatisme est une branche

du tourisme, les rapports de l'un à l'autre ne doivent pas être de subordination, mais de coordination. Le thermo-climatisme doit être dominé par des données scientifiques.

Or, la *Commission de modernisation du tourisme*, dont la composition montre assez sa compétence en matière de tourisme, est par contre insuffisante dans le domaine du thermo-climatisme dont elle ne comprend pas un seul représentant qualifié. C'est seulement dans quelques sous-commissions qu'ont été appelés le Président du Syndicat National des établissements thermaux, le Président directeur général de la Société des Eaux Minérales de Vittel et le Secrétaire général de la Fédération Thermale et Climatique, soit un représentant du thermo-climatisme parmi les quelques vingt membres de chaque sous-commission.

Si nous préconisons l'élaboration séparée d'un plan d'équipement du thermo-climatisme, nous voudrions pour son application l'intime collaboration avec la *commission technique de l'équipement des industries touristiques*, outil permanent de la réalisation d'une politique du tourisme. Cette commission apparaît en effet comme « un organisme carrefour » en ce sens que, dans le but d'obtenir l'unité de vue indispensable à la mise en œuvre des programmes d'équipement, elle met en présence :

- *pour des pouvoirs publics* : le Commissariat général au tourisme;
- *pour les professionnels* : les différents syndicats intéressés (Fédération Nationale de l'industrie hôtelière, Syndicat des casinos autorisés de France, Syndicat National des établissements thermaux);
- *pour les financiers* : le Crédit National, le Crédit Populaire, la Caisse Centrale de Crédit hôtelier, commercial et industriel. Nous y ajouterions volontiers le Crédit Thermal;
- *pour les techniciens* : un architecte spécialiste des constructions hôtelières et des personnes averties des questions touristiques. Il faudrait également un ingénieur spécialiste du thermalisme.

La commission technique joue un rôle important dans l'octroi des prêts par la Caisse Centrale de Crédit hôtelier, commercial et industriel, la grande banque spécialisée en matière de tourisme. Sa collaboration avec le Crédit Thermal réaliserait l'indispensable coordination des multiples éléments participants au thermo-climatisme.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, nous voudrions résumer quelques-unes des *idées-force* qui en ont dicté l'élaboration.

La France est exceptionnellement dotée de sources d'eaux minérales, qui, par leur variété, leur abondance, leurs applications, constituent un ensemble thérapeutique merveilleux. Les qualités de ses climats ne sont pas moindres et les effets combinés de ces deux agents permettent d'obtenir des résultats surprenants. Ce capital nous a été donné gratuitement. Mais c'est seulement une richesse latente qui *doit être exploitée* pour produire de la valeur. Laisser perdre un tel potentiel serait, plus que jamais, un véritable gaspillage économique.

La créno-climatothérapie est un admirable instrument de régénération sociale. Nous sortons affaiblis de la longue épreuve que nous venons de subir. Nos fontaines de jouvence et nos climats de santé vont nous aider à guérir nos misères et à mieux supporter la dureté de notre vie. *Il faut que ces bienfaits soient accessibles à tous.* L'action de la Sécurité Sociale est déjà efficace, Bientôt, nous l'espérons, elle sera totale, réalisant un magnifique acheminement vers la paix sociale, facilitée par la bonne santé de chacun.

Le thermo-climatisme doit encore jouer un *rôle capital dans notre balance des comptes*. Notre pénurie de devises est angoissante, et nous ne pouvons négliger aucun facteur susceptible de nous procurer des ressources de change. Le tourisme est considéré comme notre grand collecteur de devises. Le thermo-climatisme en constitue une branche spéciale qui possède un attrait supplémentaire auquel personne n'est indifférent : en même temps que le plaisir de l'esprit, il apporte le mieux-être physique. Nulle propagande ne saurait être fondée sur un thème plus convaincant.

Néanmoins, l'importance nationale du thermo-climatisme, au point de vue social et économique, contraste singulièrement avec le faible *rendement* qui en caractérise l'exploitation. En particulier, l'industrie thermale, si elle est isolée, est difficilement rentable. Dans ces conditions, il est presque impossible à de telles

entreprises de recourir au crédit bancaire. Le gage qu'elles peuvent présenter est en général trop aléatoire pour que la charge d'un emprunt, en intérêts et garanties, soit aisément supportable.

Pour rendre ces entreprises bancables, il faut les assortir de garanties complémentaires. Nous sommes convaincu que la mise en jeu de la *solidarité des diverses composantes de cette entité économique que constitue la station* permettra d'élargir la base du gage offert. A cet effet doit être créé un organisme de crédit spécialisé, s'appuyant sur *l'idée de coopération*, dont les principes sont les plus féconds que l'homme ait jamais imaginés.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- ASTRUC (A.). — *Du régime légal de la propriété des sources d'eau minérale* (Thèse Toulouse 1933).
- BOULOUIMIE (Dr. P.). — *Histoire de Vittel.* — *Création d'une ville thermale* (Paris 1925).
- JADIN (F.) et ASTRUC (A.). — *Précis d'hydrologie et de géologie* (Paris 1932).
- LAVERGNE (Bernard). — *L'ordre coopératif* (Paris 1926). — *Le problème des nationalisations* (Paris 1946).
- LEFEBURE (M^e Jules). — *Du délit de jeu dans les stations thermales et climatiques* (Thèse Paris 1906).
- MATHIOT (Georges). — *Le tourisme réceptif français* (Thèse Nancy 1945).
- MEILLON (Dr.). — *La vérité sur la situation du tourisme* (1933).
- MONGINET (Mlle M.-L.). — *Action collective en faveur du tourisme étranger en France* (Thèse Bordeaux 1933).
- MONTFAJON (Pierre). — *Le crédit populaire en France* (Conférence faite à l'Ecole des Sciences Politiques, Centre d'Etudes Supérieures de banque, le 11 Juillet 1946).
- MORTIER (Gaston). — *Le tourisme et l'économie nationale* (Thèse Grenoble 1941).
- PIROU (Gaëtan) et BYE (Maurice). — *Traité d'économie politique*.
- PIROU (Gaëtan). — *Economie libérale, économie dirigée* (cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques).
- TALAZAC (René). — *L'urbanisme des stations thermo-climatiques* (Thèse Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris, 1939).
- WIBROTTE (Dr. Jean). — *Contribution à l'étude de l'hydro-climatisme social* (Thèse médecine Paris, 1938).

RAPPORTS ET COMPTE-RENDUS

- BORREL (Antoine). — *Rapport au Sénat sur l'organisation du tourisme* (6 Février 1940).
- LEFEBURE (M^e Jules). — *Rapports au 5^{me} Congrès des Villes d'Eaux, Bains de Mer et Stations Climatiques sur l'extension des pouvoirs et la composition des chambres d'industrie thermique et climatique* (1925).

- Compte-rendu des Etats Généraux du Thermalisme et du Climatisme 1928.
1947.
- Rapport Général de la Commission de Modernisation du Tourisme pour le plan de modernisation et d'équipement (Paris 1948).
- Rapport de la Commission Consultative des dommages et des réparations sur les ingérences allemandes dans l'activité industrielle — Thermalisme (monographie A.I. 46).
- Compte-rendu du Premier Congrès International du Thermalisme social (Aix-les-Bains, 27-28 Septembre 1947).
- Compte-rendu du Congrès National du Tourisme (Biarritz, Avril 1948).
- Compte-rendu de la réunion de la Société des Sciences Médicales de Gannat et de la Société des Sciences Médicales de Vichy: Vichy après la guerre (1943).

PERIODIQUES

- *Journal Officiel.*
- *Revue de Science et de législation financières.*
- **Revue Politique et Parlementaire.*
- *Annales des stations hydro-minérales, climatiques, balnéaires, de tourisme et de sports d'hiver.*
- *Presse thermale et climatique.*
- *Presse Médicale.*
- *Le Monde Souterrain.*

ANNUAIRES ET REPERTOIRES

- *Annuaire médical des stations hydro-minérales, climatiques et balnéaires de France.*
- *Législation et réglementation des eaux minérales et des stations thermales et climatiques.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction - Définitions	5
PREMIERE PARTIE	
PLACE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU THERMALISME ET DU CLIMATISME EN FRANCE	11
CHAPITRE I	
Rôle du thermalisme et du climatisme dans l'économie générale	13
Le thermo-climatisme générateur économique	13
Capitaux investis et chiffre d'affaires	14
Personnel employé	16
Rendement fiscal	17
Résistance à la crise	18
CHAPITRE II	
Rôle du thermalisme et du climatisme dans la tenue du change	21
Déficit de notre balance des comptes	21
Rôle du tourisme dans l'apport des devises étran- gères	23
Part incombant au thermo-climatisme	26
CHAPITRE III	
Rôle social du thermalisme et du climatisme	29
Coup d'œil sur les fléaux sociaux auxquels le thermo- climatisme est susceptible d'apporter remède .	30
Action sur le potentiel humain de la nation	35

CHAPITRE IV

Problème de la nationalisation des richesses thermales	37
Examen des projets de nationalisation ou d'étatisation des ressources thermales	37
Raisons militent contre le principe de la nationalisation ou de l'étatisation en matière thermique.	40
Résultats de la gestion par l'Etat de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, en particulier et des entreprises nationalisées, en général	43
Contrôle désirable de la part de l'Etat	45

CHAPITRE V

Comment faut-il concevoir le thermo-climatisme en France . . .	51
Exemples étrangers	51
Solution Française	53

DEUXIEME PARTIE

OPPORTUNITÉ D'UN FINANCEMENT EN FAVEUR DU THERMO-CLIMATISME EN DU CLIMATISME	57
---	-----------

CHAPITRE I

Reconstitution du capital détruit par la guerre	59
Etendue des pertes	59
Principe de la reconstruction intégrale des biens sinistrés	60
Financement échelonné de l'indemnisation	60
Frais restant à la charge des sinistrés	61
Groupement des sinistrés pour la reconstitution de leurs biens	62

CHAPITRE II

Armature scientifique et médicale du thermo-climatisme	65
Spécialisation des stations	65
Recherche Scientifique	69
Formation du corps médical et du personnel subalterne	71
Equipement des établissements de soins	72

CHAPITRE III

Equipement des stations thermales et climatiques.	77
Urbanisme des stations.	77
Organes de coordination.	79

CHAPITRE IV

Le thermo-climatisme social.	83
Bénéficiaires de la gratuité du traitement.	83
Régime applicable aux cures thermales et climatiques des assurés sociaux.	85
Résultats observés.	88
Thermo-climatisme social international.	91

CHAPITRE V

Concurrence étrangère.	93
-----------------------------	----

CHAPITRE VI

Nécessité d'un mode spécial de financement de l'exploitation thermale et climatique.	97
Faible rendement des entreprises d'exploitation ther- male et climatique.	97
Aide aux entreprises d'exploitation thermique et cli- matique, justifiée par leurs répercussions indi- rectes.	100
Besoins de la Santé Publique.	104

TROISIEME PARTIE

ORGANISATION D'UN CRÉDIT THERMAL.	107
--	-----

CHAPITRE I

Un exemple à méditer : le Crédit Populaire Urbain.	111
Eléments constitutifs du Crédit Populaire.	112
Fonctionnement du Crédit Populaire.	114
Le Crédit Hôtelier.	117

CHAPITRE II

Historique des projets et propositions tendant à favoriser le financement des exploitations thermales et climatiques . . .	121
Projet de Banque d'Industrie thermale du Docteur MOLINÉRY	121
Proposition Fould : Crédit National Hôtelier, Thermal et Touristique	122
Vicissitudes de différents crédits budgétaires en faveur du thermalisme et du climatisme	123
Projet Védrines : Nationalisation des ressources thermales et institution d'un fonds national du thermalisme	125
Projet Ségelle : Etatisation des sources d'eau minérale et création d'une caisse de crédit thermal	126

CHAPITRE III

La Caisse de Crédit Thermale — Schéma d'organisation	129
Institution de la Caisse de Crédit Thermal. — Son Statut	129
Ressources de la Caisse de Crédit Thermal	130
Activités de la Caisse de Crédit Thermal	132
CONCLUSION	137
BIBLIOGRAPHIE	139

VICHY
IMPRIMERIE WALLON

1950

